

Registre des délibérations - décisions

TOME II

SEANCE PUBLIQUE DU:

Lundi 1er Octobre 2012

Le présent registre a été coté et paraphé par Mlle Clémentine PAPA, Agent territorial, en application de l'article R2122-8 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'arrêté n° 2011/1346/T/R de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 01/11/2012

Pour Madame le Maire,

et par délégation,

Mlle Clémentine PAPA


Chef du Service de l'Assemblée

BLANC

- D'acquérir une emprise de 343 m² environ allée du Tiers Etat auprès d'ACM à l'euro symbolique pour l'incorporer au domaine public communal,
- De saisir Maître Bonnary notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte de transfert de propriété, aux frais de la Ville,
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

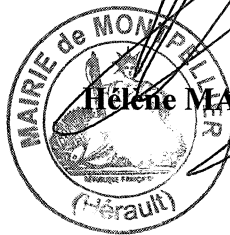

Hélène MANDROUX

Publiée le : 2 octobre 2012

- de laisser la jouissance des emprises aux vendeurs, tant que la Ville ne réalise pas les travaux d'aménagements publics, en échange de l'entretien et de la bonne gestion.
- de saisir Maître Caroline SOULAS-BERTRAND, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville.
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

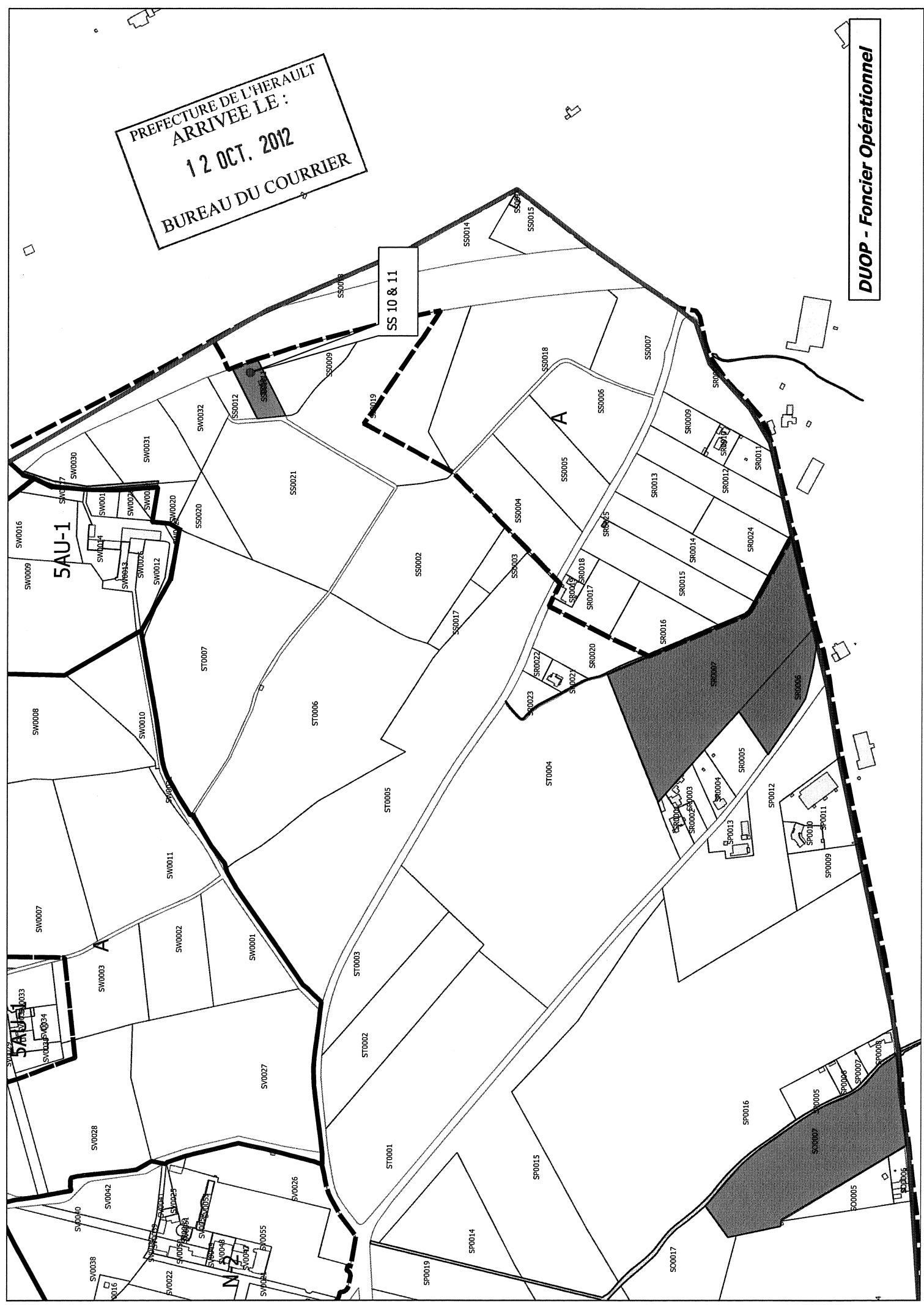


Hélène MANDROUX

Publiée le : 2 octobre 2012

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :
12 OCT. 2012
BUREAU DU COURRIER

DUOP - Foncier Opérationnel



Pour ces travaux, le montant total pouvant être financé par la Communauté d'Agglomération de Montpellier au titre des PIC s'élève à 167 800 €:

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le dépôt d'une demande de subvention auprès de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au titre des Projets d'Intérêt Commun 2012, pour la réalisation des travaux de mise à double sens du quai du Verdanson, pour un montant de 167 800 € ;
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

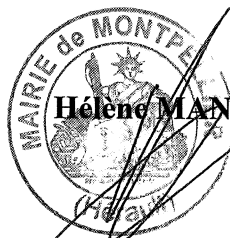
Publiée le : 2 octobre 2012

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'approuver les termes de cette convention,
- D'autoriser, Madame le Maire ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 2 octobre 2012

Il est précisé que dans ce cadre une « soirée » est un événement de plus de trois heures, sans borne horaire de début et de fin pour la définir.

Le montant de cette tranche complémentaire sera de :

50 euros bruts chaque mois où sera remplie la condition de réalisation effective d'au moins trois soirées (et/ou événements le samedi) dans le mois.

Si de façon exceptionnelle, en raison de la saisonnalité notamment, un mois donné le nombre de soirées dépasse trois, les soirées au-delà de trois pourront être reportées et prises en compte dans le décompte du mois suivant.

Au regard de la mise en œuvre différée de ce régime indemnitaire spécifique par rapport à la date d'intégration des Maisons Pour Tous dans les services municipaux le 1^{er} janvier 2011, il est proposé d'attribuer une compensation financière au titre de la période écoulée, tenant compte de la non-indemnisation entre cette date (ou celle de leur recrutement par la Ville) et le 1^{er} octobre 2012 des contraintes spécifiques d'organisation du travail des animateurs permanents.

Le montant de cette compensation financière s'élèvera à 50 euros bruts par agent et par mois travaillé depuis la date d'intégration ou la date de leur recrutement par la Ville, soit un montant total maximum de 1050 euros bruts.

Ce complément, ainsi que la compensation financière, seront applicables dans le cadre de l'Indemnité d'Administration et de Technicité (décret n°2002-61 du 14 janvier 2002) aux agents titulaires et non-titulaires exerçant les fonctions d'animateur permanent, relevant des cadres d'emplois d'adjoint d'animation territorial et d'animateur territorial.

Il est proposé en conséquence au Conseil Municipal :

- D'adopter les dispositions susvisées ;
- De prévoir les dépenses correspondantes au budget du personnel.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 2 octobre 2012

Recettes de fonctionnement

CHAPITRE	FONCTION	NATURE	Libellé	DM 2 2012
928	821	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	- 1 028 919,00
933		73	IMPOTS ET TAXES	1 028 919,00
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT				0,00

2. Section d'investissement

La Décision Modificative s'équilibre en dépenses et en recettes d'investissement à - 20 000,00 euros. Elle se décompose de la façon suivante :

Dépenses d'investissement

CHAPITRE	FONCTION	NATURE	Libellé	DM 2 2012
908	824	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	- 20 000,00
900	020	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	- 550 000,00
904	40	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	450 000,00
906	64	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	200 000,00
908	822	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	- 100 000,00
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT				- 20 000,00

Recettes d'investissement

CHAPITRE	FONCTION	NATURE	Libellé	DM 2 2012
911		16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	29 000,00
919		021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	- 49 000,00
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT				- 20 000,00

Il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- adopter la Décision Modificative proposée au niveau du chapitre budgétaire,
- autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué aux Finances à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 2 octobre 2012

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'adopter les tarifs proposés ci-dessus ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 2 octobre 2012

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1776, nature 6574, chapitre 924.

Attribution de subventions dans le cadre de l'action internationale et jumelages :

Code	Association	IFM	Montant
4081	Grain d'Image	M	600 €
1396	Maison de Heidelberg	M	500 €
425	France Algérie Méditerranée	M	300 €
548	Euro Grèce Méditerranée	M	1 650 €
1223	Eurasia	M	300 €
Total			3 350 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1350, nature 6574, chapitre 920.

Attribution de subvention dans le cadre de l'économie des ressources et du patrimoine :

Code	Association	IFM	Montant
3381	DIFED – Dynamique d'Information et de Formation sur l'Environnement et le Développement durable	M	1 760 €
Total			1 760 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 988, nature 6574, chapitre 920.

Attribution de subvention dans le cadre de l'emploi et du développement économique :

Code	Association	IFM	Montant
4853	UPA - Union Professionnelle Artisanale de l'Hérault	F	3 000 €
Total			3 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2390, nature 6574, chapitre 929.

Attribution de subvention dans le cadre de la réussite éducative :

Code	Association	IFM	Montant
1469	Les Francas de l'Hérault	M	10 000 €
Total			10 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922.

Attribution de subventions dans le cadre de la vie associative :

Code	Association	IFM	Montant
2796	Comité de quartier Pasquier Don Bosco	M	800 €
3174	Projet Avenir Harkis Français Musulmans	F	1 000 €
3174	Projet Avenir Harkis Français Musulmans	M	1 000 €
Total			2 800 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1260, nature 6574, chapitre 920.

Attribution de subvention dans le cadre de l'égalité des droits et devoirs :

Code	Association	IFM	Montant
3633	Forum Français pour la Sécurité Urbaine	M	800 €
Total			800 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1398, nature 6574, chapitre 925.

Attribution de subvention dans le cadre des finances :

Code	Association	IFM	Montant
5602	Fédération des Entreprises Publiques Locales	M	25 000 €
Total			25 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 17566, nature 6574, chapitre 920.

Attribution de subventions dans le cadre de la santé :

Code	Association	IFM	Montant
720	Ligue contre le Cancer Comité de l'Hérault	F	2 000 €
Total			2 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 17563, nature 6574, chapitre 925.

Code	Association	IFM	Montant
	Association TOM	M	2 000 €
Total			2 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 17566, nature 6574, chapitre 920.

2) Report d'affectation de subvention :

Subvention dans le cadre de la réussite éducative :

Code	Association	IFM	Accordé	A reporter
1424	Collège Las Cazes	M	2 000 €	2 000 €
Total				2 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922.

3) Cotisations à des organismes nationaux :

Depuis de nombreuses années la Ville adhère à des organismes par le versement de cotisations. Il est proposé de confirmer notre adhésion aux organismes suivants pour l'année 2012 :

Chapitre	Nature	Organisme	Montant
920	6281	Cité Unies France	13 786 €
920	6281	CFMEL – Centre de Formation des Maires et Elus Locaux	24 033 €

4) Ajustement de cotisation 2012

Par délibération en date du 25/06/2012, la Ville a décidé d'adhérer à l'organisme ci-dessous par le versement d'une cotisation.

L'adhésion à cette structure nécessite un ajustement du montant de la cotisation 2012 :

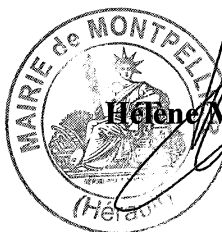
Chapitre	Nature	Organisme	Montant provisionné au BP 2012	Montant cotisation 2012
920	6281	FNCCR - Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies	4 600 €	5 168 €

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement ou des conventions, ou le cas échéant, de la lettre notifiée en 2011 ;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'accepter le versement de cotisation aux organismes suivant la liste ci-dessus pour un montant total de 37 819 € ;
- D'autoriser l'ajustement de la cotisation de la FNCCR tel que défini ci-dessus ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2012 sur les imputations citées ci-dessus avec les natures 6574 pour les subventions et 6281 pour les cotisations ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 2 octobre 2012

2014506

Nom de la structure :
Intitulé du Projet :
Montant attribué :€
Thématique :



CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

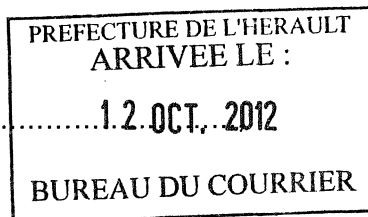
La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du

D'une part,

Et :

La structure bénéficiairereprésentée par.....
Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

D'autre part,



Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La structure bénéficiairepoursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

La structure bénéficiairea sollicité une subvention de euros pour le projet

Considérant que le projet de la structure bénéficiaire contribue au développement de la politique de la Ville en matière deet qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2012, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaireune subvention d'un montant de euros.

Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois ;

Un premier versement égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné dans la présente convention :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2011 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité 2011 ;
- Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet ;
- Pièce n°6 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet ;
- Pièce n°7 : Un état des factures acquittées.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaires'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les pièces demandées à l'article 3,
- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire.

Article 5 : Modalités de contrôle

La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2012.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :

12 OCT. 2012

2012/506

Nom de la structure :
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué :€
Thématique :

BUREAU DU COURRIER

Lettre d'engagement



Direction des Finances et du Contrôle de Gestion
Service Contrôle de Gestion
Mairie de Montpellier
1, place Georges Frêche
34267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e)....., représentant(e) légal de la structure, m'engage à utiliser la subvention de € attribuée pour l'année 2012 par la Ville de Montpellier lors du Conseil Municipal du conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant de l'association dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2012 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au 31/12/2012.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de l'Association,

Nom :

Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du lundi 1 octobre 2012

Convoqué le mardi 25 septembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le lundi 1 octobre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nicole BIGAS, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jean-Louis GELY Arnaud JULIEN, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Patrick VIGNAL.

Absents :

Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Réforme de véhicules et matériels

Max LEVITA rapporte :

Suite aux instructions comptables de la M14, toute sortie de l'actif de notre collectivité doit être constatée par une opération comptable en ce qui concerne les acquisitions de matériels réalisées avec des crédits d'investissement. En conséquence, par délibération du 02 avril 2008, il a été créé une commission de réforme du matériel et des véhicules qui devra donner son accord pour la réforme des matériels et arrêter les modalités de cession éventuelle de ces matériels.

1) Réforme de véhicules et matériels : service Parc Auto

Suite à l'acquisition des véhicules pour l'exercice 2012, il convient de réformer les véhicules remplacés dont la liste est jointe en annexe. Les prix de vente estimés par le service Parc Auto serviront de base aux enchères publiques organisées par le Centre 113, route départementale 613, 34740 VENDARGUES. 9% de frais seront facturés par cette société sur les prix des ventes effectifs.

Suite à l'état de vétusté des matériels désignés ci-dessous, il convient de les réformer. Ces équipements seront mis en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. Les frais sont de 8% sur les matériels effectivement vendus.

- 1 Karcher IPX5 n°24597, mise à prix 50 €.
- 1 Equilibreuse RAV spa G 120 i, mise à prix 50 €.

2) Réforme de matériels informatiques : Direction Systèmes d'Information

- Service Relations Utilisateurs

Suite au programme de renouvellement des matériels informatiques de l'année 2012, les matériels dont les listes sont jointes en annexe doivent être réformés.

Ce type de matériel ne peut aller directement en décharge, il convient donc de faire appel à une société spécialisée afin de dépolluer les écrans et de recycler les unités centrales. Pour cela l'association

d'insertion sociale et professionnelle des chômeurs bénéficiaires du RSA, Informatique Plus Protection de l'Environnement, 2 rue Jacques Draparnaud 34 000 MONTPELLIER a été retenue pour un coût nul pour la Ville.

Nous proposons de confier ce matériel à l'association Informatique Plus Protection de l'Environnement.

- Service Production Informatique

Suite à l'état de vétusté des matériels désignés ci-dessous, il convient de les réformer.

Serveurs : vente aux enchères, mise à prix 1 € pièce.

Bibliothèque : vente aux enchères, mise à prix 1 €.

3) Réforme de matériels : direction Parc Darwin

Suite à l'état de vétusté des matériels désignés ci-dessous, il convient de les réformer.

- 3 dumpers référence 9111 – 9114 – 9121 AUSA

Ces équipements seront vendus pour le poids de la ferraille à la SARL Saint Pierre pour 180 € TTC.

- 1 dumper référence 9112 AUSA vente aux enchères, mise à prix 50 €.

4) Réforme de matériels : service Achats et Production Graphique

Suite à l'état de vétusté des matériels désignés ci-dessous, il convient de les réformer.

- Mise sous pli - réf. 64051672 CARAT DELTA (SATAS) – réf. 6405172E sortie latérale : vente aux enchères, mise à prix 500 €.

- Offset deux couleurs Ryobi

Suite à son remplacement par une machine offset 4 couleurs, cet équipement sera repris par la société SIPROUDHIS qui a fait une offre de reprise à 2 000 €.

5) Réforme de matériels : service Moyens Généraux

Suite au déménagement des services au nouvel hôtel de Ville, il convient de réformer les mobiliers récupérés ci-dessous :

- Panneaux d'information en alu de dimensions 2m*1m vente aux enchères, mise à prix 50 € pièce.

- En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- de déclarer réformés, ces matériels et ceux qui sont sur les listes jointes en annexe,
- d'autoriser la vente des véhicules et matériels réformés du service Parc Auto aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE,
- d'autoriser la mise à disposition gracieuse du matériel informatique réformé à l'association Informatique Plus Protection de l'Environnement,
- d'autoriser la mise en déchetterie de trois dumpers et la vente aux enchères d'un dumper de la direction du Parc Darwin
- d'autoriser la vente aux enchères de la mise sous pli et la reprise d'une machine Offset 2 couleurs par la société SIPROUDHIS du service SAPG
- d'autoriser la vente aux enchères de matériels du service Moyens Généraux
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint(e) délégué(e), à signer tous documents relatifs à cette affaire .

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Publiée le : 2 octobre 2012

Type	Marque et modèle	Code parc	Immatriculation	Date mise en service	Kilométrage	Commentaire	Estimation €
vtt	GITANE VTT ROCKS 12T	36	121101VRF0	01/04/2003		Epave	0
vtc	Lapierre	37	23759YL00	01/04/2003		Vétuste	20
vtc	NICKEL	49	796DH4MO	17/06/2006		Vétuste	20
vtc	Lapierre	60	SW212586	01/04/2003		Vétuste	20
scooter	Peugeot Vivacity 50	161	BS630A	14/04/2003	38 820	Vétuste	50
scooter	Peugeot Geopolis	245	551AYL34	08/06/2007	9 000	Moteur HS	100
scooter	Peugeot Geopolis	246	247AYX34	06/07/2007	7 100	Moteur HS	100
scooter	Peugeot Geopolis	247	504AYY34	11/07/2007	16 600	Fourche HS + pb moteur	100
berline	PEUGEOT 106	314	1610ZQ34	17/12/2001	160 000	Véhicule inondé	300
fourgonnette	RENAULT KANGOO	691	7894YG34	30/09/1998	117 000	Vétuste / système gpl hs	300
fourgonnette	CITROEN BERLINGO	709	2672YS34	28/10/1999	93 000	Vétuste / système gnv hs	300
fourgon	RENAULT TRAFIC	866	1648YS34	22/10/1999	160 000	Vétuste	400
fourgon	RENAULT TRAFIC	886	8856YX34	11/05/2000	108 000	Vétuste	400
Plateau	IVECO 35U8	904	5977XP34	30/07/1996	141 000	Vétuste	400
Nacelle	EGI	969	388ALZ34	09/03/2005	32 000	Manque de fiabilité	5 000
banc alternateur / démarreur	MOTOPLAT / CV 21 LE		559	1984		Matériel obsolète	200

PREFECTURE DE L'HERAULT
ARRIVEE LE :

12 OCT. 2012

BUREAU DU COURRIER

2012/10/12

[illegible]

Date d'achat	Matériel	Fabricant	Type	Type	N° de série	Dimensions, en cm, H x l x P	Poids en Kg
	SERVEUR	IBM	blade HS20	7981-2FG	99A2742	24,50 x 2,90 x 44,60	5,4
	SERVEUR	IBM	blade HS20	7981-2FG	99A2745	24,50 x 2,90 x 44,61	5,4
	SERVEUR	IBM	blade HS20	7981-2FG	99A2804	24,50 x 2,90 x 44,63	5,4
	SERVEUR	IBM	blade HS20	7981-2FG	99A2806	24,50 x 2,90 x 44,64	5,4
09/10/2007	SERVEUR	IBM	blade HS21	8853-L5G	99P8018	24,50 x 2,90 x 44,93	12,4
10/10/2007	SERVEUR	IBM	blade HS21	8853-L5G	99P8147	24,50 x 2,90 x 44,94	13,4
06/10/2008	SERVEUR	IBM	blade HS21	8853-G5G	99DX792	24,50 x 2,90 x 44,86	5,4
06/10/2008	SERVEUR	IBM	blade HS21	8853-G5G	99DX794	24,50 x 2,90 x 44,87	6,4
12/11/2008	SERVEUR	IBM	System X3550	7978-B5G	99R8111	4,3 x 44 x 71,10	15,9
12/11/2008	SERVEUR	IBM	blade HS21	8853-G5G	99EZ256	24,50 x 2,90 x 44,90	9,4
12/11/2008	SERVEUR	IBM	blade HS21	8853-G5G	99EZ257	24,50 x 2,90 x 44,90	9,4
12/11/2008	SERVEUR	IBM	blade HS21	8853-G5G	99EZ259	24,50 x 2,90 x 44,91	10,4
12/11/2008	SERVEUR	IBM	blade HS21	8853-G5G	99EZ260	24,50 x 2,90 x 44,92	11,4
13/10/2009	SERVEUR	IBM	blade HS22	7870-A2G	99E5147	24,50 x 2,90 x 44,60	5,4
13/10/2009	SERVEUR	IBM	blade HS22	7870-A2G	99E5179	24,50 x 2,90 x 44,60	5,4
13/10/2009	SERVEUR	IBM	blade HS22	7870-A2G	99E5181	24,50 x 2,90 x 44,60	5,4
16/10/2009	SERVEUR	IBM	blade HS22	7870-A2G	99E2726	24,50 x 2,90 x 44,60	5,4
16/10/2009	SERVEUR	IBM	blade HS22	7870-A2G	99E2742	24,50 x 2,90 x 44,60	5,4
16/10/2009	SERVEUR	IBM	blade HS22	7870-A2G	99E2771	24,50 x 2,90 x 44,60	5,4
16/10/2009	SERVEUR	IBM	blade HS22	7870-A2G	99E2776	24,50 x 2,90 x 44,60	5,4
16/10/2009	SERVEUR	IBM	blade HS22	7870-A2G	99E2783	24,50 x 2,90 x 44,60	5,4
02/12/2009	SERVEUR	IBM	blade HS22	7870-A2G	06L7799	24,50 x 2,90 x 44,60	5,4
	CHASSIS	HP	BLp-CLASS CHASSIS	281404-B21	800YLF5134	26,67 x 44,7 x 73,30	37,64
	CHASSIS	HP	BLp-CLASS CHASSIS	281404-B21	806ELFS11K	26,67 x 44,7 x 73,30	37,64
	SERVEUR	HP	PROLIANT BL20P	300876-B21	J01TLFR11K	26,14 x 4,29 x 71,10	9,43
	SERVEUR	HP	PROLIANT BL20P	300877-B21	J032LFR21R	26,14 x 4,29 x 71,10	9,43

Date d'achat	Matériel	Fabricant	Type	Type	N° de série	Dimensions, en cm, H x l x P	Poids en Kg
	SERVEUR	HP	PROLIANT BL20P	300877-B21	J033LFR21R	26,14 x 4,29 x 71,10	9,43
	SERVEUR	HP	PROLIANT BL20P	300877-B21	J034LFR21R	26,14 x 4,29 x 71,10	9,43
	SERVEUR	HP	PROLIANT BL20P	300877-B21	J035LFR21R	26,14 x 4,29 x 71,10	9,43
	SERVEUR	HP	PROLIANT BL20P	300877-B21	J036LFR21R	26,14 x 4,29 x 71,10	9,43
	SERVEUR	HP	PROLIANT BL20P	300877-B21	J038LFR21R	26,14 x 4,29 x 71,10	9,43
	SERVEUR	HP	PROLIANT BL20p	345021-B21	J00TMC6234	26,14 x 4,29 x 71,10	9,43
	SERVEUR	HP	PROLIANT BL20p	345021-B21	J00VMC6234	26,14 x 4,29 x 71,10	9,43
	SERVEUR	HP	PROLIANT BL20p	345021-B21	J010MC6234	26,14 x 4,29 x 71,10	9,43
	SERVEUR	HP	PROLIANT BL20p	345021-B21	J012MC6234	26,14 x 4,29 x 71,10	9,43
	SERVEUR	HP	PROLIANT BL20p	345021-B21	J013MC6234	26,14 x 4,29 x 71,10	9,43
	SERVEUR	HP	PROLIANT BL20p	345021-B21	J015MC6234	26,14 x 4,29 x 71,10	9,43
	SERVEUR	HP	PROLIANT BL20p	345021-B21	J016MC6234	26,14 x 4,29 x 71,10	9,43
	SERVEUR	HP	PROLIANT BL20p	345021-B21	J01AMC6234	26,14 x 4,29 x 71,10	9,43
	SERVEUR	IBM	XSERIES 220	8646-4AX	552361W	47 x 16,5 x 50,8	19,5
	SERVEUR	IBM	NETFINITY 5100	8658-41Y	55-325C5	42,72 x 21,82 x 66,04	37,5
	SERVEUR	IBM	NETFINITY 5100	8658-41Y	55-325C8	42,72 x 21,82 x 66,04	37,5
	SERVEUR	IBM	XSERIES 230	8658-6RY	55-212K8	22 x 44 x 63	27,22
	SERVEUR	IBM	XSERIES 230	8658-6RY	55-21783	23 x 44 x 63	27,22
	SERVEUR	IBM	XSERIES 230	8658-6RY	55-217C7	24 x 44 x 63	27,22
	SERVEUR	IBM	XSERIES 230	8658-6RY	55-217D1	25 x 44 x 63	27,22
	SERVEUR	IBM	XSERIES 230	8658-6RY	55-218B4	26 x 44 x 63	27,22
	SERVEUR	IBM	NETFINITY 5500	8660-11X	55-2377V	35,6 x 44 x 65	56
	SERVEUR	IBM	NETFINITY 5500	8660-41X	55-3149T	35,6 x 44 x 65	56
	SERVEUR	IBM	NETFINITY 5500	8660-11X	55-2383W	35,6 x 44 x 65	56
	SERVEUR	IBM	NETFINITY 5500	8660-11X	55-2260Z	35,6 x 44 x 65	56
	SERVEUR	IBM	XSERIES 345	8670-11X	55-0202Z	8,38 x 44,45 x 69,85	28,07

Date d'achat	Matériel	Fabricant	Type	Type	N° de série	Dimensions, en cm, H x l x P	Poids en Kg
	SERVEUR	IBM	XSERIES 345	8670-11X	55-0206C	8,38 x 44,45 x 69,85	28,07
	SERVEUR	IBM	XSERIES 345	8670-11X	55-0204R	8,38 x 44,45 x 69,85	28,07
	SERVEUR	IBM	XSERIES 345	8670-11X	55-3692H	8,38 x 44,45 x 69,85	28,07
	SERVEUR	IBM	XSERIES 345	8670-31X	KBBFG14	8,38 x 44,45 x 69,85	28,07
	SERVEUR	IBM	XSERIES 345	8670-31X	KBBFG23	8,38 x 44,45 x 69,85	28,07
	CHASSIS	IBM	BLADE CENTER E	8677-3XY	KKTP8W	30,4 x 44,4 x 71,1	47
	CHASSIS	IBM	BLADE CENTER E	8677-3XY	KKWKL2V	30,4 x 44,4 x 71,1	47
	SERVEUR	IBM	BLADE HS20	8843-21Y	99GCV33	24,50 x 2,90 x 44,64	5,4
	SERVEUR	IBM	BLADE HS20	8843-21Y	KKTRY1A	24,50 x 2,90 x 44,65	5,4
	SERVEUR	IBM	BLADE HS20	8843-21Y	KKTRY1C	24,50 x 2,90 x 44,66	5,4
	SERVEUR	IBM	BLADE HS20	8843-21Y	KKTRY1D	24,50 x 2,90 x 44,67	5,4
	SERVEUR	IBM	BLADE HS20	8843-21Y	KKTRY1M	24,50 x 2,90 x 44,69	5,4
	SERVEUR	IBM	BLADE HS20	8843-21Y	KKTRY7C	24,50 x 2,90 x 44,70	5,4
	SERVEUR	IBM	BLADE HS20	8843-21Y	KKTRY7G	24,50 x 2,90 x 44,71	5,4
	SERVEUR	IBM	BLADE HS20	8843-21Y	KKTRY7H	24,50 x 2,90 x 44,72	5,4
	SERVEUR	IBM	BLADE HS20	8843-21Y	KKTRY7M	24,50 x 2,90 x 44,73	5,4
	SERVEUR	IBM	BLADE HS20	8843-21Y	KKTRY7N	24,50 x 2,90 x 44,74	5,4
	SERVEUR	IBM	BLADE HS20	8843-21Y	KKVVC4H	24,50 x 2,90 x 44,75	5,4
	SERVEUR	IBM	BLADE HS20	8843-21Y	KKVVC8D	24,50 x 2,90 x 44,76	5,4
	SERVEUR	IBM	BLADE HS20	8843-25G	99GGMG90	24,50 x 2,90 x 44,77	5,4
	SERVEUR	IBM	BLADE HS20	8843-25G	99GMH00	24,50 x 2,90 x 44,78	5,4
	SERVEUR	IBM	BLADE HS20	8843-25G	99GMH10	24,50 x 2,90 x 44,79	5,4
	SERVEUR	IBM	BLADE HS20	8843-25G	99GMH16	24,50 x 2,90 x 44,80	5,4
	SERVEUR	IBM	BLADE HS20	8843-25G	99GMH24	24,50 x 2,90 x 44,81	5,4
	SERVEUR	IBM	BLADE HS20	8843-25Y	KKWPN4R	24,50 x 2,90 x 44,82	5,4
	SERVEUR	IBM	BLADE HS20	8843-25Y	KKWPP1T	24,50 x 2,90 x 44,84	5,4

Date d'achat	Matériel	Fabriqueur	Type	Type	N° de série	Dimensions, en cm, H x l x P	Poids en Kg
	SERVEUR	IBM	BLADE HS20	8843-25Y	KKWPP2C	24,50 x 2,90 x 44,85	5,4
	SERVEUR	IBM	BLADE HS20	8843-25Y	KKWPP2K	24,50 x 2,90 x 44,86	5,4
	Commutateur KVM	APEX				4,3x43,5x20,5	1
	Commutateur KVM	APEX				4,3x43,5x20,5	1
	Rack IBM 19 pouces					195x65x102	130
	Rack IBM 19 pouces					195x65x102	130
	Rack IBM 19 pouces					198x59x87,5	130
	Rack IBM 19 pouces					198x59x87,5	130
	Rack IBM 19 pouces					198x59x87,5	130
	Rack IBM 19 pouces					198x59x87,5	130
	Rack IBM 19 pouces					198x59x87,5	130
	Rack HP 19 pouces					192,5x80,5x93	130
	Controleur	IBM	3174 11L	3174 11L	77F5896	64,5x70x42,5	50
	Serveur	Dell	PowerEdge 2200		MVDM5	43,5x23,5x41	11
	BAIE DE DISQUES	IBM	DS6000	1750522	6889543	13x47,5x61	56
	Serveur	IBM	H30	7060H30	511097B	73,5x52,5x102	155
	Switch SAN	IBM		2005H08	1353738	4,3x40,8x31	1
	Switch SAN	IBM		2005H08	1314118	4,3x40,8x31	1
	Switch SAN	IBM		2109-F16	1096973	4,2x47x61,5	1
	Switch SAN	IBM		2109-F16	1096831	4,2x47x61,5	1
	Switch SAN	IBM		3534-F08	1309834	4,3x40,8x31	1
	BAIE DE DISQUES	IBM	Fastt700	1742-1RU	23B5866	17,5x44,5x61	39
	BAIE DE DISQUES	IBM	Fastt700 EXP	1740-1RU	23C4131	12,8x44,5x56,3	30
	BAIE DE DISQUES	IBM	Fastt700 EXP	1740-1RU	23C4131	12,8x44,5x56,3	30
	BAIE DE DISQUES	IBM	Fastt700 EXP	1740-1RX	23B3345	12,8x44,5x56,3	30
	BAIE DE DISQUES	IBM	Fastt700 EXP	1740-1RX	23C3887	12,8x44,5x56,3	30

Date d'achat	Matériel	Fabriquant	Type	Type	N° de série	Dimensions, en cm, H x l x P	Poids en Kg
	Lecteur 3490	IBM	3490E C2A	3490E	77C3557		84
	Lecteur 3490	IBM	3490E C2A	3490E	77C3242		84
	Lecteur 3490	IBM	3490E C2A	3490E	77C3872		84
	Bandothèque	IBM	3494	L10		180x75x152,5	560
	Bandothèque	IBM	3494	S10		180x75x75	283
	Bandothèque	IBM	3494	D10		180x75x152,5	418
	Bandothèque	IBM	3494	D10		180x75x152,5	418
	Serveur	IBM	System Z9BC	2096	51-5F48E	187x78,5x172	785
	Total Storage	IBM	Xseries 306m	8849	KQHRCHP		13
	Total Storage	IBM	System P5	3592C06	(1S)78-C6071		64
	Baie Total storage	IBM				170x64,5x107	100
	Serveur	IBM	Xseries 206M	41V1809	YH1151000257	42,5x21,5x50,5	16
	Rack IBM 19 pouces					198x59x87,5	130

Séance publique du lundi 1 octobre 2012

Convoqué le mardi 25 septembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le lundi 1 octobre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nicole BIGAS, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jean-Louis GELY Arnaud JULIEN, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Patrick VIGNAL.

Absents :

Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg Désignation des représentants de la Ville au Conseil d'administration

Hélène MANDROUX rapporte :

L'« Association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg » a pour but d'assurer la gestion et l'animation de la Maison mise à disposition gratuitement par la Ville de Montpellier et d'apporter une assistance au Directeur de cette Maison.

Dans ce cadre général, l'association a également pour but de susciter l'animation indispensable à l'action de la Maison, au plan culturel, touristique, technique, économique. L'association peut donc promouvoir les produits de Montpellier, notamment en les commercialisant.

La Maison de Montpellier a pour but de promouvoir Montpellier, son histoire, son développement économique, ses richesses culturelles, le dynamisme de son artisanat, l'action de la Ville. Elle assure l'information des Heidelberggeois et l'accueil de toute personne susceptible de rechercher des renseignements sur Montpellier.

Conformément aux nouvelles dispositions statutaires de l'association, adoptées lors de l'Assemblée générale extraordinaire du 4 septembre 2012, la Ville de Montpellier, en qualité de membre actif, a vu le nombre de ses représentants au sein du Conseil d'administration de l'Association de la Maison de Montpellier à Chengdu, passer d'un à deux membres représentant le Conseil Municipal.

Pour faire suite à cette évolution statutaire, il convient donc de procéder à la désignation de nouveaux représentants.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- De désigner les représentants de la Ville dans cette instance.

Ont été élus :

- Perla DANAN,
- Philippe THINES.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 2 octobre 2012

12 OCT. 2012

2012/501

STATUTS DE L'ASSOCIATION DE GESTION DE LA MAISON DE MONTPELLIER A HEIDELBERG

I - FORMATION ET OBJET

ARTICLE 1er - Dénomination

Il est formé entre les Adhérents aux présents statuts une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour dénomination ASSOCIATION DE GESTION DE LA MAISON DE MONTPELLIER A HEIDELBERG.

ARTICLE 2 – Objet

L'Association a pour but d'assurer la gestion et l'animation de la Maison mise à disposition gratuitement par la Ville de Montpellier et d'apporter une assistance au Directeur de cette Maison.

Dans ce cadre général, l'association a également pour but de susciter l'animation indispensable à l'action de la Maison, au plan culturel, touristique, technique, économique. L'association peut donc promouvoir les produits de Montpellier, notamment en les commercialisant.

La Maison de Montpellier a pour but de promouvoir Montpellier, son histoire, son développement économique, ses richesses culturelles, le dynamisme de son artisanat, l'action de la Ville. Elle assure l'information des heidelbergois et l'accueil de toute personne susceptible de rechercher des renseignements sur Montpellier.

ARTICLE 3 - Siège social

Le siège social est fixé à l'espace Martin Luther King, 27 bd Louis Blanc, 34000 Montpellier.

ARTICLE 4 – Durée

La durée de l'association est illimitée.

II – ADMISSION ET COMPOSITION

ARTICLE 5 – Admission

Pour faire partie de l'association, il faut être agréé par le Bureau qui statue, lors de chacune de ses réunions, sur les demandes d'admission présentées. Les candidats doivent demander leur adhésion par écrit.

ARTICLE 6 – Composition

L'association se compose de :

- a) La Ville de Montpellier, représentée par 2 personnes, désignées par le Conseil Municipal

- b) Personnes morales des autres collectivités territoriales et établissements territoriaux
- c) Adhérents ou / Membres actifs
- d) Personnes morales de droit public
- e) Personnes morales de droit privé

Est adhérent/ membre actif toute personne morale ou physique, agréée par le Bureau, ayant souhaité adhérer à l'association.

ARTICLE 7 – Radiation

La qualité de membre de l'Association se perd par :

- a) La démission par écrit
- b) Le décès pour les personnes physiques, la liquidation ou la dissolution pour les personnes morales
- c) La radiation prononcée par le bureau pour motifs graves, après avoir entendu l'intéressé.

III – ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT

ARTICLE 8– Conseil d'Administration

1) Composition

L'association est dirigée par un Conseil d'administration, composé de 6 membres, présents lors de la réunion de celle-ci.

Les membres sont élus pour 3 ans et rééligibles. Ils doivent être majeurs.

Sont membres de droit du Conseil d'Administration:

- La Ville de Montpellier, représentée par 2 personnes, désignées par le Conseil Municipal

2) Cessation des fonctions :

La qualité de membre du Conseil d'Administration se perd par :

- La perte du mandat électif ou des fonctions, pour les personnes représentant une association, une personne morale de droit public ou de droit privé

3) Présidence :

Le Président est élu par le Conseil d'Administration pour une durée de 3 ans

4) Réunions / décisions :

Le Conseil d'Administration se réunit autant que de besoin et au moins une fois par an, sur convocation de son Président, ou sur proposition d'au moins la moitié de ses membres. Il est convoqué par écrit, au moins deux semaines avant la réunion par le président qui en fixe l'ordre du jour.

Les membres du Conseil d'Administration ne peuvent se faire représenter que par un membre du conseil d'Administration muni d'une procuration à cet effet.

Les décisions sont prises à la majorité simple des voix. En cas de partage de voix, celle du président est prépondérante.

Le Conseil d'Administration, sur proposition du Président, peut inviter à participer à ses séances, avec voix consultative, toute personne de son choix, de nature à l'éclairer sur les décisions à prendre.

Les séances du Conseil d'Administration font l'objet d'un procès verbal.

5) Pouvoirs :

Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour prendre toutes les décisions qui ne sont pas réservés à l'assemblée générale. Il examine les grandes orientations, les activités de l'association.

Il statue sur toute question qui lui est soumise par le Président. Il arrête les programmes annuels et pluriannuels, les budgets prévisionnels, les comptes annuels de l'association, le rapport de gestion, qui sont présentés à l'assemblée générale.

ARTICLE 9 – Bureau

1) Composition :

Le Conseil d'Administration choisit parmi ses membres, à main levée, un bureau composé d'au moins :

- du Président,
- d'un Trésorier,
- d'un Secrétaire.

Les membres du Bureau sont élus pour 3 ans et rééligibles.

En cas de vacance, le bureau pourvoit provisoirement au remplacement de ses membres. Il est procédé au remplacement définitif par la plus prochaine assemblée générale. Les pouvoirs des membres ainsi élus prennent effet à l'époque où devrait normalement expirer le mandat des membres remplacés.

a- Le Président :

Le Président du Bureau est de droit Président du Conseil d'administration.

Le Président assure le fonctionnement de l'association conformément aux statuts.

Il a tous les pouvoirs pour représenter l'association dans les actes de la vie civile et pour ester en justice au nom de l'association.

Il assure l'exécution des décisions prises par le Conseil d'Administration.

Il veille au respect des intérêts moraux et matériels de l'association.

Il convoque le Bureau, le Conseil d'administration et les Assemblées générales, et fixe leurs ordres du jour.

Il a la faculté de donner sous son contrôle et sa responsabilité des délégations permanentes ou temporaires à certains membres du bureau et du Conseil d'administration.

b- Le Secrétaire :

Le secrétaire est chargé de tout ce qui concerne la correspondance et les archives de l'association.

Il assure le secrétariat de l'association, et notamment le secrétariat des réunions du Bureau, du Conseil d'Administration et des Assemblées générales, dresse tous procès-verbaux et tient à jour les registres de délibérations.

Il tient le registre spécial prévu par l'article 5 de la loi du 1^{er} juillet 1901 et les articles 6 et 31 du décret du 16 août 1901.

Il rédige toutes les écritures concernant le fonctionnement de l'association, à l'exception de celles relatives à la comptabilité.

En corrélation avec le trésorier, il dresse et tient à jour la liste des membres.

c- Le Trésorier

Il exécute le budget adopté par le Conseil d'Administration et contrôle les comptes de l'association.

Le trésorier est chargé de tout ce qui concerne la gestion du patrimoine de l'association.

Sous la surveillance du président, il effectue tout paiement et reçoit les sommes dues à l'association ; à ce titre, il se charge du recouvrement des cotisations. Il assure la gestion du compte de l'association ouvert au nom de celle-ci dans un établissement financier. Il tient une comptabilité régulière de toutes les opérations par lui effectuées et rend compte à l'assemblée générale dans les conditions prévues à l'article 13.

2) Durée des fonctions

Les membres du Bureau sont désignés pour la durée de leur mandat au sein du Conseil d'Administration. Leur mandat de 3 ans est renouvelable.

Les postes vacants sont pourvus lors de la prochaine réunion du conseil d'administration.

3) Cessation des fonctions :

Les fonctions de membre du Bureau se perdent par :

- La démission dûment notifiée par écrit au président
- La perte de qualité de membre du conseil d'administration
- La perte du mandat électif ou des fonctions, pour les personnes représentant une association, une personne morale de droit public ou de droit privé

4) Rôle :

Le Bureau se réunit autant que de besoin sur convocation de son Président. Les décisions sont prises à la majorité des voix ; en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Il participe avec le président et sous sa direction au fonctionnement de l'association, et notamment :

- il constitue le bureau des assemblées
- Il peut élaborer un règlement intérieur de l'association

- il statue sur toute question qui lui est soumise par son Président et qui ne relève pas de la compétence statutaire exclusive du Conseil d'Administration ou des assemblées générales.
- Il peut, sur proposition de son Président, entendre ou inviter à participer à des séances toute personne pouvant l'éclairer sur les questions figurant à l'ordre du jour, notamment le Conseil consultatif.
- Un règlement intérieur peut être établi par le bureau qui le fait alors soumettre à l'assemblée générale. Ce règlement éventuel est destiné à fixer les divers points non prévus par les statuts, notamment ceux relatifs à l'administration interne de l'association.

ARTICLE 10 – Assemblées générales

Les assemblées générales sont ordinaires ou extraordinaires.

1) Dispositions communes :

Le Président du Conseil d'Administration convoque les assemblées générales, dont il fixe l'ordre du jour, par écrit, au moins quinze jours avant la date fixée pour la réunion. L'ordre du jour est indiqué sur la convocation. Le Bureau de l'assemblée est celui du Conseil d'Administration.

Ont accès aux assemblées générales et ont voix délibérative, tous les membres de l'association, à quelque titre qu'ils soient affiliés. Chaque membre possède autant de voix que de représentants.

Une liste de présence est dressée et émargée par chaque membre en entrant en séance. Il est dressé procès-verbal des délibérations des assemblées, transcrit sur le registre des assemblées.

2) Assemblée générale ordinaire :

Elle se réunit au moins une fois par an. Elle est convoquée autant que de besoin par le Président.

L'assemblée générale ordinaire a notamment pour rôle de statuer sur les comptes de l'exercice clos arrêtés et présentés par le Conseil d'administration, le rapport moral du président, et de donner quitus aux membres du conseil d'administration de leur gestion, et plus généralement de délibérer sur toute question figurant à l'ordre du jour et ne relevant pas de la compétence statutaire exclusive de l'assemblée générale extraordinaire.

Le Président, assisté des membres du bureau, préside l'assemblée et expose la situation de l'association. Il présente le rapport moral de l'année écoulée et le soumet à l'approbation de l'assemblée. Le trésorier rend compte de sa gestion et soumet le bilan à l'approbation de l'assemblée.

Il est procédé au remplacement des membres sortants du bureau.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix des présents et représentés, le nombre de pouvoirs par membre présent n'est pas limité.

Un membre peut se faire représenter à l'assemblée par un autre membre exclusivement en lui donnant une procuration datée, signée et spécifique à l'assemblée convoquée.

Ne devront être traitées, lors de l'assemblée générale que les questions soumises à l'ordre du jour, par contre pourront être débattus tous les sujets intéressant l'association.

3) Assemblée générale extraordinaire :

Si besoin est, ou sur la demande de la moitié plus un des membres, le président peut convoquer l'Assemblée générale extraordinaire.

L'Assemblée générale extraordinaire a pour objet de statuer sur toute modification statutaire et sur la dissolution de l'association.

Elle se réunit et délibère suivant les mêmes formalités que pour une Assemblée générale ordinaire.

Sur première convocation, elle ne délibère valablement que si les deux tiers au moins des membres de l'Association sont présents ou représentés.

Sur seconde convocation, aucun quorum n'est exigé. Les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents ou représentés : en cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

IV – FINANCES ET COMPTABILITE

ARTICLE 11 – Ressources

Les ressources de l'association comprennent :

- Les subventions accordées par l'Etat et les collectivités publiques / ou Les subventions publiques et subsides de toute nature qui peuvent lui être alloués,
- Les aides financières provenant d'actions de mécénat et de parrainage,
- Les recettes provenant de l'activité de l'association au travers de la Maison et de toute action conforme à l'objet social,
- Et plus généralement, toutes ressources non interdites par un texte législatif ou réglementaire ou par la jurisprudence,
- Les dons des membres ou de tiers.

ARTICLE 12 – Tenue des Comptes

La comptabilité de l'association doit être tenue selon les normes du plan comptable général.

Sont établis pour chaque exercice: un bilan, un compte de résultat et une annexe.

Le trésorier tient régulièrement informé le Président de l'exécution budgétaire et comptable, ainsi que de la situation de trésorerie.

Sur rapport du Trésorier, le Conseil d'administration arrête les comptes annuels de l'association, pour être présentés à l'assemblée générale ordinaire annuellement en même temps que son rapport de gestion.

V – CONVENTIONS PARTICULIERES

ARTICLE 13 – Biens meubles et immeubles

La ville de Montpellier met à disposition de l'association l'immeuble sis au 19 Kettengasse à Heidelberg, à charge pour l'association d'en assurer le petit entretien et d'en percevoir les produits éventuels.

Une convention particulière fixera les conditions dans lesquelles les biens mobiliers et immobiliers nécessaires au but de l'association seront mis à disposition de celle-ci par la ville de Montpellier.

VI – DISSOLUTION

ARTICLE 14 – Liquidation – Passif

Seule l'assemblée générale extraordinaire peut décider de la dissolution.

En cas de dissolution votée par l'Assemblée générale extraordinaire, cette dernière nomme un ou plusieurs liquidateurs.

L'actif subsistant à la clôture des opérations de liquidation est dévolu conformément à l'article 9 de la loi du 1^{er} juillet 1901 et aux articles 14 et 15 du décret du 16 août 1901.

Statuts modifiés en Assemblée générale extraordinaire le 4 septembre 2012.

Direction Finances et
Contrôle de Gestion
Direction Finances et
Contrôle de Gestion

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2012 / 509

Séance publique du lundi 1 octobre 2012

Convoqué le mardi 25 septembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le lundi 1 octobre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nicole BIGAS, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jean-Louis GELY Arnaud JULIEN, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Patrick VIGNAL.

Absents :

Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Garantie d'emprunt GAIA - SERM Grand Cœur

Hélène MANDROUX rapporte :

Dans le cadre de l'Opération Montpellier Grand Cœur, confiée par la Ville de Montpellier à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), la SERM souhaite réaliser un emprunt « Gaïa » de 8.6 M€ pour financer la finalisation de cette opération importante pour le développement de la Ville de Montpellier.

Aussi, après négociation avec la Caisse des Dépôts et Consignations, la SERM a obtenu un emprunt « Gaïa » :

Les caractéristiques de l'emprunt sont les suivantes :

- Montant : 8,6 M€
- Durée : 4 ans dont 3 ans de différé d'amortissement
- Périodicité annuelle
- Taux du Livret A + 0,60% (soit à ce jour 2,85% pour un Livret A à 2,25%)
- Révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance (en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0%).

La garantie de la Ville est proposée à hauteur de 80 % du montant contracté

Cette garantie est accordée pour la durée totale du prêt à hauteur de 6,88 M€.

La garantie accordée par la Ville de Montpellier est une garantie à première demande. Le garant accorde sa garantie pour le remboursement de toutes les sommes dues en principal à hauteur de 80 %, augmenté de tous les intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, rompus, frais et accessoires au titre du contrat de prêt contracté par l'emprunteur dont les caractéristiques sont indiquées plus haut.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'accorder la garantie de la Ville à hauteur de 80 % de l'emprunt que la Société d'Équipement de la région Montpelliéraine (SERM) va contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations à hauteur de 8,6 M€ aux conditions précisées ci-dessus,
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 2 octobre 2012

Séance publique du lundi 1 octobre 2012

Convoqué le mardi 25 septembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le lundi 1 octobre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nicole BIGAS, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jean-Louis GELY Arnaud JULIEN, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Patrick VIGNAL.

Absents :

Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Garantie Emprunt GAIA – SERM / Ville de Montpellier : Avenant au contrat de prêt N° 1098075

Hélène MANDROUX rapporte :

La Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) a sollicité de la Caisse des dépôts et consignations, qui l'accepte le réaménagement du prêt du prêt N° 1098075 d'un montant de un million quatre cent vingt quatre mille trente cinq euros (1 425 035 €), par allongement de sa durée entraînant le report de son remboursement initialement prévu au 1^{er} décembre 2012, à la date du 1^{er} décembre 2016. Il est rappelé que ce prêt est destiné à financer l'aménagement et le renouvellement urbain dénommé « Grand Cœur » à Montpellier

En conséquence, la Commune de Montpellier adapte la garantie initialement accordée pour le remboursement dudit prêt dans les conditions fixées ci-dessous.

Article 1 : La commune de Montpellier accorde sa garantie pour le remboursement du prêt réaménagé contracté par *La SERM* auprès de la CDC selon les conditions précisées ci-après

A hauteur de 80 % des sommes dues (capital, intérêts, intérêts moratoires, pénalités, indemnités et accessoires) au titre du contrat de prêt n°1098075 réaménagé par avenant :

- Date d'effet du réaménagement : 01/12/2011
- Montant total réaménagé : 1 424 035 €
- Périodicité des échéances annuelles
- Durée d'amortissement restante après allongement : 4 ans à compter de la première échéance
- Date de la première échéance 01/12/2012
- Taux d'intérêt actuariel annuel : taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du réaménagement augmenté d'une marge de 0,60 % soit 2,85% pour l'échéance du 01/12/2012 sur la base du taux du livret A en vigueur à cette date (2,25%)

Les caractéristiques ainsi modifiées s'appliquent au montant total du capital réaménagé ainsi que, le cas échéant, au montant total des intérêts compensateurs ou différés dus au titre du réaménagement et maintenus, du prêt référencé ci-dessus à la date d'effet du réaménagement jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

Le montant de l'échéance sera recalculé sur la base de ces nouvelles caractéristiques. Le tableau d'amortissement correspondant sera adressé par le prêteur à l'emprunteur et au garant.

Article 2 : Au cas où l'emprunteur, pour quelque motif que ce soit ne s'acquitterait pas de toutes sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus au titre du(es) prêt(s) réaménagé(s) ci-dessus, la commune de Montpellier s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple notification de la Caisse des dépôts et consignations adressée par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 : La commune de Montpellier s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

Article 4 : Le Conseil autorise le Maire à intervenir sur l'avenant de réaménagement qui sera passé entre la Caisse des dépôts et consignations et l'emprunteur.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'accorder la garantie de la Ville à hauteur de 80 % de l'emprunt que la Société d'Equipement de la région Montpelliéraine (SERM) va contracter auprès de la Caisse des dépôts à hauteur de 1 424 035 €, aux conditions précisées ci-dessus,
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 2 octobre 2012

Séance publique du lundi 1 octobre 2012

Convoqué le mardi 25 septembre 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, le lundi 1 octobre 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Stéphane MELLA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Eva BECCARIA, Nicole BIGAS, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Patrick VIGNAL.

Absents :

Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Voeu - Défense du personnel de SANOFI-Montpellier

Hélène MANDROUX rapporte :

Au regard de la décision de la direction de SANOFI-France de mettre en place un plan social impliquant le licenciement de membres de son personnel, entre autre sur le site de Montpellier, le Conseil municipal de la Ville considère que cette décision est préjudiciable pour l'ensemble du territoire languedocien. Ce plan social vise la suppression sur Montpellier de l'ensemble de l'activité Recherche : si 200 emplois sont annoncés près de 400 pourraient être concernés.

Cette décision ne prend ni en compte les engagements du Président de la République et du Gouvernement concernant le « redressement productif », ni la situation de l'emploi dans le pays, ni même au niveau local où près de 300 emplois sont induits par l'activité du site montpellierain.

Début 2010, Sanofi, 2^{ème} entreprise classée au CAC40 (8,8 milliards de bénéfices en 2011), a déjà supprimé 250 emplois à Montpellier et 80 autres postes liés à l'oncologie ont été transférés sur Vitry-sur-Seine. Portant ainsi l'effectif à 1.150 contre 1.400 en 2009.

Madame le Maire est intervenue auprès de la direction de SANOFI-France pour défendre les 200 emplois menacés sur le site montpellierain par cette nouvelle restructuration, sans compter les emplois induits, insistant sur le fait que cette décision ne se justifie pas au regard des résultats financiers enregistrés par l'entreprise, classée mondialement 3^{ème} dans le secteur pharmaceutique. En effet, le groupe a annoncé des résultats solides pour le premier trimestre écoulé, soit une hausse de 9,4% de ses ventes et un bénéfice de 1,8 milliards.

Le Conseil municipal de Montpellier dénonce auprès des pouvoirs publics, et notamment auprès du Ministre du Redressement productif un tel plan social qui n'a pour but que de dégager davantage de profit pour l'actionnariat au détriment du secteur recherche et développement pourtant largement subventionné par l'Etat.

Le Conseil municipal s'interroge sur le projet de renforcement du site de Montpellier et sa réorientation dans le Développement alors que dans un même temps il est proposé un désengagement total du site sur la recherche.

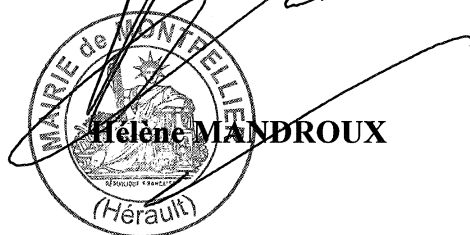
Le Conseil municipal restera vigilant et attend les éléments concrets relatifs à ce plan de social. En effet, l'annonce faite dans la presse par la Direction générale la semaine passée à suite au report du Comité central d'entreprise ne répond en rien aux questions posées par les élus et les syndicats.

Le Conseil municipal invite donc l'ensemble des Montpelliérains, élus et citoyens à défendre l'emploi dans la Région et le développement des politiques publiques de santé.

Enfin, le Conseil municipal demande au Gouvernement de mettre en débat au Parlement le texte relatif à l'interdiction des licenciements boursiers.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 2 octobre 2012



Décisions prises par Madame le Maire
depuis la dernière séance publique du Conseil Municipal.

Communication

Article L 2122-22 et L 2122-23 du
Code Général des Collectivités Territoriales :

En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le maire doit rendre compte des décisions à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Cette communication ne donne pas lieu à un débat. L'ensemble des décisions, et leurs annexes, sont consultables auprès du Secrétariat Général – Service de l'Assemblée.

Numéro de la
décision

Synthèse de la décision

2011/0571	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire du cabinet Vinsonneau Palies Noy Gauer et Associés dans l'affaire l'opposant à Madame Dominique Mendez.
2012/0244	D'attribuer le marché pour l'élaboration d'un menu alternatif de juin 2012 pour les restaurants scolaires : <ul style="list-style-type: none">- Lot 1 : salade verte ou mélange AB 4ème gamme pour un montant unitaire de 4.50 € HT à la société PRONATURA,- Lot 2 : chips de banane plantain AB pour un montant unitaire de 1.075 € HT à la société CAHLIBIO,- Lot 3 : découpe de volaille AB en surgelé et/ou frais pour un montant unitaire de 8.41 € HT à la société ID SERVICE,- Lot 4 : boulgour AB pour un montant unitaire de 1.43 € HT à la société BIOCOOP- Lot 5 : produit laitier nature AB pour un montant unitaire de 0.216 € HT à la société ID SERVICE,- Lot 6 : sucre en poudre AB et/ou équitable pour un montant unitaire de 5.05 € HT à la société CAHLIBIO,- Lot 7 : banane dessert pour un montant unitaire de 1.15 € HT à la société PRONATURA,- Lot 8 : bâton de banane séchée de préférence AB et/ou équitable à la société ID SERVICE
2012/0270	D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée en vue d'insertions presse pour la Campagne Montpellier Champion à Amaury Média pour un montant de 35 000 € HT, à Midimédia pour un montant de 21 857 € HT et à Even'dia pour un montant de 15 000 € HT.
2012/0272	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Monsieur et Madame BASSEDE.
2012/0279	De reconduire la convention tripartite avec la Région L.R. et le Lycée "Georges Clémenceau" pour l'utilisation d'installations sportives pour une durée de 3 ans à compter du 1er janvier 2012.

2012/0284	D'attribuer le marché "location d'une machine de mise sous pli" à la société PITNEY BOWES pour un montant total de commandes maximum de 70 000 € HT, pour une durée de cinq ans à compter de la livraison / mise en ordre de marche de la machine.
2012/0285	De confier à l'entreprise FONTBONNE et Fils la réalisation des travaux de la terrasse Noyau D pour un montant de 49 570.00 € du Futur Hôtel de Ville.
2012/0286	De conclure un marché pour des missions d'assistance techniques pour des bâtiments neufs ou existants : perméabilité à l'air et mesures de débits de ventilation : - Lot 1 : l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le conseil et la mesure de la perméabilité à l'air, à l'entreprise ENEXCO pour un montant de 23 000 € HT par an - Lot 2 : l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour des mesures de débits de ventilation, à l'entreprise CETIL pour un montant de 4 000 € par an.
2012/0288	D'attribuer le marché de la mission de contrôle technique à l'entreprise DEKRA pour un montant de 20 670,00 € H.T. dans le cadre de la conception et la réalisation de l'école primaire André Malraux.
2012/0290	D'attribuer le marché "prestations de façonnage et d'impression de documents divers, et de contre-collage et de plastification de documents cartographiques" à la société FM GRAPHIC (lot 1, prestations de façonnage et d'impression), pour un montant total de commandes maximum de 70 000 € HT, pour une durée de 3 ans à compter de sa notification.
2012/0291	De conclure une convention d'occupation avec le Nouveau logis Méridional pour la réhabilitation de 3 bâtiments situés sur le parc Montcalm en vue de réaliser 168 logements étudiants.
2012/0292	La Ville répond favorablement à la requête de M. URSULET Vincent Lucien tendant à demander le rachat de la concession perpétuelle qu'il a acquise le 30 novembre 2009.
2012/0293	De conclure un avenant avec l'entreprise Odyssée Ingénierie ayant pour objet les formations supplémentaires pour un montant de 9 500 euros HT et prévoyant une augmentation du délai de la durée du marché d'un mois.
2012/0294	De proroger le marché avec la société DJL MAINTENANCE pour le dépannage et réparation d'appareils électroménagers et vérification technique de fourneaux de cuisson jusqu'au 15 décembre 2012.
2012/0295	De proroger d'un an jusqu'au 31/7/2013 de la phase de mobilisation du contrat n° A1709593 auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon.
2012/0296	De proroger le marché avec la société SALAGER/SERRA pour l'entretien préventif et correctif de divers matériels de restauration collective et dépannage/réparation jusqu'au 15 décembre 2012.
2012/0297	D'émettre un avis favorable à la requête de M Marcel BAUS tendant à demander la rétrocession de sa concession cinquantenaire.
2012/0298	D'attribuer le marché concernant : "Futur parking le Nouveau Saint-Roch - Assistance technique pour la définition du mode de gestion et le choix du futur titulaire du parking", à la SCET pour un montant de 27300 € HT

luy

2012/0299	D'attribuer le marché concernant la réparation et le remplacement de la signalétique dans les écoles de la Ville à l'entreprise France Enseignes pour un montant minimum de 11 000,00 € et un montant maximum de 44 000,00 € H.T par an.
2012/0300	D'attribuer le marché "achat d'une tribune mobile couverte" à la société SAMIA DEVIANNE pour un montant total de commande de 44 660,00 € HT
2012/0301	D'acquérir une carte d'abonnement AIR FRANCE pour Monsieur le Directeur de Cabinet Adjoint, pour la période 2012-2013 pour un montant de 640 euros
2012/0302	D'attribuer le marché concernant des études programmatiques d'aménagement d'espaces publics à la société IN STRADA, pour un montant compris entre un minimum de 2 500 euros HT et un maximum de 50 000 euros HT (la 1ère et les 2ème et 3ème année de reconduction éventuelle) et entre 2500 € HT et un maximum de 40 000 € HT (la 4ème année de reconduction éventuelle).
2012/0303	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Fédération des Associations pour la défense des Usagers et des Consommateurs du Centre Ville et du Grand Montpellier (FADUC)
2012/0304	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ ORDRE DES ARCHITECTES DU LANGUEDOC ROUSSILLON
2012/0305	D'attribuer le marché "prestations de façonnage et d'impression de documents divers et de contre-collage et de plastification de documents cartographiques" à la société COPY SHOP, pour le lot 2, pour un montant total de commandes maximum de 15 000 € HT, pour une durée de 3 ans à compter de la date de sa notification.
2012/0306	D'attribuer les marchés "achat de 3 groupes d'arrosage, d'un transporteur, de deux mini dumpers et d'un cyclomoteur 49 CC" aux sociétés : - BARTHELEMY SUD PROVERT, pour le lot 1, pour un montant total de commande de 4 860,62 € HT - AGRISUD, pour le lot 2, pour un montant total de commande de 12 600,00 € HT - GLIOZZO MANUTENTION, pour le lot 3, pour un montant total de commande de 31 260,00 € HT
2012/0307	D'attribuer le marché à l'entreprise Egis pour un montant de 69 802€ H.T. dans le cadre de la requalification du boulevard Jeu de Paume.
2012/0308	Afin d'assurer le bon fonctionnement du Théâtre Jean Vilar, il est nécessaire d'apporter des modifications dans l'acte de création de la régie de dépenses et de recettes, en élargissant les dépenses autorisées.
2012/0309	De créer une régie d'avances, dans le cadre de la création du centre d'Art contemporain « la Panacée », pour le bon fonctionnement des lieux.
2012/0310	D'établir une régie d'avance pour le paiement des salaires et charges des intermittents du spectacle, dans le cadre des manifestations organisées par la Ville de Montpellier, pour les spectacles gérés par le Théâtre Jean Vilar, et de mettre en place une optimisation des délais de paiement au GUSO (Guichet Unique du Spectacle Occasionnel) en vue d'éviter des pénalités de retard onéreuses.

2012/0311	De modifier les actes précédents en augmentant le montant de l'avance et élargissant les dépenses autorisées, dans le cadre du bon fonctionnement de la régie du GUSO (Guichet Unique du Spectacle Occasionnel).
2012/0312	D'attribuer le marché concernant des Titres de Transport (Bus et Tramway) pour les enfants fréquentant les écoles et les centres de loisirs, et pour les agents de la Ville, pour l'année 2012, à la société des Transports de l'Agglomération de Montpellier (TAM), société spécialisée exclusive pour ce marché, pour un montant minimum de 62 620,00 € HT et maximum de 92 524,00 € HT.
2012/0313	D'adopter l'avenant n°2 fixant la superficie des bâtiments à 490 906 m² et la prime de régularisation à 52 738,98€
2012/0314	D'attribuer le marché, afin de choisir un prestataire pour l'hébergement, la maintenance corrective et la réalisation des maquettes graphiques des sites événementiels de la ville de Montpellier, à la société Choosit pour un montant de minimum de 6 000 € et un montant maximum de 29 000 € pour une période de 1 an à compter de la notification; avec possibilité de reconduction 2 fois.
2012/0315	D'attribuer le marché pour l'achat de prestations lors des rencontres de rugby de haut niveau à Montpellier saison 2012-2013, au seul prestataire habilité, la SASP Montpellier Rugby Club, pour un montant H.T. de 135 000 € soit 142 996,80 € TTC.
2012/0316	D'attribuer le marché relatif à la création et la gestion d'un marché à la Brocante et Antiquités à Madame Camille CATTAN, commerçante professionnelle, pour une durée d'un an renouvelable 3 fois, pour un montant de 14 214,05€ HT par an soit 17 000 € TTC.
2012/0317	D'attribuer le marché pour l'achat de prestations lors des rencontres de football de haut niveau à Montpellier, saison 2012-2013, au seul prestataire habilité, la SASP Montpellier Hérault Sport Club, pour un montant H.T. de 110 510 € soit 129 130 € T.T.C.
2012/0318	D'attribuer un marché passé selon une procédure adaptée: Création et déclinaisons de l'identité visuelle, de la charte graphique et de la signalétique de la Panacée, Art et culture contemporaine, pour un montant de 23 010.00€ HT
2012/0319	De conclure un contrat de cession du droit d'exploitation de spectacle Paroles Gelées, pour un montant de 29 922.60 € HT, avec la Compagnie Air de Lune, dans le cadre de la programmation 2012/2013 du Théâtre Jean Vilar.
2012/0320	De conclure un contrat de cession du droit d'exploitation de spectacle Les Témoins, pour un montant de 21 668.90 € HT, avec la Compagnie Adesso e Sempre, dans le cadre de la programmation 2012/2013 du Théâtre Jean Vilar.
2012/0322	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ M. JOHANN LECARPENTIER
2012/0323	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ M. ou Madame Lionel et Catherine VAGNON
2012/0324	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Association La Ville où le soleil ne se couche jamais et autres

2012/0325	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ JEAN-MICHEL PIERRE
2012/0326	De confier la réalisation des travaux du lot 29 Courant Faibles pour le Futur Hôtel de Ville au groupement d'entreprise FONTANIE - SOMITEG - JP Elec pour un montant de 15 770.89 €
2012/0327	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la PNAS et de ses avocats dans l'affaire Ville c/ CERVELLO
2012/0328	De signer une convention de mise à disposition du Centre Equestre de Grammont avec l'Association Centre Equestre Montpellier Grammont pour une durée d'un an, renouvelable par reconduction expresse au 1er janvier de chaque année, en contrepartie de tarifs réduits et gratuits et du versement d'une redevance de 3 000 € TTC annuel
2012/0329	D'adopter l'avenant de régularisation pour l'exercice 2011 prévoyant le paiement d'une prime d'assurance de 422,34 € TTC
2012/0330	D'attribuer le marché d'anticipation et suivi en temps réel des événements météorologiques à l'entreprise METEOFRANCE pour un montant de 10 072,84 € HT pour une durée de un an.
2012/0331	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés dans le cadre de l'affaire l'opposant à la Société Auxiliaire de Parcs Méditerranée (SAPM).
2012/0332	La Ville décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés dans le cadre de l'affaire l'opposant à la Société Auxiliaire de Parcs Méditerranée (SAPM).
2012/0333	De confier la fixation judiciaire du prix du bien préempté DV 472 à la SCP VPNG et Associés pour défendre ses intérêts.
2012/0334	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de PNAS et de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SARL MALAVAL.
2012/0335	De défendre ses intérêts dans l'affaire l'opposant à Mme Marie Louise BORG par l'intermédiaire d'AREAS cabinet PNAS.
2012/0336	D'attribuer le marché à la société STRATEGIES LOCALES en vue de la définition d'un Plan Stratégique Immobilier pour un montant de 69 100 € HT.
2012/0337	D'attribuer le marché "achat, livraison, installation et récupération de sapins de Noël" à la société ROSERAIE DES COSTIERES SANDIFLOR, pour un montant de total de commandes minimum de 5 000 € HT et maximum de 20 000 € HT, pour une durée allant de la date de sa notification au 31 mars 2013.
2012/0338	D'attribuer le marché "acquisition de procès-verbaux de contravention (avis - carte de paiement)" à la société PARAGON, pour un montant total de commandes sans minimum et maximum de 80 000 € HT pour une durée d'un an renouvelable trois fois par tacite reconduction

2012/0339	D'exercer le droit de préemption sur la cession du bail commercial propriété de la Société DISTRIMMO située 7 bd du Jeu de Paume cadastrée section HV 326 et de saisir le Juge de l'expropriation afin de fixation de la valeur du bien.
2012/0340	D'attribuer les marchés "achat de produits de lutte biologique pour les serres du centre horticole de Grammont et la serre Amazonienne du Parc Darwin" à la société BIOBEST FRANCE, pour le lot 1, pour un montant total de commandes compris entre 10 000 € HT minimum et 48 000 € HT maximum.
2012/0341	D'exercer le droit de préemption sur la propriété de la SCI SAINT SAUVEUR située 1 impasse St Sauveur, cadastrée section EW 359, pour un montant de 64.000 €.
2012/0342	De défendre ses intérêts dans l'affaire l'opposant à Mme Sarah NOUIOUA par l'intermédiaire de la SCP VPNG et Ass.
2012/0343	D'attribuer le marché au prestataire : l'équipe BARRIQUAND/ Réussir l'Espace Public, pour la réalisation de l'étude de requalification urbaine du quartier Saint-Martin, pour un montant de 82 200€ HT.
2012/0344	De défendre ses intérêts dans l'affaire l'opposant à la SNC Le Petit Merle et M. GIRAL par l'intermédiaire de la SCP VPNG et Associés.
2012/0345	De confier à la société V.B. RESINE les travaux de réfection de résine de sols et de murs dans les locaux de production de la cuisine centrale pour un montant annuel maximum de 20 000,00 € HT pendant une durée de un an renouvelable trois fois.
2012/0346	D'attribuer le marché de l'étude " Observatoire du marché immobilier" au bureau d'études ADEQUATION, pour 3 ans, pour un montant de 47 000 € HT, avec pour objectif, dans la continuité de l'étude précédente, d'appréhender et d'anticiper les évolution du marché de l'immobilier.
2012/0349	D'attribuer le marché passé selon une procédure adaptée pour une plateforme d'échange de DT-DICT à la société SOGELINK, pour un montant de 20 400 € H.T.
2012/0350	De prolonger la durée du marché concernant l'assistance à maîtrise d'ouvrage sur le plan de déplacement d'entreprise jusqu'au 14 mai 2013 au plus tard, dans des conditions financières inchangées.
2012/0351	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés dans l'affaire ville c/ société l'immobilière groupe CASINO.
2012/0353	D'attribuer le marché concernant la direction artistique de la manifestation culturelle dans l'espace public ZAT! 2012-2014, à Monsieur Pascal Le Brun Cordier, pour un montant global de 129 978.40 € HT
2012/0355	De conclure un avenant au marché relatif à la prise en charge de la prestation du club de football de Montpellier lors des matchs européens joués à domicile sur la saison 2012-2013, pour un montant de 20 000 € HT, avec l'entreprise SASP MHCS.
2012/0357	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés dans l'affaire ville c/ Monsieur Alec LISIAK.

2012/0358	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés dans l'affaire ville c/ Mme Danielle BENZIMRA.
2012/0359	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés dans l'affaire ville c/ Madame Claudine SALAGER.
2012/0361	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, GAUER, NOY et associés dans l'affaire ville c/ Société DISTRIMMO.
2012/0362	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés dans l'affaire ville c/ le garde des sceaux, ministre de la justice et des libertés.
2012/0363	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame Jacqueline GONTIER

CONTENTIEUX
MONTPELLIER / DOMINIQUE MENDEZ
RECOURS POUR EXCES DE POUVOIR
DECISION D'ESTER EN JUSTICE

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- Que Madame Dominique Mendez a déposé un recours pour excès de pouvoir à l'encontre de l'arrêté municipal en date du 22 novembre 2011 la suspendant de ses fonctions ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire ;

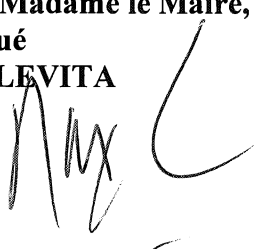
Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville dans l'affaire l'opposant à Madame Dominique Mendez par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau Palies Noy Gauer et Associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227 – 920 200 ;

Montpellier, le *17/7/2012*

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : *18/7/2012*
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon la procédure
adaptée pour l'élaboration du menu alternatif de juin
2012 pour les restaurants scolaires**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/42 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur GELY adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu d'acheter les denrées alimentaires nécessaires pour la confection du menu alternatif de juin 2012 pour les restaurants scolaires de la Ville ;
- Qu'à la suite d'un avis public à la concurrence n°2M261 conforme à l'article 28 du Code des Marchés Publics en date du 16 mars 2012 les sociétés suivantes ont proposé l'offre économiquement la plus avantageuse pour les lots indiqués ci-après :
PRONATURA pour le lot 1 – Salade verte ou mélange AB 4^{ème} gamme, CAHLIBIO pour le lot 2 – Chips de banane plantain, ID SERVICE pour le lot 3 – Découpe de volaille AB en surgelé et/ou frais, BIOCOOP pour le lot 4 – Boulgour AB, ID SERVICE pour le lot 5 – Produit laitier nature AB, CAHLIBIO pour le lot 6 – Sucre en poudre AB et/ou équitable, PRONATURA pour le lot 7 – Banane dessert AB, ID SERVICE pour le lot 8 – Bâton de banane séchée de préférence AB et/ou équitable.

Décide en conséquence :

- D'acheter les denrées nécessaires pour la confection du menu alternatif de juin 2012 pour les restaurants scolaires de la Ville aux sociétés et aux montants maximum HT ci-dessous :

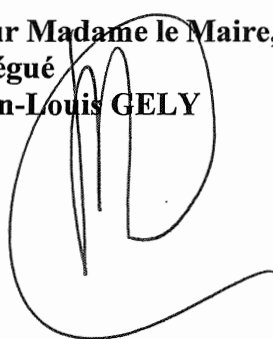
PRONATURA	lot 1 – Salade verte ou mélange AB 4 ^{ème} gamme	2 600,00 € HT
CAHLIBIO	lot 2 – Chips de banane plantain	1 250,00 € HT
ID SERVICE	lot 3 – Découpe de volaille AB en surgelé et/ou frais	10 933,00 € HT
BIOCOOP	lot 4 – Boulgour AB	490,00 € HT
ID SERVICE	lot 5 – Produit laitier nature AB	2 000,00 € HT
CAHLIBIO	lot 6 – Sucre en poudre AB et/ou équitable	252,00 € HT
PRONATURA	lot 7 – Banane dessert AB	1 800,00 € HT
ID SERVICE	lot 8 – Bâton de banane séchée de préférence AB et/ou équitable	1 380,00 € HT

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de fonctionnement du service des Restaurants Scolaires de la Ville : Nature : 60623 Fonctionnement : 922511 Ligne : 1501 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 08/06/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Jean-Louis GELY

Publiée le : 11/06/2012
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée en vue d'insertions presse pour la Campagne
Montpellier Champion**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2011/2176 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir des prestataires pour faire une insertion presse dans leurs journaux, revues, magazines, pour la campagne de communication « Montpellier Champion » ;
- Qu'à la suite d'une procédure de marché sans publicité ni mise en concurrence, et conformément à l'article 28 II du code des marchés publics, les supports Amaury Média, Midimédia et Even'dia ont chacun présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à Amaury Média pour un montant de 35 000 € HT ;
- D'attribuer le marché précité à Midimédia pour un montant de 21 857 € HT ;
- D'attribuer le marché précité à Even'dia pour un montant de 15 000 € HT ;
- De dire que les dépenses seront imputées sur le budget de la Ville section fonctionnement, chapitre 920 nature 6231.

Montpellier, le 21/6/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le 22/6/2012
Notifiée le :



Contentieux
Ville de MONTPELLIER c/ M. et Mme BASSEDE
Recours contre PC 34172 11 V0174 délivré à M.
LALOT le 06/12/11
Référé Suspension

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que Monsieur et Madame BASSEDE ont déposé une requête en référé (n°1202367-1) visant à suspendre l'arrêté n° PC 34172 11 V0174 du 06 décembre 2011 délivré à M. LALOT ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le *16/7/2012*

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA**

Publiée le : *17/7/2012*
Notifiée le :



**Reconduction de la convention d'utilisation
d'équipements sportifs
Ville de Montpellier - Région Languedoc-Roussillon -
Lycée "Georges Clémenceau"**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2011/2208 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Patrick VIGNAL

Considérant :

- qu'il y a lieu de reconduire la convention d'utilisation des installations mises à disposition par la Ville de Montpellier, essentiellement des installations couvertes, entre la Région Languedoc-Roussillon et le Lycée Georges Clémenceau ;
- que cette mise à disposition s'inscrit dans le cadre de l'organisation et la promotion des activités sportives ;
- que l'occupation des installations sportives par les élèves du Lycée « Georges Clémenceau » donneront lieu à une participation financière selon le tarif fixé par délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier ;

Décide en conséquence :

- de signer la convention fixant les conditions d'utilisation des équipements sportifs pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} janvier 2012 ;
- de dire que ladite convention donnera lieu à l'établissement d'une convention annuelle fixant le nombre d'heures d'utilisation et les taux horaires appliqués ;
- d'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer ces conventions entre la Ville, le Conseil Régional Languedoc-Roussillon et le Lycée « Georges Clémenceau ».

Montpellier, le 26/7/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Patrick VIGNAL

Publiée le : 27/7/2012
Notifiée le :

**CONVENTION D'UTILISATION
DES EQUIPEMENTS SPORTIFS EXTERIEURS**

ENTRE LES SOUSSIGNES :**LYCÉE "G. CLEMENCEAU"**31, Av. G. Clémenceau
34060 MONTPELLIER CEDEX

Tél. 04 67 06 03 33

Fax 04 67 92 84 19

Le [LYCEE, EREA ou EPLEFPA].....

Etablissement public local d'enseignement,

Ayant son siège

Représenté par J. BARBE..... en qualité de chef d'établissement, dûment
habilité à l'effet des présentes par délibération du conseil d'administration en date du...

Ci-après dénommé « L'ETABLISSEMENT UTILISATEUR »

13/01/2012 Acte 2

ET

La REGION LANGUEDOC-ROUSSILLON

Collectivité territoriale de rattachement

Ayant son siège, 201 avenue de la Pompignane, 34064 MONTPELLIER CEDEX 2,

Représentée par Monsieur Christian BOURQUIN en qualité de Président, dûment habilité à l'effet des
présentes par délibération en date du 21 novembre 2011,

Ci-après dénommée « LA COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT »,

D'une part,

ET

[Le propriétaire : la Commune, l'Agglomération] de MONTPELLIERAyant son siège, 1 place Georges FrêcheReprésentée par M. ANDREU..... en qualité de Nani..., dûment habilité par
délibération en date du 2 avril 2008

Ci-après dénommé « LE PROPRIETAIRE »,

D'autre part,

EXPOSE PREALABLE

Aux termes de l'article 40 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée par la loi n° 2000-627 du 6 juillet 2000 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives, les équipements nécessaires à la pratique de l'éducation physique et sportive doivent être prévus pour chaque EPLE notamment lors de l'établissement du schéma prévisionnel des formations mentionné à l'article 13 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat.

Les établissements existants ont la possibilité d'utiliser les installations sportives non intégrées appartenant dans la plupart des cas à des communes ou à des structures intercommunales qui les ont déployées avec des perspectives de polyvalence et d'ouverture à divers publics d'usagers.

La mise à disposition de telles structures non intégrées de même que leurs conditions d'utilisation nécessitent suivant l'article 40 précité la conclusion d'une convention tripartite entre l'établissement public local d'enseignement, la collectivité de rattachement et leur propriétaire.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention a pour objet de régler les conditions d'accès et d'utilisation par le [lycée ou EREA ou EPLEFPA].....LYCEE CLEMENCEAU
à l'équipement sportif composé deGymnases
....., situé sur
le territoire de la Commune de MONTPELLIER....., dans le respect des
principes financiers visés à l'article L. 1311-7 du Code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 2 – INSTALLATIONS, EQUIPEMENTS ET MATERIELS

Le recensement des installations, équipements et matériels ainsi que l'état des lieux pourront être établis contradictoirement entre l'établissement utilisateur et le propriétaire.

ARTICLE 3 – CALENDRIER D'UTILISATION

L'accès à l'équipement sportif mentionné à l'article 1 au profit de l'établissement utilisateur est circonscrit par les dates du calendrier scolaire (septembre-juin) telles que portées à connaissance par le Ministère de l'Education Nationale.

Un calendrier d'utilisation est établi en concertation entre le propriétaire et l'établissement utilisateur sur la base des besoins estimés par ce dernier, pour chaque trimestre.

Etablissement utilisateur et propriétaire s'engagent au strict respect dudit calendrier tant en ce qui concerne les plages horaires que la nature des équipements, matériels, et installations retenues pour l'exercice de la discipline sportive objet de la réservation.

Les annulations de réservation doivent rester exceptionnelles ; toutefois dans cette hypothèse le propriétaire et l'établissement utilisateur se doivent une information écrite et préalable sous peine de :

- se voir facturer les plages horaires non utilisées en cas de manquement de l'établissement utilisateur,
- consentir un crédit d'heures avec mise à disposition gracieuse des installations, matériels et équipements en cas de manquement du propriétaire.

ARTICLE 4 – CONDITIONS D'UTILISATION

L'utilisation des équipements, matériels et installations telle que résultant de l'application du calendrier susvisé est placée sous la responsabilité de l'établissement utilisateur.

♦ L'établissement utilisateur :

L'établissement utilisateur s'engage pour lui et ses préposés à se soumettre au règlement intérieur du propriétaire et à prendre connaissance des consignes de sécurité propres à chacun des équipements, matériels ou installations.

Il s'oblige de même à une consultation régulière de leur cahier d'entretien et de maintenance et à y porter toutes observations nécessaires.

La réparation des éventuels préjudices reste à la charge de l'établissement utilisateur.

♦ Le propriétaire :

Le propriétaire pourvoit à la maintenance, à l'entretien des matériels, installations et équipements ainsi qu'à leur remplacement ou renouvellement.

Il est tenu à la mise à disposition d'un cahier d'entretien et de maintenance à l'attention de l'établissement utilisateur.

Il s'engage à assurer le maintien des équipements, matériels et installations en conformité aux normes et règles de sécurité en vigueur.

En tant que responsable d'un Etablissement Recevant du Public, il s'oblige à veiller au passage de la commission de sécurité et à la communication des procès-verbaux émis à cet effet à l'établissement utilisateur.

Le propriétaire informera par écrit le chef d'établissement de toutes dégradations matérielles imputables aux élèves de l'établissement utilisateur; après les avoir contradictoirement constatées sur place et en présence du professeur d'éducation physique responsable du groupe. Cette information devra intervenir au plus tard dans les 15 jours suivant lesdites constatations.

En cas de non-respect du règlement intérieur et des consignes de sécurité particulières, le propriétaire mettra en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception l'établissement utilisateur de s'y conformer et pourra, si non suivie d'effet dans un délai de 15 jours, lui notifier une interdiction partielle ou générale, temporaire ou définitive d'accès à ses locaux d'accueil sportif.

ARTICLE 5 – ASSURANCES

L'établissement utilisateur, la Région collectivité de rattachement et le propriétaire garantissent par une assurance appropriée les risques inhérents à l'utilisation des lieux à des fins d'activités éducatives ou sportives.

5.1 Les principes de responsabilité pour les dommages causés aux tiers ou usagers sont ceux du droit commun.

- ♦ L'établissement utilisateur assume la responsabilité civile des activités éducatives et sportives exercées au sein des locaux mis à disposition.
Il peut, dans le cadre de l'exercice de ces séquences pédagogiques relevant de la compétence de l'Etat, soit rester sur le principe d'auto assurance de l'Etat, soit souscrire un contrat d'assurance adapté aux risques encourus.
- ♦ La collectivité de rattachement assume les responsabilités lui incombant dans ce domaine de compétences et s'engage à souscrire un contrat d'assurance adapté à ces risques.
- ♦ Le propriétaire assume les responsabilités liées à la propriété de l'immeuble et s'engage à souscrire un contrat d'assurance adapté à ces risques.

5.2 Les principes d'assurance pour la couverture des risques de dommages aux biens sont les suivants :

- ♦ Le propriétaire prend à sa charge l'assurance des risques de dommages aux biens immobiliers et mobiliers lui appartenant pour les événements suivants :

Incendie – Explosion – Foudre – Dégâts des eaux – Dommages électriques – Tempête – Grêle – Neige sur les toitures – Attentat – Vandalisme – Bris de glaces – Vol et détériorations immobilières.

Le contrat d'assurance souscrit par le propriétaire comportera une clause de renonciation à recours contre l'utilisateur (Etablissement ou Région) et ses assureurs le dispensant de l'assurance des risques locatifs.

- ♦ L'utilisateur et la collectivité de rattachement devront assurer :

-leurs propres biens et notamment les matériels et équipements dont il sont propriétaires

-leurs propres préjudices financiers (perte d'exploitation, perte de jouissance, etc...)

Ils devront souscrire un contrat d'assurance garantissant ces risques et prévoyant une clause de renonciation à recours contre le propriétaire et ses assureurs.

5.3 Chacune des parties devra pouvoir adresser à la demande de l'autre partie une attestation d'assurance confirmant ces différentes obligations.

ARTICLE 6 – DISPOSITIONS FINANCIERES

Le coût d'utilisation des équipements, matériels et installations sportives est fixé sur la base des tarifs arrêtés par le propriétaire.

Le propriétaire s'engage avant facturation à adresser pour validation un état d'utilisation détaillé à l'établissement utilisateur qui disposera d'un délai de 15 jours pour en contester le cas échéant, le bien fondé.

Le montant facturé sera le produit du taux horaire par le nombre d'heures d'utilisation effective.

Il sera adressé à l'établissement utilisateur qui en effectuera les paiements, à terme échu, par virement administratif à l'ordre de Monsieur le Trésorier de, comptable assignataire.

La Région s'engage à verser à l'établissement utilisateur une contribution financière forfaitaire annuelle dont le mode de calcul est présenté en annexe.

ARTICLE 7 - DUREE

La présente convention est conclue pour une période de trois ans à compter du 1^{er} janvier 2012.

ARTICLE 8 – DENONCIATION – RESILIATION - LITIGE

- ♦ La présente convention pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception dans le respect d'un préavis de 3 mois.
- ♦ La présente convention pourra être résiliée d'un commun accord entre les parties.

Chacune des parties pourra par ailleurs prendre l'initiative de sa résiliation en cas d'inobservation fautive des clauses qui y sont contenues par l'un ou l'autre de ses cocontractants.

Cette résiliation interviendra de plein droit sur exposé de ses motifs, mise en demeure motivée adressée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse, et observation d'un délai de réponse d'un mois.

- ♦ Toute contestation relative à la présente convention relève de la compétence du Tribunal Administratif de Montpellier.

ARTICLE 9 – CLAUSE DE RENDEZ-VOUS

Chacune des parties s'oblige par ailleurs, à répondre en cours de contrat à toute demande de réunion de concertation sollicitée par l'une ou l'autre d'entre elles.

ARTICLE 10 – ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leur siège respectif.

Fait à Montpellier, le 24 Nov 2012

En trois exemplaires originaux

Le [représentant du Propriétaire] Le [représentant du lycée, EREA
ou EPLEFPA]

Le Président de la Région
Languedoc-Roussillon



Christian BOURQUIN

Annexe : Dotation forfaitaire annuelle versée par la Région à l'établissement utilisateur - Méthode de calcul

**DOTATION FORFAITAIRE ANNUELLE VERSEE PAR LA REGION
A L'ETABLISSEMENT UTILISATEUR**

Méthode de calcul

1/ Détermination du volume horaire global nécessaire à l'enseignement de l'Education Physique et Sportives (1)

- Recensement du nombre de divisions par établissement,
- Multiplication par le nombre d'heures d'enseignement contenues dans le référentiel national
- **Lycée Général et Technologique :**
 - 198 heures pour les 3 années de lycée, ramené donc à 66 heures par an.
 - Le volume horaire global est apprécié sur l'ensemble de l'année scolaire : nombre de divisions x 66 heures.
- **Lycée Professionnel :**
 - BAC PRO : 162 heures pour les 2 années au lycée professionnel, ramené à 81 heures par an.
 - BEP : 134 h pour les 2 années en BEP, ramené à 67 h par an.
 - CAP : 142 h pour les 2 années de CAP ramené à 71 h par an.
- **Lycée Agricole :**
 - 198 heures pour les 3 années de lycée, ramené donc à 66 heures par an.
 - B.T.S : 100 heures sur 2 ans soit 50 h par an
- **Classes préparatoires aux Grandes Ecoles :**
 - 2 heures hebdomadaires soit 72 heures par an
- **4^{ème} et 3^{ème} : 102 h par an**

2/ Répartition du volume horaire global d'enseignement selon les types d'installations

Le volume horaire est réparti en fonction de la fréquence d'utilisation théorique des équipements sportifs : (cf référentiel Education Nationale)

- 60% pour les installations couvertes,
- 30% pour les aires extérieures,
- 10% pour les piscines.

3/ Détermination du volume horaire représenté par les équipements sportifs propres à l'établissement (2)

- Recensement des équipements sportifs intégrés aux lycées
- Calcul du volume horaire représenté par ces équipements sur la base d'une utilisation hebdomadaire de 36 heures par semaine (utilisation à temps plein) :

36 heures x 36 semaines = 1.296 heures annuelles

4/ Recensement des équipements utilisés à titre gratuit (3)

Les équipements pour lesquels il existe une convention d'utilisation gratuite négociée par la Région en contrepartie d'un investissement pour construction ou rénovation.

5/ Calcul du volume horaire par type d'équipement non satisfait :
(1) - (2) - (3).

6/ Application d'un taux horaire pour déterminer la dotation sport annuelle :

Volume horaire nécessaire à l'enseignement de l'EPS par type d'équipement x taux horaire de chaque équipement.

8 € l'heure pour les installations sportives extérieures
11 € l'heure pour les gymnases et salles de sport
12 € la ligne d'eau pour les piscines (2 lignes d'eau par classe)



**Direction Energie Moyens
Techniques**
Service Achats et
Production graphique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 212/284

Attribution d'un marché passé selon une procédure adaptée pour la location d'une machine de mise sous pli

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/TR du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à la location d'une machine de mise sous pli positionnée à la cellule Imprimerie du service Achat Production Graphique de la ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n°2M945), conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 18/06/2012, la société PITNEY BOWES, 93456 LA PLAINE SAINT DENIS, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société PITNEY BOWES, pour un montant total de commandes maximum de 70 000 € HT, pour une durée de cinq ans à compter de la livraison / mise en ordre de marche de la machine.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville nature 6156 chapitre 920.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 11/07/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 12/7/2012
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée**
**Réalisation des travaux "Terrasses noyau D" du
Futur Hôtel de Ville**
Autorisation de signer le marché

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2181 du 1^{er} septembre 2011 donat délégation de signature à Monsieur Frédéric Tsitsonis, Adjoint Délégué à l'économie et ressources du Patrimoine ;
- Vu la Délibération en date du 8 janvier 2003, donnant mandat à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine pour les études et la réalisation du Nouvel Hôtel de Ville de Montpellier.

Considérant :

- Que dans le cadre du mandat confié par la Ville de Montpellier, la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine a organisé une consultation en procédure adaptée, après avis d'appel public à la concurrence publié au B.O.A.M.P. pour la réalisation de la terrasse noyau D de l'Hôtel de Ville de Montpellier ;
- Que conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, après consultation d'entreprises spécialisées en date du 11 juin 2012, l'entreprise FONTBONNE et FILS, sise 57 rue Emile Zola, 69 153 Décines, a présenté une offre économiquement la plus avantageuse ;

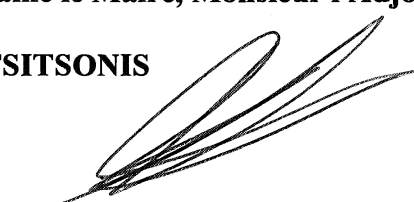
Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché de travaux précité à l'entreprise FONTBONNE et FILS pour un montant de 49 570, 00 euros Hors Taxes sur une durée de 2 mois ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur le Directeur Général de la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine, à signer le marché avec l'entreprise et, plus généralement tout document relatif à cette affaire ;
- De dire que les sommes nécessaires à la réalisation des travaux seront imputées sur le budget 2012 de la Ville de Montpellier, Service Conduite d'Opérations :
Nature 23 13 – Fonction 900 201 – Programme : 100 40

Montpellier, le 12/7/2012

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué**
Frédéric TSITSONIS

Publiée le : 13/7/2012
Notifiée le :



**Attribution d'un marché à bons de commande passé
selon une procédure adaptée - Assistance à maîtrise
d'ouvrage pour le conseil et la mesure de la
perméabilité à l'air, et pour des mesures de débits de
ventilation.**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 35/2009 du 31 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Frédéric TSITSONIS adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de réaliser l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le conseil et la mesure de la perméabilité à l'air, et pour des mesures de débits de ventilation
- Qu' à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, en date du 11/06/2012, les entreprises suivantes ont présenté les valeurs techniques et les offres économiquement les plus avantageuses :
 - Lot 1 - Assistance à maîtrise d'ouvrage pour le conseil et la mesure de la perméabilité à l'air : entreprise ENEXCO ;
 - Lot 2 - Assistance à maîtrise d'ouvrage pour des mesures de débits de ventilation : entreprise CETII ;
- Que la durée de ce marché est d'un an, reconductible deux fois.

Décide en conséquence :

- D'attribuer les marchés précités :
 - Lot 1 à l'entreprise ENEXCO, domiciliée au 9 rue Patrice Lumumba – 34070 MONTPELLIER pour un montant maximum de 23 000 € HT par an ;
 - Lot 2 à l'entreprise CETII, domiciliée au 8 bis chemin de Ronde – 30200 BAGNOLS SUR CEZE pour un montant maximum de 4 000 € HT par an.
- De dire que la dépense correspondante sera imputée sur le budget primitif 2012 de la Ville.

Montpellier, le *16/7/2012*

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Frédéric TSITSONIS**

Publiée le : *17/7/2012*
Notifiée le :

**Conception et réalisation de l'école primaire André
Malraux - Attribution d'un marché passé selon une
procédure adaptée pour une mission de contrôle
technique**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°42/2009 en date du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Jean Louis Gély, adjoint délégué à la réussite éducative ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier une mission de contrôle technique pour la construction de la future école primaire André Malraux située dans le quartier Port Marianne ;
- Qu'à la suite d'une consultation de contrôleur technique lancée en date du 11 mai 2012 et conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, le Bureau de contrôle DEKRA a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché de contrôleur technique précité 2M714 au bureau de contrôle DEKRA - situé 725 rue Louis Lépine 34000 Montpellier - pour un montant total du marché de 20 670.00 € HT (vingt mille six cent soixante dix Euros Hors Taxes),
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville de Montpellier - Direction Réussite Educative : Nature : 2313 - Fonction : 90213 - programme 2011AP2 - opération 10D5654
-
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer le marché avec l'entreprise titulaire et, plus généralement tout document relatif à cette affaire ;
-

Montpellier, le 16/7/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Jean-Louis GELY

Publiée le : 17/7/2012
Notifiée le :



Direction Energie Moyens
Techniques
Service Achats et
Production graphique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/290

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour des prestations de façonnage et
d'impression de documents divers, et de contre-collage
et de plastification de documents cartographiques**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/TR du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de prestations de façonnage et d'impression de documents divers, et de contre-collage et de plastification de documents cartographiques pour la ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n°2M525), conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 13/04/2012, la société FM GRAPHIC (pour le lot 1, prestations de façonnage et d'impression), 34130 MAUGUIO, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société FM GRAPHIC, pour un montant total maximum de commandes de 70 000 € HT, pour une durée de trois ans à compter de la date de sa notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville nature 6236 – 60628 - 6188 chapitre 920/920201.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 11/7/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 12/7/2012

Notifiée le :



**Ecole d'Application de l'Infanterie
Parc Montcalm
Convention d'occupation Ville de Montpellier /
Nouveau logis Méridional**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/35 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric TSITSONIS, Adjoint délégué

Considérant :

- que le CROUS a souhaité réutiliser les logements vacants pour une durée de 11 ans après réalisation de travaux de remise aux normes par un bailleur social,
- que la situation tendue du logement étudiant à Montpellier nécessite d'offrir de nouvelles capacités d'accueil,
- qu'il existe sur le parc Montcalm, acquis récemment par la Ville de Montpellier, des logements d'hébergement actuellement inoccupés,

Décide en conséquence :

- de passer une convention d'occupation avec le bailleur social « Nouveau Logis Méridional » en vue de transformer sur l'ancien site de l'EAI (parc Montcalm), des logements d'hébergement militaire en logements étudiants,
- que cette location est consentie moyennant un loyer annuel symbolique de 1 euro eu égard aux travaux que le bailleur social devra engager pour mettre aux normes les bâtiments avant leur sous-location au CROUS.

Montpellier, le 16/7/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Frédéric TSITSONIS

Publiée le : 17/7/2012
Notifiée le :

CONVENTION D'OCCUPATION

Entre :

La Ville de Montpellier

Ci-après dénommée la « Ville de Montpellier » ou la « **Ville** » d'une part,

Et

La Société dénommée SA d'HLM "LE NOUVEAU LOGIS MERIDIONAL" dont le siège social est situé – 2, Place de la Légion d'Honneur – B.P. 5865 - 31506 TOULOUSE CEDEX 5 - inscrite au Registre du Commerce de TOULOUSE sous le n° B 330 814 559, représentée par Monsieur Arnaud CURSENTE, Directeur Général

Ci-après « NLM » ou « **le Preneur** », d'autre part

Ci-après ensemble dénommées les « Parties ».

SOMMAIRE

ARTICLE 1^{er} : OBJET

ARTICLE 2 : DESIGNATION

ARTICLE 3 : DUREE – PRISE D’EFFET - RECONDUCTION

ARTICLE 4 : JOUISSANCE

ARTICLE 5 : ETAT DES LIEUX

ARTICLE 6 : LOYER

ARTICLE 7 : DESTINATION

ARTICLE 8 : SOUS-LOCATION

ARTICLE 9 : RESPONSABILITE DU PRENEUR

ARTICLE 10 : TRAVAUX - ENTRETIEN

ARTICLE 11 : ASSURANCES

ARTICLE 12 : SINISTRES

ARTICLE 13 : CESSION

ARTICLE 14 : RESILIATION ANTICIPEE

ARTICLE 15 : POURSUITE DE LA CONVENTION EN CAS DE DEFAILLANCE DU CROUS

ARTICLE 16 : CLAUSE RESOLUTOIRE

ARTICLE 17 : NOVATION DU PROPRIETAIRE

ARTICLE 18 : DISSOCIABILITE DES CLAUSES

ARTICLE 19 : SORT DES BIENS EN FIN DE CONVENTION

ARTICLE 20 : INFORMATION – INSPECTIONS - AUDIT

ARTICLE 21 : ELECTION DE DOMICILE

ARTICLE 22 : CONCILIATION PREALABLE - COMPETENCE

ARTICLE 23 : PIECES ANNEXEES A LA CONVENTION

ANNEXE 1 : DESIGNATION DES BIENS LOUES

ANNEXE 2 : PROGRAMME INDICATIF DES TRAVAUX A REALISER PAR LE PRENEUR – PLANS DE LOCALISATION, DES BATIMENTS EN PHASE PRO

ANNEXE 3 : PRIX DE REVIENT ET TABLEAU D'AMORTISSEMENT DES TRAVAUX REALISES PAR LE PRENEUR

ANNEXE 4 : CONVENTION DE SOUS LOCATION CROUS/NLM

IL A ETE PREALABLEMENT RAPPELE :

La Ville de Montpellier a acquis de l'Etat par acte authentique du 6 avril 2012, une partie de l'emprise foncière de l'ancienne l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI) sur laquelle sont édifiés notamment 5 bâtiments (n°12 à 16) anciennement dédiés à l'hébergement des élèves officiers en formation.

La Ville est ainsi propriétaire sur son domaine privé d'immeubles à usage principal de logements d'habitation situés à l'est du Parc Montcalm (ouvert au public) et en bordure de l'avenue de Toulouse.

Il ressort de l'appel à idées lancé par la Ville pour définir le projet de reconversion du site de 38 hectares de l'EAI un constat pour ces 5 bâtiments, à savoir :

- la qualité moyenne en termes architectural et de performance du bâti,
- la constitution d'une forme de "verrou" urbain compromettant l'ouverture future du parc Montcalm sur l'avenue de Toulouse.

Il a donc été convenu de concilier à la fois :

- l'opportunité immobilière immédiate de remettre en exploitation trois bâtiments déjà réhabilités pour une durée d'environ 11 ans, les deux autres bâtiments non réhabilités étant à démolir par la Ville de Montpellier,
- et le développement d'une nouvelle résidence étudiante de 150 à 200 logements, pour pallier la démolition des bâtiments existants, à construire par le Nouveau Logis Méridional dans le cadre de charges foncières qui lui seront cédées par l'aménageur sur le site.

La Ville de Montpellier et Nouveau Logis Méridional, société d'HLM filiale de la Société Nationale Immobilière, se sont donc rapprochés afin d'établir les conditions de remise en exploitation provisoire de trois bâtiments sur cinq pour héberger des étudiants avant la fin de l'année 2012 en partenariat avec le CROUS.

La Ville de Montpellier, a donc proposé au Nouveau Logis Méridional, qui l'a accepté, d'établir une Convention sur les trois bâtiments réhabilités (n°14 à 16) totalisant actuellement 162 logements à l'effet de réaliser les travaux nécessaires puis de sous-louer les 3 bâtiments comportant à terme 168 logements au CROUS qui les louera à des étudiants, étant convenu que la Ville de Montpellier n'entend conférer aucun droit réel au preneur.

ARTICLE 1^{er} : OBJET

Conformément aux dispositions des articles 1708 et suivants du Code civil, La Ville met à disposition du Preneur, qui l'accepte, les locaux désignés à l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** aux fins exclusives de les sous-louer au CROUS, en faisant son profit et sa perte des revenus de sous location et sans jamais exploiter son propre fonds de commerce dans les lieux loués.

La soumission de la présente Convention au régime de droit commun défini au Code civil est une condition essentielle et déterminante du consentement des Parties. Ainsi, en tant que de besoin, le Preneur s'interdit notamment d'invoquer le bénéfice du statut défini aux articles L. 145-1 et suivants du Code de commerce, et renonce d'ores et déjà à solliciter le versement d'une quelconque indemnité d'éviction.

La présente Convention (la "Convention") et ses annexes (les "Annexes") forment un tout indissociable.

Il est ici précisé que la Ville est propriétaire des biens présentement mis à disposition pour les avoir acquis de l'Etat français ainsi qu'il résulte d'un acte de vente reçu le 6 avril 2012 par Maître BONNARY Notaire à Montpellier

ARTICLE 2 : DESIGNATION

La Convention porte sur les locaux précisés en annexe 1, à savoir :
Les bâtiments n° 14 à 16

ARTICLE 3 : DUREE – PRISE D'EFFET - RECONDUCTION

La Convention prendra effet à la date de notification du marché de travaux par le preneur à l'entreprise retenue par ses soins pour réaliser les travaux décrits en annexe 2 (la "Date de Prise d'Effet de la Convention"). Elle expirera le 31 août 2023.

Douze mois avant le terme de la Convention, les parties conviennent de se revoir afin d'étudier le cas échéant les modalités de poursuite de la Convention et notamment les conditions financières de location ainsi que le montant des investissements éventuels à réaliser selon la durée de prorogation.

A défaut la Convention sera résiliée de plein droit au 31 août 2023.

ARTICLE 4 : JOUISSANCE

A compter de la Date de Prise d'effet de la Convention, le Preneur aura la jouissance pleine et entière des biens désignés ci-dessus et notamment l'entier bénéfice des loyers et redevances qui pourront en résulter

ARTICLE 5 : ETAT DES LIEUX

Un état des lieux sera dressé contradictoirement par les parties lors de l'entrée en jouissance du preneur des biens précités (état des lieux d'entrée).

ARTICLE 6 : LOYER

La présente Convention est consentie moyennant un loyer annuel symbolique de un euro. Le montant de ce loyer se justifie par les finalités d'intérêt général poursuivi, consistant à développer l'offre de logements étudiants et a été autorisé par délibération du Conseil Municipal en date du 25 juin 2012.

Le Preneur s'engage à acquitter annuellement et d'avance ce loyer avant le 1er mois de chaque année entre les mains du receveur indiqué par la Ville de Montpellier.

ARTICLE 7 : DESTINATION

Les locaux désignés ci-dessus devront être affectés à usage principal de logement d'habitation des étudiants désignés par le CROUS.

ARTICLE 8 : SOUS-LOCATION

Le Preneur loue les biens désignés ci-dessus, en vue de les sous-louer au CROUS

Le Preneur recevra les loyers, redevances et charges acquittées par le CROUS.

En contrepartie, le Preneur sera seul redevable des obligations inhérentes à la qualité de Bailleur au titre de cette Convention, de sorte que, la Ville ne soit jamais recherchée ou inquiétée, en particulier au titre de la délivrance des biens loués au terme de cette Convention de sous-location.

ARTICLE 9 : RESPONSABILITE DU PRENEUR

Le preneur fera son affaire personnelle de tous risques et litiges de quelque nature qu'ils soient, provenant de l'utilisation qu'il fait des biens mis à sa disposition. Il sera seul responsable envers la Ville ainsi qu'à l'égard des tiers, de tous accidents, dégâts ou dommages.

ARTICLE 10 : TRAVAUX – ENTRETIEN

La Ville autorise le Preneur à réaliser des travaux pour permettre une affectation des logements à destination des étudiants.

Il autorise également le Preneur à réaliser sur l'emprise des travaux de viabilisation et de contrôle d'accès conformément au plan de VRD joint en annexe 2 et assurer l'entretien des réseaux et contrôles d'accès ainsi créés pendant la durée de la Convention.

Les travaux que s'oblige à réaliser le Preneur en qualité de Maître d'Ouvrage pour permettre une affectation des locaux à destination des étudiants sont indiqués en annexe 2. Le coût prévisionnel des investissements qui en découlent est fixé à la somme maximum de 1 208 K€ TTC valeur juin 2012, en cela inclus tous honoraires et provisions pour aléas.

Par suite, toutes les prestations d'entretien, d'exploitation/maintenance et de grosses réparations sont à la charge exclusive du Preneur y compris celles visées aux articles 605 et 606 du Code civil concernant les bâtiments n°14 à 16.

Le Preneur est informé que la Ville réalisera des travaux de démolition des bâtiments 12 et 13 voire des travaux de clôture. La Ville informera le Preneur un mois avant le démarrage des travaux de démolition des délais et du calendrier de ces travaux et de leurs conditions de réalisation.

Le Preneur informera la Ville de tous travaux menés sur les bâtiments objets de la présente Convention et susceptibles d'avoir un impact sur les espaces environnants.

Réciproquement, la Ville informera le Preneur de tous travaux sur les espaces environnants des bâtiments objets de la présente Convention susceptibles d'impacter l'usage, le fonctionnement et les conditions d'accès aux dits bâtiments.

La Ville autorise le Preneur à utiliser les abords des bâtiments à l'usage d'aire de stationnement au bénéfice exclusif des occupants des logements.

Dans le cadre de ces obligations le Preneur s'engage à respecter scrupuleusement les prescriptions, règlements et ordonnance en vigueur ou à venir, notamment en ce qui concerne la voirie, la salubrité, l'hygiène, la sécurité, la police et la protection de l'environnement, de façon à ce que la Ville ne soit jamais inquiétée ni recherchée à ce sujet.

La présente autorisation au titre des travaux emporte pour le Preneur pouvoir pour déposer toutes les autorisations administratives qui seraient nécessaires à leur réalisation.

ARTICLE 11 : ASSURANCES

Le Preneur devra souscrire une Police d'Assurance RESPONSABILITE CIVILE en vue de couvrir tous les dommages causés aux voisins et aux tiers du fait de l'occupation matériels et immatériels, notamment incendie, explosions, foudre, dommages électriques, dégâts des eaux, tempêtes, ouragan, grêle, poids de la neige, émeutes, attentats, y compris actes de vandalisme, catastrophes naturelles, vol, bris de glace, etc. ...

Pour les travaux qu'il réalisera sur les biens précités et préalablement à leur démarrage, le Preneur devra souscrire les polices d'assurances suivantes, pour un montant de garantie adapté à la situation :

- une police d'Assurance DOMMAGES OUVRAGE / CONSTRUCTEURS NON REALISATEURS destinée à garantir les dommages de nature décennale pouvant survenir après réception et affectant les ouvrages ;
- une police d'Assurance de RESPONSABILITE CIVILE MAITRE D'OUVRAGE destinée à couvrir les conséquences pécuniaires de sa responsabilité à raison de tous dommages corporels, matériels et immatériels (consécutifs ou non) causés aux tiers, la Ville et ses intervenants éventuels étant considérés comme des tiers.

Le Preneur déclare renoncer à tous recours contre la Ville pour les risques susvisés. Il s'engage à obtenir des assureurs la même renonciation, ses polices d'assurance devant porter la mention de cette renonciation à recours.

La Ville, de son côté déclare, renoncer à tous recours contre le Preneur au titre des risques visés au présent article.

Le Preneur devra justifier de la souscription des polices d'assurance ci-dessus à la date de prise d'effet de la Convention par la transmission à la Ville d'une attestation d'assurance délivrée par son assureur.

Les compagnies d'assurance auront communication des termes de la présente Convention afin de rédiger en conséquence leurs garanties. Mention de cette communication sera faite dans chaque contrat d'assurance.

Le Preneur prendra toutes les dispositions pour résilier en temps utiles les polices souscrites de sorte que la responsabilité de la Ville ne soit pas recherchée pour la continuation de ces contrats après expiration de la Convention.

La Ville pourra en outre, à toute époque, exiger du Preneur la justification du paiement régulier des primes d'assurance. Cette communication n'engagera en rien sa responsabilité pour le cas où, à l'occasion du sinistre, l'étendue des garanties ou le montant des assurances s'avèreraient insuffisant.

ARTICLE 12 : SINISTRES

En cas de destruction totale de l'un quelconque des locaux loués par cas fortuit, pour les locaux loués concernés, la Convention sera partiellement résiliée de plein droit, sans formalité et sans qu'aucune indemnité, à quelque titre que ce soit, ne soit due par la Ville au Preneur.

En cas de sinistre, même provenant d'un cas fortuit ou de force majeure, ayant entraîné la destruction partielle de l'un quelconque des immeubles loués, les dispositions suivantes s'appliqueront, par dérogation expresse aux articles 1184, 1722 et 1741 du Code civil ainsi qu'à toutes dispositions légales similaires :

- la Ville pourra seule décider d'entreprendre ou non les travaux de réparation ou de reconstruction des parties endommagées, dégradées ou détruites, en conservant seul le droit au remboursement du coût de ces travaux auprès de la compagnie d'assurances du Preneur. La Ville notifiera dans les meilleurs délais au Preneur sa décision d'entreprendre ou non la reconstruction ou la remise en état des immeubles loués concernés. ;
- si la Ville décidait de procéder à la réparation ou la reconstruction des immeubles loués concernés, le Preneur ne pourra prétendre à la résiliation partielle de la présente Convention ;
- si la Ville décidait de ne pas procéder à la réparation ou reconstruction des locaux loués, la Convention serait de plein droit partiellement résiliée pour les immeubles loués concernés.

ARTICLE 13 : CESSION

Le Preneur ne pourra en aucun cas céder son droit à la présente Convention lequel lui est consenti à titre exclusivement personnel.

ARTICLE 14 : RESILIATION ANTICIPEE

La Ville pourra mettre fin par anticipation à la présente Convention sous la condition déterminante d'indemniser le Preneur des travaux visés à l'article 10 pour adapter les logements que ceux réalisés sur la période pour les besoins de leur entretien.

L'indemnité sera calculée comme suit :

$$= \frac{\text{Nombre de trimestres restant à couvrir jusqu'à la fin de la Convention}}{\text{Nombre de trimestres total}}$$

x Prix de revient initial

- le montant des subventions/participations obtenues par le preneur

Cette indemnisation pourra intervenir en numéraire ou en nature par apport de charge foncière constructible sur le site de l'EAI afin, notamment que le Preneur (ou la société qui le contrôle ou une filiale qu'il contrôle) réalise une nouvelle résidence étudiante et/ou des logements sociaux.

La résiliation anticipée de la présente Convention donnera lieu à un préavis d'une durée minimum de 4 mois et ce avant le 30 avril de l'année N en cours pour permettre la libération des locaux avant le 31 août de la même année. A défaut de respecter la date du 30 avril, la résiliation prendra effet, au 31 août de l'année N+1.

ARTICLE 15 : POURSUITE DE LA CONVENTION EN CAS DE DEFAILLANCE DU CROUS

Compte-tenu que la sous-location des immeubles au CROUS constitue une condition déterminante des présentes, en cas de défaillance du CROUS impliquant la résiliation de la convention de sous location qui le lie au NLM avant le terme de la présente Convention éventuellement prorogée, la ville, informée par lettre RAR, accepte d'une part, que le CROUS soit remplacé par un autre sous locataire et d'autre part, pourra proposer un sous locataire au NLM dans les trois mois suivant la notification.

A défaut, le Preneur dispose de trois mois supplémentaires pour proposer un sous locataire à la Ville à condition qu'il maintienne une vocation sociale des immeubles objets de la Convention.

Au terme du délai de six mois, si aucun sous-locataire n'était trouvé, la Ville, l'aménageur qu'elle aura désigné et le NLM conviendront de se revoir pour étudier les conséquences de cette résiliation.

ARTICLE 16 : CLAUSE RESOLUTOIRE

En cas d'inexécution d'une seule des obligations de la présente Convention, et six (6) mois après une sommation restée sans effet, la partie qui n'est pas en défaut pourra résilier la Convention de plein droit, sans indemnité ni préjudice de tous dommages et intérêts.

La présente clause ne pourra être mise en œuvre qu'à la condition que l'obligation inexécutée soit suffisamment significative.

En cas d'inexécution d'une obligation significative de la présente Convention par la Ville, cette dernière remboursera au Preneur les travaux visés à l'article 10 qu'il a réalisés pour adapter les logements en versant l'indemnité décrite à l'article 14 des présentes.

ARTICLE 17 : NOVATION DU PROPRIETAIRE

En cas de cession par la Ville de Montpellier à un tiers des biens désignés par la présente Convention, une telle vente emporterait novation du propriétaire à la date mentionnée à l'acte attestant du transfert de propriété, le tiers reprenant l'ensemble des droits et obligations découlant de la présente Convention.

ARTICLE 18 : DISSOCIABILITE DES CLAUSES

Dans l'hypothèse où une stipulation de la présente Convention serait ou deviendrait illégale, nulle ou inopposable, une telle illicéité, nullité ou inopposabilité ne portera pas atteinte à la licéité, à la validité ou à l'opposabilité de ses autres stipulations.

Les Parties conviennent néanmoins que dans une telle hypothèse elles négocieront de bonne foi afin de remplacer la stipulation concernée par une nouvelle stipulation valable, opposable et conforme à leur intention initiale.

ARTICLE 19 : SORT DES BIENS EN FIN DE CONVENTION

Les biens seront remis à la Ville, ou à l'aménageur qu'elle aura désigné, en l'état. Il ne pourra être demandé au Preneur ni la remise en l'état des lieux, ni la reprise des équipements qu'il aura installés, ni encore la démolition des immeubles sur lesquels porte la présente Convention.

Au plus tard, à l'issue normale de la Convention, la Ville (ou l'aménageur qu'elle aura désigné) s'engage à proposer au Preneur (ou la société qui le contrôle ou une filiale qu'il contrôle) sur le site de l'EAI une charge foncière destinée à la réalisation d'une nouvelle résidence pour étudiants qui serait prise en gestion par le CROUS. Le montant de cette charge foncière (par m² de surface de plancher à bâtir) ne devra pas excéder celui des charges foncières destinées à la réalisation des autres opérations de logement locatif social à réaliser sur le site de l'EAI.

ARTICLE 20 : INFORMATION - INSPECTIONS - AUDITS

Le Preneur s'engage envers la Ville à :

- signaler tous faits susceptibles de modifier sa situation économique, juridique ou financière notamment fusion, transformation, modification, ou extension d'activité et pouvant avoir une incidence sur la présente Convention ;
- permettre à la Ville (ou tout tiers de son choix) d'accéder aux immeuble loués afin d'exercer son droit de visite des immeubles loués, sous réserve d'avoir été prévenu avec un préavis d'une semaine ;
- communiquer annuellement la Ville une liste tenue à jour de l'ensemble des contrats d'entretien, maintenance et fourniture relatifs aux immeubles loués ;

ARTICLE 21 : ELECTION DE DOMICILE

Les Parties font chacune élection de domicile à leur adresse figurant en tête des présentes.

ARTICLE 22 : CONCILIATION PREALABLE - COMPETENCE

A défaut d'accord entre les Parties sur l'une quelconque de leurs obligations respectives en application de la Convention, celles-ci désigneront d'un commun accord un conciliateur. A défaut pour les Parties de nommer un tel conciliateur dans les quinze (15) Jours Ouvrés suivant la date à laquelle le désaccord aura été constaté, il sera procédé à cette désignation à la requête de la Partie la plus diligente par le Président du Tribunal de Grande Instance de Montpellier statuant en référé, les frais et honoraires de l'ordonnance et de la procédure de conciliation étant supportés à parts égales entre la Ville et le Preneur. Le conciliateur aura pour mission d'assister les Parties pour parvenir à un accord entre elles.

En cas de conciliation amiable, le conciliateur fixera en accord avec les Parties le montant de ses honoraires. Les frais et honoraires de la conciliation seront avancés par moitié par chacune des Parties. Ils seront supportés à parts égales par le Preneur et la Ville.

Pour tous litiges relatifs aux présentes qui ne pourraient être réglés à l'amiable selon la procédure indiquée ci-dessus, les Parties donnent compétence exclusive au Tribunal compétent du ressort de la Cour d'Appel de Montpellier.

ARTICLE 23 : PIECES ANNEXEES A LA CONVENTION

Les parties déclarent avoir pris parfaitement connaissance des documents ci-après qui sont annexés à la Convention et constituent les documents contractuels :

- annexe 1 : Désignation des biens loués
- annexe 2 : Programme indicatif des travaux à réaliser par le Preneur, plan de localisation, plan des bâtiments (en phase PRO) et plan des réseaux
- annexe 3 : Prix de revient et tableau d'amortissement des travaux réalisés par le preneur
- annexe 4 : Convention de sous location CROUS / NLM

Pour le Nouveau Logis Méridional
représenté par son Directeur Général

Pour la Ville de Montpellier
représentée par son adjoint délégué

Arnaud CURSENTE

Frédéric TSITSONIS

ANNEXE 1 (y compris Plan)
DESCRIPTION DES BIENS

Localisation :

- Département : HERAULT
- Commune : MONTPELLIER
- PARC MONTCALM

Superficie totale du Parc Montcalm acquise par la Ville = 221 283 m² (partie de la parcelle HZ 58)

Immeubles objets de la Convention :

Batiments	n°			Nb	SHA par type	SHA totale par type
Quebec	16	logts ss officiers	Studio équipé	32	20	640
Montréal	15	logts ss officiers	Chambre	40	13	520
Guyane	14	logts EOA	Chambre duo	90	17	1530
Totaux				162		2690

ANNEXE 2
PROGRAMME INDICATIF DES TRAVAUX A REALISER ET PLAN DES RESEAUX

- Extérieurs :

- * Création d'un accès véhicules + piétons avec portails motorisé et contrôle d'accès par carte CMS rue des chasseurs
- * Création d'un accès piétons avec contrôle d'accès carte CMS et visiophonie avenue de Toulouse
- * Eclairage de l'ensemble des voies piétonnes et véhicules y compris perrons des bâtiments
- * Alimentation courant fort du bâtiment 14 depuis le poste HTA/BTA privé existant + remise en sécurité du poste transfo
- * Neutralisation des réseaux HTA /BTA
- * Réalimentation des bâtiments en AEP au-travers d'une création d'un comptage direct (y compris séparation de l'ancien site)
- * Mise en conformité et révisions des 2 chaufferies fioul (chauffage + ECS) des bâtiments 15 et 16
- * Création des réseaux courants forts et courants faibles et téléphone
- * Curage nettoyage des réseaux EU EP
- * Création d'une aire de présentation extérieure pour locaux OM
- * Création d'un réseau incendie

- Bâtiment 14 :

- * Création d'un contrôle d'accès sur porte d'entrée du hall par carte CMS + platine à défilement
- * Interphone dans les chambres
- * Création d'une chaufferie extérieure pour le bâtiment 14 et contrôle et nettoyage des réseaux chauffage et ECS
- * Contrôle et menues réparations de l'ensemble des installations électriques, pose de luminaires dans les locaux collectifs, remplacement de toutes les sources lumineuses
- * Création d'une baie de brassage informatique et téléphone,
- * Mise en sécurité de l'AGBT
- * Création d'un accès internet WIFI (réception de tout point et hors équipement actif)
- * Création d'une installation télévision TNT
- * Remplacement de l'équipement d'alarme incendie et révision de l'installation de désenfumage,
- * Rehausses des gardes corps escaliers
- * Révisions et compléments de la VMC pour les nouvelles pièces réées
- * Création d'une cuisine à chaque niveau (y compris fourniture éviers, plaques vitrocéramique x3, hottes x 3)
- * Création d'une salle TV
- * Création d'un local ménage avec vidoir et ECS
- * Réfection du bureau d'accueil
- * Plomberie/sanitaire : Remplacement des abattants WC, douchette/Flexible/Barre de douche, remplacement des robinetteries, nettoyage siphon
- * Contrôle, révision et menues réparations des menuiseries extérieures et occultations
- * Contrôle, révision et menues réparations des menuiseries intérieures (portes, placard, quincaillerie,) + création de portes coupe feu des cuisines
- * Désamiantage du sol des cuisines au R+1 et R+2
- * Aménagement de 4 chambres supplémentaires

-
- * Réfection du carrelage des escaliers accès entrée
 - * Pose d'arceaux pour vélos
 - * Remplacement des portes intérieures par des portes coupe feu.
 - * création d'un abri container de proximité
 - * Remplacement de tous les cylindres et clés sur organigramme

- Bâtiment 15 :

- * Création d'un contrôle d'accès sur porte d'entrée du hall par carte CMS + platine à défilement,
- * Interphone dans les chambres,
- * Remise en conformité de la chaufferie (réseau VB et VH) et contrôle et nettoyage des réseaux chauffage et ECS,
- * Contrôle et menues réparations de l'ensemble des installations électriques, pose de luminaires dans les locaux collectifs, remplacement de toutes les sources lumineuses,
- * Création d'une baie de brassage informatique et téléphone,
- * Mise en sécurité de l'AGBT,
- * Création d'un accès internet WIFI (réception de tout point et hors équipement actif)
- * Révision de l'équipement d'alarme incendie et révision de l'installation de désenfumage,
- * Rehausses des gardes corps escaliers,
- * Révisions et compléments de la VMC pour les nouvelles pièces réées,
- * Création d'une cuisine à chaque niveau (y compris fourniture éviers, plaques vitrocéramique x3, hottes x 3),
- * Création d'une laverie collective aux trois bâtiments,
- * Création de deux locaux ménages avec vidoir et ECS,
- * Réfection de la loge gardien,
- * Plomberie/sanitaire : Remplacement des abattants WC, douchette/flexible/barre de douche, remplacement des robinetteries, nettoyage siphon,
- * Contrôle, révision et menues réparations des menuiseries extérieures et occultations
- * Contrôle, révision et menues réparations des menuiseries intérieures (portes, placard, quincaillerie,) + création de portes coupe feu des cuisines,
- * Traitement termites de la charpente.
- * Remplacement des radiateurs
- * Aménagement de 4 chambres supplémentaires
- * Réfection du carrelage des escaliers accès entrée
- * Pose d'arceaux pour vélos
- * création d'un abri container de proximité
- * Remplacement de tous les cylindres et clés sur organigramme

- Bâtiment 16 :

- * Création d'un contrôle d'accès sur porte d'entrée du hall par carte CMS + platine à défilement
- * Interphone dans les chambres
- * Révision et menues réparations de l'ensemble des menuiseries extérieures
- * Remise en conformité de la chaufferie (réseau VB et VH) et contrôle, nettoyage des réseaux chauffage et ECS
- * Contrôle et menues réparations de l'ensemble des installations électriques, pose de luminaires dans les locaux collectifs, remplacement de toutes les sources lumineuses,
- * Création d'une baie de brassage informatique et téléphone,
- * Mise en sécurité de l'AGBT,

- * Création d'un accès internet WIFI (réception de tout point et hors équipement actif),
- * Révision de l'équipement d'alarme incendie et révision de l'installation de désenfumage
- * Rehausses des gardes corps escaliers,
- * Révisions et compléments de la VMC pour les nouvelles pièces créées,
- * Faïences linéaire de kitchenettes,
- * Création de deux locaux ménage avec vidoir et ECS,
- * Réfection du bureau d'accueil
- * Plomberie/sanitaire : Remplacement des abattants WC, douchette/Flexible/Barre de Douche,
- * Contrôle, révision et menues réparations des menuiseries extérieures et occultations
- * Contrôle, révision et menues réparations des menuiseries intérieures (portes, placard, quincaillerie,)
- * Réfection suite au sinistre incendie (ITE façade extérieure, faux plafond, peinture, ...)
- * Réfection peinture des logements les plus dégradés (7 environ)
- * Aménagement d'un logement pour Gardien
- * Réfection de la peinture de 7 logements
- * Réfection du carrelage des escaliers accès entrée
- * Pose d'arceaux pour vélos
- * Création d'un abri container de proximité
- * Remplacement de tous les cylindres et clés sur organigramme

Nettoyage de fin de chantier

ANNEXE 3
PRIX DE REVIENT ET TABLEAU D'AMORTISSEMENT DES TRAVAUX
REALISE PAR LE PRENEUR

ANNEXE 4

CONVENTION DE SOUS LOCATION CROUS/NLM

**Rachat par la Ville de la concession perpétuelle située
au cimetière St Lazare Acte 42 778.**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2011/2188/TR du 2 septembre 2011 donnant délégation de signature à Madame Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL

Considérant :

- La demande formulée par M. URSULET Vincent, tendant à obtenir de la Ville de Montpellier le rachat de la concession perpétuelle située au cimetière St Lazare, section F n° 35 du 7^e rang, Acte 42 778 qu'il avait acquise le 3 novembre 2009, au prix de 4 298 €.
- Qu'à l'appui de sa demande, M. URSULET Vincent fait valoir que, pour des raisons personnelles, ses désirs d'inhumation ont changé et que la concession du cimetière de Saint Lazare lui est donc devenue inutile.
- Que, dans ces conditions et en raison de l'intérêt qu'a la Ville à ne pas laisser une concession inutilisée dans le cimetière, il convient de donner une suite favorable à sa requête.

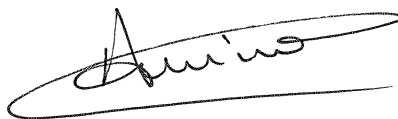
Décide en conséquence :

- Que la Ville reprendra cette concession, dans les conditions suivantes :
la Ville remboursera 4298 €, conformément à la dépense engagée par le concessionnaire en 2009.
- Que le montant de la dépense sera inscrit au budget de la Ville, Nature 678 Fonction 920262.

Montpellier, le *09/08/2012*

**Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée
Amina BENOUEARGHA JAFFIOL**

Publiée le : *10/08/2012*
Notifiée le :



**AVENANT n°1 au marché à procédure adaptée passé
avec ODYSSEE INGENIERIE pour l'acquisition et la
mise en œuvre d'un logiciel de gestion informatisée du
courrier et du matériel de dématérialisation**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- que la Ville de Montpellier souhaite, au vu de l'impact du projet de dématérialisation du courrier sur l'organisation des services, et des demandes croissantes des directions, que le titulaire du marché forme les utilisateurs aux différentes fonctionnalités du produit ;
- que vu les développements à venir sur cet outil informatique, des formations sur les assistants sont nécessaires ;

Décide en conséquence :

- de passer un avenant avec l'entreprise Odyssée Ingénierie ayant pour objet l'organisation de formations supplémentaires pour un montant de 9 500 euros HT (portant le montant total du marché à 126 685 €) et prévoyant une augmentation du délai de la durée du marché d'un mois ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la ville, au chapitre 920;
- d'autoriser Madame Le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 18/7/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 19/7/2012
Notifiée le :

AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges Frêche
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Titulaire du marché : ODYSSEE INGENIERIE

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché : Acquisition et mise en œuvre d'un logiciel de gestion informatisée du courrier et du matériel de dématérialisation

N° du marché : 1M778221

Notifié le : 18/08/2011

Ordre de service : 01/09/2011

Montant initial du marché :

Montant HT : 117 185€HT

Date de la décision autorisant la signature de l'avenant :...../...../.....

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet d'augmenter le montant du contrat pour le motif suivant :

Mise en place de formations complémentaires :

Suite à la mise en œuvre du projet de dématérialisation, et vu les demandes des services, des formations supplémentaires sont à prévoir :

-formations d'utilisateurs-formation courrier (1 jour) : 950€ /jour pour un groupe de 8 à 10 personnes

Soit 9 groupes=950€X9=**8550€**

-formation aux assistants pour les administrateurs : 950€ /jour pour un groupe de 8 à 10 personnes

Soit 1 groupe =**950€**

ARTICLE 2

Le montant total de l'avenant au contrat est fixé à **9500€** (exonération de TVA en application de l'article 202A annexe 2 GGI-organisme de formation déclaré auprès de la Préfecture sous le n°82690365669).

Le montant du contrat est donc porté à **126685€ H.T** soit une augmentation de 8.10% par rapport au montant initial du marché.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4 : Durée du marché

-délai de réalisation de la prestation : la durée de 13 mois initialement prévue (1^{er} septembre 2011 au 1^{er} octobre 2012) est prolongée de 1 mois (1^{er} novembre 2012), au vu du décalage de la mise en production et de l'installation du parapheur électronique.

Fin des prestations : 1^{er} novembre 2012

D. Signatures des parties

A , le

L'entrepreneur,

Pour Madame Le Maire
l'Adjoint Délégué,

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ront) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A , le

**Prorogation d'un marché passé selon une procédure
adaptée
Dépannage et réparation d'appareils électroménagers
et vérification technique périodique de fourneaux de
cuisson**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Vu l'arrêté n°31/2009 DU 31 MARS 2009 donnant délégation de signature à Madame Françoise PRUNIER l'adjointe déléguée ;

Vu l'arrêté n° 2012/1734/T/R de remplacement de Mme Prunier par Mr Passet pour la période du 02/07/2012 au 20/07/2012 ;

Considérant :

- que le marché actuel de dépannage et réparation d'appareils électroménagers, attribué par décision du maire n° 426 du 27 août 2008 à l'entreprise DJL Maintenance, expire au 27 août 2012 ;
- que son renouvellement n'interviendra qu'à l'issue d'une procédure d'appel d'offres dont l'aboutissement est prévue par la désignation du titulaire par le Conseil municipal du mois de novembre ;
- qu'il y a lieu de maintenir les prestations prévues pendant la période intermédiaire pour assurer le bon fonctionnement des établissements concernés ;

Décide en conséquence :

- de proroger le marché précité jusqu'au 15 décembre 2012 ;
- d'autoriser Mme le Maire ou Mme l'adjointe déléguée à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché

Montpellier, le 26/7/2012

**Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée
Françoise PRUNIER**

**Publiée le : 27/7/2012
Notifiée le :**

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/0295

**Modification par avenant du contrat d'emprunt n°
A1709593 conclu auprès de la Caisse d'Epargne et de
Prévoyance Languedoc Roussillon**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2009/25 en date du 31 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA ;
- Vu la décision n° 2009-446 en date du 28 août 2009 actant le recours à un emprunt de 22 M€ auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon,
- Vu la décision n° 2011-0202 modifiant par avenant le contrat n° A1709593

Considérant :

- que le contrat d'emprunt n° A1709593, référence interne n° 12006, d'un montant de 22 000 000 € (vingt deux millions d'euros), conclu le 31 août 2009 auprès de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance du Languedoc Roussillon, a pour date maximum de consolidation le 31 juillet 2012,
- que le besoin de financement des investissements 2012 de la Ville ne nécessite pas la mobilisation de cet emprunt à cette date,
- que l'offre de réaménagement proposée par la Caisse d'Epargne et de Prévoyance du Languedoc Roussillon répond à notre demande de recul de la date maximale de consolidation de cet emprunt,

Décide en conséquence :

- de modifier cet emprunt en prorogeant l'échéance de la phase de mobilisation jusqu'au 31 juillet 2013 pour une consolidation possible sur une durée maximale de 30 ans,
- d'augmenter de 30 points de base les marges appliquées aux index proposés sur chacune des durées, la marge globale restant très largement inférieure aux marges actuellement constatées dans les offres aux collectivités locales (marge de 1.07 % sur euribor jusqu'à 25 ans, 1.17 % au-delà de 25 ans, 1.57 % sur TAM/TAG 3 mois jusqu'à 25 ans et 1.67 % au-delà de 25 ans).



CAISSE D'ÉPARGNE
LANGUEDOC - ROUSSILLON

DSB: CREDITS BDR & PROFESSIONNELS
254 RUE MICHEL TEULE
BP 7330
34184 Montpellier CEDEX 4

AVENANT N° 2 AU CONTRAT N° A1709593

Date : 10/07/2012

Durée de validité : 30 jours à compter de la date de signature du prêteur

IDENTIFICATION DES PARTIES

Suivant le contrat accepté le 31 août 2009 et l'avenant accepté le 25 mai 2011

ENTRE LE PRETEUR

La **CAISSE D'ÉPARGNE ET DE PREVOYANCE DU LANGUEDOC-ROUSSILLON**, banque coopérative régie par les articles L.512-85 et suivants du Code monétaire et financier, société anonyme à directoire et à conseil d'orientation et de surveillance au capital social de 282 000 000 euros dont le siège social est situé à Montpellier (34000), 254 rue Michel Teule, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Montpellier sous le numéro 383 451 267, représentée par Monsieur Hubert GUARY Responsable du Service Crédits BDR et Professionnels, en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués en date du 01^{er} mars 2012 par Monsieur Jean-Marc CARCELES Président du directoire de la CAISSE D'ÉPARGNE ET DE PREVOYANCE DU LANGUEDOC-ROUSSILLON nommé à cette fonction suivant délibération du Conseil d'Orientation et de Surveillance en date du 14 juin 2004 et renouvelé en date du 8 avril 2009 en vertu de l'article 99 du décret du 23 mars 1967, et de l'article 18 des statuts de la CAISSE D'ÉPARGNE ET DE PREVOYANCE DU LANGUEDOC-ROUSSILLON,

ET L'EMPRUNTEUR

La Commune de MONTPELLIER

Représentée par Madame Hélène MANDROUX agissant en qualité de Maire,

ONT, PREALABLEMENT A L'AVENANT OBJET DES PRESENTES, EXPOSE CE QUI SUIIT :

CARACTERISTIQUES DU PRÊT

1 – Le prêteur a consenti le prêt initial en date du 31 août 2009

Nature du prêt : Prêt consolidable avec période de mobilisation reconstituable

Montant initial : 22 000 000 EUR

En date du 25 mai 2011, un avenant a été signé prolongeant la période de mobilisation du prêt jusqu'au 31 juillet 2012.

Les caractéristiques tant financières que juridiques ne sont pas ici plus amplement relatées, les parties aux présentes déclarant parfaitement les connaître.

A la demande de la Commune de MONTPELLIER, la Caisse d'Épargne et de Prévoyance du Languedoc Roussillon a donné son accord pour prolonger d'un an supplémentaire la phase de mobilisation du contrat de prêt selon les conditions détaillées ci-après.

Ces modifications font l'objet du présent avenant.

Exemplaire : ☐ Prêteur ☐ Emprunteur ☐ Caution ☐ Rédacteur d'acte
(apposez vos initiales).



AVENANT

2 – L'article 4 du contrat est modifié comme suit :

Objet du prêt : investissements 2009-2010 La responsabilité du Prêteur ne saurait être engagée du fait de l'utilisation des fonds à d'autres fins que celles prévues ci-dessus	
Montant du prêt : 22 000 000 euros	Commission d'engagement : 0,20 % sur le montant total de l'engagement, prélevée à la date de signature du présent avenant
4.1 PHASE DE MOBILISATION :	
Date Ultime de Consolidation : 31/07/2013 Soit une durée de la phase de mobilisation: 48 mois	
Préavis de tirage : Le virement sera réalisé au jour J, selon la procédure VGM. avant 10 heures.	Modalités de chaque tirage et de chaque remboursement : montant multiple de 15 000 euros et minimum de 15 000 euros
Taux applicable : T4M + marge de 1,17 %	Commission de non-utilisation : 0,10 % par an
4.2 PHASE D'AMORTISSEMENT	
Durée maximum de la période d'amortissement : 30 années	
Commission de montage : 0 euros pour chaque consolidation sur un Emprunt Long Terme	
Module Index EURIBOR 1, 3, 6 et 12 mois :	
Durée : entre 1 et 30 années à compter du point de départ de l'amortissement	Montant minimum du ou des Emprunts Long Terme : Obligation de consolidation à hauteur de 10 000 000 € minimum à l'issue de la phase de mobilisation
Taux applicable : EURIBOR 1, 3, 6 ou 12 mois + marge de 1,07 % l'an jusqu'à 25 ans. EURIBOR 1, 3, 6 ou 12 mois + marge de 1,17 % l'an au-delà	
Module Index TAM et TAG 3 mois :	
Durée : entre 1 et 30 années à compter du point de départ de l'amortissement	Montant minimum du ou des Emprunts Long Terme : Obligation de consolidation à hauteur de 10 000 000 € minimum à l'issue de la phase de mobilisation
Taux applicables : TAG 3 mois + marge de 1,57 % l'an jusqu'à 25 ans - TAG 3 mois + 1,67 % l'an au-delà TAM + marge de 1,57 % l'an jusqu'à 25 ans - TAM + 1,67 % l'an au-delà	
Module Taux Fixe :	
Durée : entre 1 et 30 années à compter du point de départ de l'amortissement	Montant minimum du ou des Emprunts Long Terme : Obligation de consolidation à hauteur de 10 000 000 € minimum à l'issue de la phase de mobilisation
Taux applicable : le taux fixe applicable est : Le taux de swap Taux fixe contre EURIBOR + 1,07 % l'an jusqu'à 25 ans + 1,17 % au-delà	
Module Prêts Structurés	
Durée : entre 1 et 30 années à compter du point de départ de l'amortissement	Montant minimum du ou des Emprunts Long Terme : Obligation de consolidation à hauteur de 10 000 000 € minimum à l'issue de la phase de mobilisation
Taux applicables : taux résultant de la cotation dans les « Conditions relatives aux modules de consolidation »	

Exemplaire : ☐ Prêteur ☐ Emprunteur ☐ Caution ☐ Rédacteur d'acte
(apposez vos initiales).



3 - AUTRES CLAUSES PARTICULIERES

Les nouvelles conditions financières explicitées ci-dessus ne seront prises en compte qu'à réception du présent avenant signé et accompagné d'une délibération préalable formalisant l'accord sur leur mise en place comme défini à l'article 2.

CONDITIONS GENERALES DE L'AVENANT

Il n'est apporté aucune autre modification aux conditions et stipulations du contrat d'origine lesquelles conservent leur plein effet, sans novation au sens de l'article 1271 et suivants du code civil, ni dérogation, les parties voulant que le présent acte forme un tout avec celui précédemment signé.

ACCEPTATION DU PRETEUR

LA CAISSE D'ÉPARGNE

A MONTPELLIER

Signature : Hubert GUARY

Date de l'accord : 10/07/2012

ACCEPTATION DE L' (DES) INTERVENANT(S)

Je (nous) soussigné(es) déclare(ons) :

- accepter le présent avenant après avoir pris connaissance des conditions particulières ci-dessus, des conditions générales, des conditions spécifiques éventuelles et des annexes jointes,
- garder en ma(notre) possession :
 - un exemplaire de cet avenant
 - un exemplaire des conditions d'assurance le cas échéant,
 - un exemplaire des conditions générales le cas échéant,

"Les informations recueillies sont nécessaires et ont pour finalités la gestion du contrat de prêt souscrit par l'emprunteur ainsi que la gestion des opérations s'y rapportant. Elles sont destinées au prêteur ou à des sous-traitants et/ou des prestataires pour des besoins de gestion. Elles ne sont communiquées à des tiers que pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires. Conformément à la loi " Informatique et Libertés ", l'emprunteur dispose d'un droit d'accès et de rectification pour toute information le concernant auprès du prêteur qui gère son prêt. Sauf opposition de l'emprunteur, le prêteur pourra être conduit à traiter ces informations à son profit exclusif ou pour le compte de ses partenaires commerciaux dans le cadre d'opérations commerciales".

☐ **EMPRUNTEUR(S) : LA COMMUNE DE MONTPELLIER**

Date et signature précédée de la mention « bon pour acceptation »

Date :

Signature du représentant : Madame Hélène MANDROUX, Maire de MONTPELLIER

Exemplaire :

☐ Prêteur

☐ Emprunteur

☐ Caution

☐ Rédacteur d'acte
(apposez vos initiales).

**Prorogation d'un marché passé selon une procédure
adaptée.**
**Entretien préventif et correctif de divers matériels de
restauration collective et dépannage/réparation Affaire
n°1 M 382**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°31/2009 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Madame Françoise PRUNIER, adjointe déléguée ;
- Vu l'arrêté n° 2012/1734/T/R de remplacement de Mme Prunier par Mr Passet pour la période du 02/07/2012 au 20/07/2012 ;

Considérant :

- que le marché actuel, attribué par décision du maire n° 2011/292 à la société SALAGER / SERRA, expire au 6 juillet 2012 ;
- que son renouvellement n'interviendra qu'à l'issue d'une procédure d'appel d'offres dont l'aboutissement est prévue par la désignation du titulaire par le Conseil municipal du mois de novembre ;
- qu'il y a lieu de maintenir les prestations prévues pendant la période intermédiaire pour assurer le bon fonctionnement des établissements concernés ;

Décide en conséquence :

- De proroger le marché précité jusqu'au 15 décembre 2012 ;
- D'autoriser Mme le Maire ou Mme l'adjointe déléguée à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché

Montpellier, le 26/7/2012

Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée
Françoise PRUNIER

Publiée le : 27/7/2012
Notifiée le :

**Retrocession de concession cinquantenaire - Acte
38183 - Cimetière St Lazare**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2011/2188/TR/ du 2 Septembre 2011 donnant délégation de signature à Madame Amina BENOARGHA-JAFFIOL

Considérant :

- La demande formulée par M. Marcel BAUS domicilié 10 bis rue des térébinthes 34070 MONTPELLIER, concessionnaire de la concession Acte 38183 section SV n°3 du 3° rang tendant à obtenir de la Ville le remboursement de la durée restant à courir pour ladite concession.
- Que M. Marcel BAUS avait acquis cette concession afin de fonder une concession familiale. Or, il a « hérité » d'une concession dans le cimetière de la commune de NIZAS : aucun membre de la famille ne sera donc inhumé dans cette concession.
- Que, dans ces conditions, et en raison de l'intérêt pour la Ville de ne pas laisser une concession inutilisée dans le cimetière, il convient de donner une suite favorable à sa requête

Décide en conséquence :

- Que la Ville reprendra cette concession cinquantenaire pour un montant de 2884 € (montant du bâti compris).

Pour calculer le montant de la reprise de la Ville, il convient de déduire du prix d'achat le montant correspondant à l'usage de la concession depuis la date de l'achat. La concession a été acquise le 27 mars 1996 au prix de 792€ soit 411 mois restant à courir : soit 542 € à rembourser, auquel s'ajoute le montant du bâti de 2342 €.

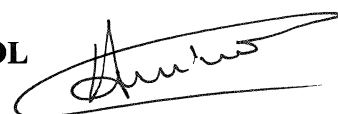
Le montant final à rembourser est de : **2884 €**.

- Que le montant de la dépense sera inscrit au budget de la Ville, Nature 678, Fonction 920262

Montpellier, le 09/08/2012

**Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée**
Amina BENOARGHA JAFFIOL

Publiée le : 10/08/2012



**Futur parking le Nouveau Saint-Roch - Assistance
technique pour la définition du mode de gestion et le
choix du futur titulaire du parking**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'Arrêté n°2011/2178/T/R donnant délégation à Philippe THINES pour la « signature des arrêtés de voirie et de stationnement, réseau Pétrarque, gestion déléguée des parkings ».

Considérant :

- qu'il y a lieu de procéder au lancement d'une étude d'assistance technique pour la définition du mode de gestion et le choix du futur titulaire du parking Nouveau Saint-Roch ;
- que la consultation de bureaux d'études, qui s'est déroulée du 26/03/12 au 23/04/12, pour le marché n°2M419 a été organisée conformément à l'article 28 du code des marchés publics ;
- que la SCET a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché n°2M419 à la SCET pour un montant HT de 27 300 euros ;
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, l'exécution et le règlement dudit marché ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 investissement de la Ville.

Nature 2031

Fonction 908241

Programme 10037

Ligne 18818

Montpellier, le 24/7/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe THINES

Publiée le : 25/7/2012
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour la réparation et le remplacement de la
signalétique des écoles de la Ville.**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- **Vu l'arrêté n° 42/2009 en date du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Louis GELY, Adjoint Délégué à la Réussite Educative ;**

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'entretien et la réparation de la signalétique dans les écoles de la Ville ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 24 Mai 2012, conformément aux articles 77 et 28 du code des marchés publics, l'entreprise France Enseignes sise 5 rue Louis Breguet – Parc Marcel Dassault à Saint Jean de Védas (34) a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché à bons de commande 2 M 744 précité à l'entreprise France Enseignes pour un montant minimum de 11 000,00 € H.T et un montant maximum de 44 000,00 € H.T par an, reconductible une fois ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget primitif 2012 de la Ville ;
- Section : fonctionnement Fonction : 92211-92212 Nature : 61522
- D'autoriser Madame le Maire ou L'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;

Montpellier, le 24/7/2012

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Jean-Louis GELY**

Publiée le : 25/7/2012
Notifiée le :

Ville de
Montpellier



Direction Energie Moyens
Techniques
Service Achats et
Production graphique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012 / 300

Attribution d'un marché passé selon une procédure adaptée pour l'achat d'une tribune mobile couverte

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/TR du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat d'une tribune mobile couverte pour le service Protocole de la ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n°2M990), conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 20/06/2012, la société SAMIA DEVIANNE, 34510 FLORENSAC, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société SAMIA DEVIANNE, pour un montant total de commandes de 44 660,00 € HT,
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville nature 2188 chapitre 923.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 20/12/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 25/12/2012
Notifiée le :

**Acquisition d'une carte d'abonnement AIR FRANCE
pour Monsieur le Directeur de Cabinet Adjoint, pour
la période 2012-2013**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- qu'il convient de passer commande d'une carte d'abonnement permettant de bénéficier de tarifs réduits auprès de la société Air France en faveur de Monsieur le Directeur de Cabinet Adjoint de la Ville de Montpellier ;

Décide en conséquence :

- d'acquérir cette carte d'abonnement en faveur de Monsieur Daniel ANDERSCH, Directeur de Cabinet Adjoint de la Ville de Montpellier, pour une période d'un an à compter du 1^{er} juin 2012.
- de prélever le montant de la dépense (640 € TTC) sur les crédits inscrits au budget de la Ville, fonction 920020, nature 6256.

Montpellier, le 25/7/2012

Madame le Maire
Hélène MANDROUX

Publiée le 25/7/2012
Notifiée le :

**Montpellier Grand Cœur - Etudes programmatiques
d'aménagement d'espaces publics
Attribution du marché**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération du 30 mars 2009 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Madame le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 30/2009 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Christian BOUILLE, Adjoint délégué ;
- Vu l'arrêté n° 2012/1793/T/R de remplacement de Monsieur BOUILLE par Monsieur FLEURENCE ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de réaliser des études de programmatiques d'aménagement d'espaces publics sur le périmètre de Grand Cœur,
- Qu'il convient de coordonner les conceptions de ces aménagements afin de donner une lecture homogène du centre ville,
- Qu'il convient d'inscrire ces études programmatiques dans le cadre de la charte des espaces publics de la Ville, tant sur les outils, les méthodes, les matériaux et les règles d'écriture,
- Qu'une consultation a eu lieu avec une procédure de marché public en appel d'offre ouvert passé en application des articles 33 3° al. et 57 à 59 du Code des marchés publics et suivant les dispositions de l'article 77 du Code des marchés publics relatif aux marchés à bons de commande,
- Que la société IN STRADA (équipe de maîtrise d'œuvre composée également de Mahaut MICHEZ paysagiste, de ADELE consultants et du bureau d'études techniques SAFEGE) a présenté l'offre la plus adaptée techniquement et économiquement;

Décide en conséquence :

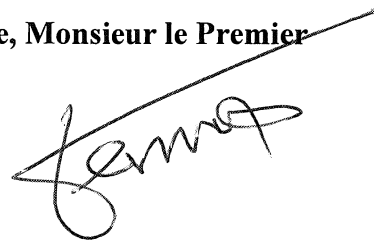
- D'attribuer le marché à bons de commande à la société IN STRADA, pour un montant compris entre un minimum de 2 500 euros HT et un maximum de 50 000 euros HT (la 1^{ère} et les 2^{ème} et 3^{ème} année de reconduction éventuelle) et entre 2500 € HT et un maximum de 40 000 € HT (la 4^{ème} année de reconduction éventuelle).

- D'autoriser Madame le Maire, son représentant ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire, notamment la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville : chapitre 908 CRB 28500.

Montpellier, le 22/08/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur le Premier
Adjoint

Serge FLEURENCE

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Serge', written over a horizontal line.

Publiée le :
Notifiée le :

Contentieux
**Ville de Montpellier c/ Fédération des Associations
pour la défense des Usagers et des Consommateurs du
Centre Ville et du Grand Montpellier (FADUC)**

☐
Recours pour excès de pouvoir

☐
Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par protocoles transactionnels des 20 et 21 septembre 2005 et 21 février 2006, la Ville de Montpellier a souscrit un certain nombre d'engagements d'actions et études en contrepartie de désistements de la FADUC et d'autres requérants dans les instances introduites contre l'opération ODYSSEUM ;
- Que la FADUC estime aujourd'hui que la Ville n'a pas rempli ses engagement et l'a mis en demeure de les réaliser par courrier en date du 13 octobre 2010 ;
- Que par courrier en date du 16 décembre 2010 la Ville de Montpellier a répondu à la FADUC que les griefs formulés par cette dernière n'étaient pas fondés ;
- Que la FADUC a déposé un recours contre ce refus devant le tribunal administratif de Montpellier ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;

- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

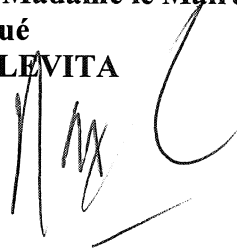
Montpellier, le 17/7/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Max LEVITA

Publiée le : 18/7/2012

Notifiée le :





Direction des Affaires
Juridiques et de la
Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/304

Contentieux
Ville de Montpellier c/ ORDRE DES ARCHITECTES
DU LANGUEDOC ROUSSILLON



Décision de défendre



**- Recours pour excès de pouvoir contre refus de mettre
fin à la procédure de conception réalisation pour la
réalisation de l'école Chang Du;**



**- Recours pour excès de pouvoir contre la délibération
du Conseil Municipal en date du 06 février 2012**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par deux recours déposés devant le tribunal administratif de Montpellier l'ordre des architectes du Languedoc Roussillon demande au juge :

- l'annulation de la décision implicite de rejet ayant été opposée à sa demande d'annulation de la procédure de conception réalisation pour la réalisation du groupe scolaire Cheng Du dans le quartier Port Marianne (instance n°1102902-4) ;

- l'annulation de la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier prise le 06 février 2012 attribuant le marché de conception-réalisation pour la réalisation du groupe scolaire Cheng Du (instance n°1201595-4) ;

- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville de ces affaires ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de ces affaires ;

- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200.

Montpellier, le 17/7/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 18/7/2012
Notifiée le :



Direction Energie Moyens
Techniques
Service Achats et
Production graphique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/305

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour des prestations de façonnage et
d'impression de documents divers, et de contre-collage
et de plastification de documents cartographiques**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/TR du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de prestations de façonnage et d'impression de documents divers, et de contre-collage et de plastification de documents cartographiques pour la ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n°2M525), conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 13/04/2012, la société COPY SHOP (pour le lot 2, plastification et contre-collage de documents cartographiques), 34270 SAINT JEAN DE VEDAS, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société COPY SHOP, pour un montant total maximum de commandes de 15 000 € HT, pour une durée de trois ans à compter de la date de sa notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville nature 6236 - 60628 - 6188 chapitre 920/920201.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 24/7/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 25/7/2012
Notifiée le :



Direction Energie Moyens
Techniques
Service Achats et
Production graphique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/1306

**Attribution de marchés passés selon une procédure
adaptée pour l'achat de trois groupes d'arrosage, d'un
transporteur, de deux mini dumpers et d'un
cyclomoteur 49 CC**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/TR du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de trois groupes d'arrosage, d'un transporteur, de deux mini dumpers et d'un cyclomoteur 49 CC pour le Parc DARWIN de la ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n°2M594), conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 05/05/2012, la société BARTHELEMY SUD PROVERT, 84103 ORANGE CEDEX, pour le lot 1 (trois groupes d'arrosage capacité environ 600 litres), la société AGRISUD, 34290 SERVIAN, pour le lot 2 (1 transporteur à motorisation diesel thermique), la société GLIOZZO MANUTENTION, 34690 FABREGUES, pour le lot 3 (2 mini dumpers à motorisation diesel thermique), ont présenté les offres économiquement les plus avantageuses.

Décide en conséquence :

- D'attribuer les marchés précités aux sociétés :
- BARTHELEMY SUD PROVERT pour le lot 1, pour un montant total de commandes de 4 860,62 € HT
- AGRISUD pour le lot 2, pour un montant total de commandes de 12 600,00 € HT
- GLIOZZO MANUTENTION pour le lot 3, pour un montant total de commandes de 31 260,00 € HT
- De dire que la dépense sera imputée sur les budgets investissement de la Ville nature 2188 (matériel) – 2182 (transporteurs), tous chapitres.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer ces marchés.

Montpellier, le 24/07/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 25/07/2012
Notifiée le :

**Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier**

Décision n° 2012/307

**Requalification du boulevard du Jeu de Paume
Attribution du marché**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2173/T/R donnant délégation à Monsieur Serge Fleurence, Premier Adjoint au Maire ;

Considérant :

- qu'il y a lieu de procéder à l'attribution du marché de Maitrise d'œuvre travaux pour la requalification du Boulevard Jeu de Paume sur le territoire de la Ville de Montpellier,
- qu'à la suite d'une consultation réalisée conformément à l'article 28 du code des marchés publics en date du 25 Juin 2012, le prestataire EGIS a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché précité à EGIS pour un montant total de 69802€ H.T. ,
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer le marché ainsi que tous les documents relatifs notamment à la préparation, l'exécution et au règlement du marché,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, nature 2151 fonction 908221 ligne de crédit 17593.

Montpellier, le 31/7/2012

**Pour Madame le Maire, Monsieur le Premier
Adjoint**

Publiée le : 01/08/2012
Notifiée le :


Serge FLEURENCE

Ville de



Montpellier

**Direction Finances et
Contrôle de Gestion**
Service Gestion Budgétaire
et Comptable

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/308

Direction de la Culture et du Patrimoine
Modification de la régie d'avances et de recettes pour
le Théâtre Jean Vilar
Elargissement des dépenses autorisées

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu la délibération n° 517/2010 du 13 décembre 2010 relative à la municipalisation des activités de la régie d'exploitation des Maisons Pour Tous ;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la Décision n°2010/0550 du 29/12/2010, relative à la création de la régie d'avances et de recettes pour le Théâtre Jean Vilar,
- Vu la Décision n°2011/0049 du 08/02/2011, modifiant la régie d'avances et de recettes pour le Théâtre Jean Vilar,
- Vu la Décision 2011/348 du 28 juillet 2011 relative à l'élargissement des dépenses autorisées,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 22/07/2011,
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

Que pour assurer le bon fonctionnement du Théâtre Jean Vilar, il est nécessaire d'apporter des modifications dans l'acte de création de la régie de dépenses et de recettes, en élargissant les dépenses autorisées.

Décide en conséquence :

En conséquence, que la nouvelle rédaction de l'acte instituant la régie est la suivante :

Article 1 :

Il est institué une régie d'avances et de recettes prolongée pour le Théâtre Jean Vilar auprès de la Direction de la Culture et du Patrimoine.

Article 2 :

La Régie est installée dans les locaux du Théâtre, 155 rue de Bologne à Montpellier (34000).

Article 3 :

La régie encaisse les produits suivants :

- Les recettes des spectacles présentés au Théâtre Jean Vilar,
- Les recettes issues de la location du Théâtre.
- Les recettes des stages et cours de théâtre.
- Les recettes pour compte de tiers, issues de la vente des billets pour les manifestations culturelles et festivals, uniquement dans le cadre des conventions signées entre la ville de Montpellier et ces tiers, qui en fixeront la date.

Article 4 :

Les recettes désignées à l'Article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire,
- Chèques bancaires,
- Carte bancaire.
- Virement.

Elles sont perçues contre remise à l'usager de quittances et/ou factures et tickets d'entrée.

Article 5 :

Dans le cadre de la régie prolongée, le régisseur dispose d'un délai de 3 mois pour procéder à l'encaissement des recettes désignées à l'article 3, et uniquement celles concernant l'accueil de groupes scolaires.

Article 6 :

Un fond de caisse d'un montant de 300 € est mis à disposition du régisseur.

Article 7 :

La régie paie les dépenses suivantes :

- Dépenses urgentes et de faible montant liées au fonctionnement du théâtre ou générées par les conditions de préparation des spectacles : photocopie, petit matériel pour travaux, papeterie, journaux, droguerie, frais postaux, timbres fiscaux, nourriture, boissons non alcoolisées. Les achats de boissons alcoolisées sont acceptés, dès lors que la demande est spécifiée dans le contrat de l'artiste.
- Dépenses urgentes et imprévues rendues nécessaires dans le cadre d'un spectacle, sans que ces dépenses puissent être supérieures à 750 €.
- Dépenses de pharmacie.
- Dépense de défraiements des artistes pour leurs repas.
- Frais de réception, de déplacement, logement et restauration d'invités.
- Acomptes sur contrats de cession du droit d'exploitation de spectacles.
- Reversement des recettes pour compte de tiers issues de la vente des billets, uniquement dans le cadre de la convention signée entre la ville de Montpellier et ces tiers

Ces dépenses seront prises aux imputations suivantes : chapitre 923, fonction 313.

Article 8 :

Les dépenses désignées à l'article 7 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- Numéraire,
- Chèques.

Article 9 :

Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public.

Ce compte

- Permet l'encaissement des recettes désignées à l'Article 3,
- Reçoit l'avance destinée aux dépenses de la régie,
- Permet au régisseur d'acquitter les dépenses prévues à l'Article 7.

Article 10 :

La billetterie des spectacles pourra être confiée partiellement à un ou plusieurs sous-régisseurs chargés de la vente des billets à Montpellier dans un lieu différent de la régie.

L'intervention du ou des mandataires a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

Article 11 :

Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 10 000 €.

Article 12 :

Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 4 000 €.

Article 13 :

Le régisseur est tenu de verser au Trésorier municipal le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 9 et au minimum une fois par mois.

Article 14 :

Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses et de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Article 15 :

Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 16 :

Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 17 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26/7/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 27/7/2012

Notifiée le :

Ville de

Montpellier



**Direction Finances et
Contrôle de Gestion**
Service Gestion Budgétaire
et Comptable

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/308

Direction de la Culture et du Patrimoine
Création d'une régie d'avance
La Panacée

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 13/07/2012,

- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

la création du centre d'Art contemporain « la Panacée », il convient, pour le bon fonctionnement des lieux, de créer une régie d'avances.

Décide en conséquence :

Article 1 : Il est instauré une régie d'avances « La Panacée » auprès de la Direction de la Culture et du Patrimoine,

Article 2 : La régie est installée 14, rue de l'école de Pharmacie, 34000 Montpellier.

Article 3 : la régie paie les dépenses suivantes :

- Petit matériel, papeterie, livres, catalogues et documentation, travaux d'impression et tirages photos, petits travaux de graphisme, de maquettisme, d'arts appliqués, de décoration, de scénographie, petites prestations d'artistes, location de matériel audiovisuel, de véhicules, transports d'œuvres d'art, frais postaux.
- Frais de réception, déplacement, hébergement, restauration, parking pour les artistes ou invités, billets d'entrée dans les musées et autres structures culturelles,
- Acompte sur contrats de cession,

Article 4 : Les dépenses désignées à l'article 3 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- Chèques
- Numéraire
- Carte bleue

Article 5 : Un compte de dépôt de fond sera ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public

Article 6 : Ce compte permet de payer les dépenses prévues à l'article 3.

Article 7 : Le montant maximum de l'avance est fixé à 4 000 €.

Article 8 : le régisseur verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses tous les mois et avant que le maximum de l'avance ne soit atteint.

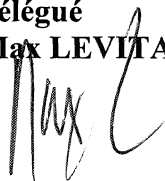
Article 9 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précité dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur

Article 10 : Le régisseur est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 11 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente Décision.

Montpellier, le 26/7/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA



Publiée le : 27/7/2012

Notifiée le :

Ville de

Montpellier



**Direction Finances et
Contrôle de Gestion**
Service Gestion Budgétaire
et Comptable

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/310

Direction de la Culture et du Patrimoine
**Création d'une régie d'avance pour l'organisation des
spectacles pour le Théâtre Jean Vilar**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 13/07/2012,
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

Que dans le cadre des manifestations organisées par la Ville de Montpellier, pour les spectacles organisés par le Théâtre Jean Vilar, il est fait appel à des intermittents du spectacle, et qu'une optimisation des délais de paiement au GUSO (Guichet Unique du Spectacle Occasionnel) en vue d'éviter des pénalités de retard onéreuses doit être mise en place, il convient d'établir une régie d'avance pour le paiement des salaires et charges des intermittents du spectacle.

Décide en conséquence :

Article 1 : Il est instauré une régie d'avances pour le paiement des charges sociales au GUSO (Guichet Unique du Spectacle Occasionnel) et pour le paiement des salaires aux intermittents du spectacle.

Article 2 : La régie est installée dans les locaux du Théâtre Jean Vilar, 155 avenue de Bologne, 34 080 Montpellier.

Article 3 : la régie paie les dépenses suivantes :

- salaires aux intermittents du spectacle et charges sociales au GUSO pour les prestations des intermittents du spectacle.
- **Acomptes sur les contrats de cession du droit d'exploitation de spectacle.**

Article 4 : Les dépenses désignées à l'article 3 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- Chèques
- Numéraire

Article 5 : Un compte de dépôt de fond sera ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public

Article 6 : Ce compte permet de payer les dépenses prévues à l'article 3

Article 7 : Le montant maximum de l'avance est fixé à **20 000 €**

Article 8 : le régisseur verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses tous les mois et avant que le maximum de l'avance ne soit atteint.

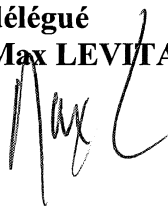
Article 9 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précité dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur

Article 10 : Le régisseur est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 11 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente Décision.

Montpellier, le 26/7/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA



Publiée le : 27/7/2012
Notifiée le :

Ville de

Montpellier



**Direction Finances et
Contrôle de Gestion**
Service Gestion Budgétaire
et Comptable

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/311

Direction de la Culture et du Patrimoine
Modification de la régie d'avance pour la
rémunération des intermittents du spectacle

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la Décision 2011/349 du 29 mai 2011 relative à la création de la régie d'avances du GUSO Direction de la Culture et du Patrimoine,
- Vu la Décision 2011/0580 du 24 janvier 2012 relative à l'augmentation du montant de l'avance,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 13/07/2012,
- Vu l'arrêté n°2009/05 du 3 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

que dans le cadre du bon fonctionnement de la régie du GUSO (Guichet Unique du Spectacle Occasionnel), il convient de modifier les actes précédents en augmentant le montant de l'avance et élargissant les dépenses autorisées.

Décide en conséquence :

En conséquence, la rédaction de l'acte est la suivante :

Article 1 : Il est instauré une régie d'avances pour le paiement des charges sociales au GUSO (Guichet Unique du Spectacle Occasionnel) et pour le paiement des salaires aux intermittents du spectacle.

Article 2 : La régie est installée dans les locaux de la Direction de la Culture et du Patrimoine 1 place Georges FRECHE, 34000 Montpellier.

Article 3 : la régie paie les dépenses suivantes :

- Salaires aux intermittents du spectacle et charges sociales au GUSO pour les prestations des intermittents du spectacle.
- Acomptes sur les contrats de cession du droit d'exploitation de spectacle.

Article 4 : Les dépenses désignées à l'article 3 sont payées selon les modes de règlement suivants :

- Chèques
- Virement

Article 5 : Un compte de dépôt de fond est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public

Article 6 : Ce compte permet de payer les dépenses prévues à l'article 3

Article 7 : Le montant maximum de l'avance est fixé à 20 000 €

Article 8 : le régisseur verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des pièces justificatives de dépenses tous les mois et avant que le maximum de l'avance ne soit atteint.

Article 9 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précité dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur

Article 10 : Le régisseur est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 11 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente Décision.

Montpellier, le 26/7/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 27/7/2012
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/312

**ATTRIBUTION DE TITRES DE TRANSPORT TAM aux
élèves des écoles, aux enfants des A.L.S.H et aux agents de
la Ville pour des déplacements infra agglomération**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°42/2009 du 31 Mars 2009 donnant délégation à Monsieur Jean-louis GELY.

Considérant :

- Qu'il est nécessaire d'assurer le transport des participants aux activités des centres de loisirs, des élèves et agents des écoles et des services de la Ville, lors de déplacements infra agglomération,
- Que le besoin de la Ville de Montpellier est spécifique compte tenu du nombre d'agents, d'écoles et d'A.L.S.H, et du nombre de sites différents,
- Que pour répondre à ce besoin spécifique en transport, les déplacements se feront dans l'agglomération en tramway ou en bus,
- Que la société des Transports de l'Agglomération de Montpellier (TAM) est l'unique prestataire pour ce type de transport, mais aussi celui qui répond le mieux aux besoins de la Ville,
- Que le Code des Marchés Publics, Article 35 – II – 8, prévoit la possibilité de conclure, sans publicité et sans mise en concurrence, les marchés qui ne peuvent être confiés qu'à un opérateur économique déterminé pour des raisons techniques, artistiques ou tenant à la protection de droits d'exclusivité,

Décide en conséquence :

- D'attribuer pour l'année 2012 le marché 2M421 à la société des Transports de l'Agglomération de Montpellier (TAM), société spécialisée exclusive pour ce marché, pour un montant minimum de 62 620,00 € HT et maximum de 92 524,00 € HT.
- D'autoriser Mme le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville : Nature 6247.

Montpellier, le 23/03/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Jean-Louis GELY

Publiée le :
Notifiée le :

ASSURANCE
Contrat Dommages aux Biens
souscrit auprès de la SMACL
Avenant n°2

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- Que le contrat garantissant les bâtiments communaux prévoit une prime annuelle révisable à l'échéance annuelle selon l'évolution de la superficie des bâtiments au cours de l'exercice écoulé ;
- Que la superficie au 31 décembre 2011 est de l'ordre de 490 906 m² ce qui porte à 487 911,47€ HT le montant de la prime pour l'exercice 2012;
- Que l'application des critères de révision fait ressortir une prime de réactualisation de 52 738,98€ ;
- Que notre assureur nous fait parvenir l'avenant n° 2 entérinant les modifications intervenues ;

Décide en conséquence :

- d'adopter l'avenant n°2 fixant la superficie des bâtiments à 490 906 m² et la prime de régularisation à 52 738,98€

Montpellier, le 16/7/2012

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué**
Max LEVITA

Publiée le : 17/7/2012
Notifiée le :





Direction de la
Communication
Direction de la
Communication

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/314

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour l'hébergement, la maintenance corrective
et la réalisation des maquettes graphiques des sites
évènementiels de la ville**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2011/2176 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire pour l'hébergement, la maintenance corrective et la réalisation de maquettes graphiques des sites de la ville de Montpellier ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 11/06/2012;
- Conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, la société Choosit a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société Choosit pour un montant minimum de 6 000 € et un montant maximum de 29 000 € pour une période de 1 an à compter de la notification; avec possibilité de reconduction 2 fois ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement, chapitre 920;

Montpellier, le 31/7/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 01/08/2012
Notifiée le :

**Marché négocié de prestations de service avec le club
de haut niveau
SASP Montpellier Rugby Club
Autorisation de signature**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2011/2208 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Patrick VIGNAL, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- qu'il y a lieu d'acquiescer des prestations dans le cadre d'une démarche de promotion du sport en général et du rugby en particulier, pour les rencontres de haut niveau organisées à Montpellier, saison 2012-2013. Cette démarche contribue à fédérer localement les échanges d'expérience et d'expertise entre le monde de l'entreprise et le monde associatif. Ces prestations bénéficieront aux invités institutionnels, aux collaborateurs de la Collectivité, aux membres du tissu associatif, ainsi qu'aux partenaires ;
- qu'à la suite d'une consultation en date du 8 juin 2012, faite auprès du Club, seul prestataire habilité, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, il a été décidé d'attribuer à la SASP Montpellier Rugby Club, le marché 2M9002201, pour l'ensemble des services à exécuter, soit 30 abonnements en loge comprenant notamment des places dans la loge centrale et les prestations, pour un montant total de 135 000 € H.T. soit 142 996.80 T.T.C.

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché précité à la SASP Montpellier Rugby Club pour un montant de 135 000 € H.T. soit 142 996.80 T.T.C ;
- d'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget 2012 de la Ville nature 6042 fonction 9240 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 31/7/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Patrick VIGNAL

Publiée le : 01/08/2012
Notifiée le :

**MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE RELATIF A
LA CREATION ET LA GESTION D'UN MARCHE A
LA BROCANTE DANS LES JARDINS DU PEYROU**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté du n°2009-23 du 31 mars 2009, donnat délégation de signature à M. Marc DUFOUR, Adjoint Délégué.

Considérant :

- Que la Ville souhaite mettre en place un marché à la brocante et antiquités qui portera le nom de « Dimanches du Peyrou » tous les dimanches dans les jardins du Peyrou ;
- Qu'étant donné la spécificité de ce type de manifestations, la Ville souhaite l'assistance d'un prestataire spécialisé qui aidera la Ville dans la création et la gestion du marché ;
- Qu'à la suite de la consultation lancée par la Ville, en application de l'article 28 du Code des Marchés Public du 14 mai au 31 mai 2012, l'offre de Mme Camille CATTAN, commerçante professionnelle, s'est révélée économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n°2M63 4 relatif à la création et la gestion d'un marché à la Brocante et Antiquités à Madame Camille CATTAN, commerçante professionnelle, pour une durée d'un an renouvelable 3 fois, pour un montant de 14 214.05€ HT par an soit 17 000 € TTC ;
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs à la préparation, la passation, l'exécution ou le règlement du marché ;
- De dire que la dépenses sera imputée sur les crédits inscrits au budget des Affaires Economiques au titre de l'année 2012, CRB 127 – nature 6233

Montpellier, le 01/08/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Philippe THINES
Adjoint au Maire

Publiée le : 02/08/2012

Notifiée le :

**Marché négocié de prestations de service avec le club
de haut niveau
SASP Montpellier Hérault Sport Club
Autorisation de signature**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2011/2208 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Patrick VIGNAL, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- qu'il y a lieu d'acquiescer des prestations dans le cadre d'une démarche de promotion du sport en général et du football en particulier, pour les rencontres de haut niveau organisées à Montpellier, saison 2012-2013. Cette démarche contribue à fédérer localement les échanges d'expérience et d'expertise entre le monde de l'entreprise et le monde associatif. Ces prestations bénéficieront aux invités institutionnels, aux collaborateurs de la Collectivité, aux membres du tissu associatif, ainsi qu'aux partenaires ;
- qu'à la suite d'une consultation en date du 8 juin 2012, faite auprès du club, seul prestataire habilité, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, il a été décidé d'attribuer à la SASP Montpellier Hérault Sport Club, le marché 2M9042201, pour l'ensemble des services à exécuter, soit 28 places avec prestations de loge, la panneautique sur le stade, et des abonnements en tribune (67 places au total) pour un montant total de 110 510 € H.T., soit 129 130 € T.T.C.

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché précité à la SASP Montpellier Hérault Sport Club pour un montant total de 110 510 € H.T., soit 129 130 € T.T.C. ;
- d'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget 2012 de la Ville nature 6042 fonction 9240 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 31/7/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Patrick VIGNAL

Publiée le : 01/08/2012

Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/318

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée: Création et déclinaisons de l'identité visuelle,
de la charte graphique et de la signalétique de la
Panacée, Art et culture contemporaine**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué

Considérant :

- Qu'il convient de créer et de décliner l'identité visuelle, la charte graphique et la signalétique du centre d'art contemporain la Panacée ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, en date du 28 mars 2012, la société ABRèGe SARL, Kidnap your Designer, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à ABRèGe SARL, Kidnap your Designer, 50 bis rue du Faubourg Figuerolles, 34070 Montpellier, pour un montant de 23 010.00 € HT ;
- De dire que ce montant inclut la rémunération forfaitaire de 1 200 .00 € TTC versée à chacun des quatre candidats retenus pour la phase 2 de la consultation ;
- Que cette somme sera donc également versée aux agences Trafik, E+K et Devalence, candidats non retenus à l'issue de la procédure ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 28/08/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le :
Notifiée le :



Direction de la Culture et
du Patrimoine
Service Administration

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/319

Théâtre Jean Vilar, saison 2012-2013
Contrat de cession du droit d'exploitation de spectacle

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué

Considérant :

- Que la Ville a défini la programme de la saison 2012-2013 du Théâtre Jean Vilar
- Que ce programme comporte le spectacle *Paroles gelées*, par la Compagnie Air de Lune, qui sera présenté du 27 au 29 novembre 2012 ;
- Que, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, compte tenu des circonstances, ce marché (2M1236) peut être passé sans publicité ni mise en concurrence préalables, pour un montant global de 29 922.60 € HT ;

Décide en conséquence :

- D'approuver la signature du contrat de cession du droit d'exploitation du spectacle *Paroles gelées* avec la Compagnie Air de Lune, pour un montant de 23 500 € HT ;
- De dire que seront également pris en charge les frais de transport des décors, les défraiements et frais de déplacement des artistes et techniciens, pour un montant de 6 422.60 € HT
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 28/05/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le :
Notifiée le :

Réf. : cal_pg_271112

CONTRAT DE CESSION DU DROIT D'EXPLOITATION D'UN SPECTACLE

ENTRE LES SOUSSIGNES

Raison sociale : **Ville de Montpellier**
Adresse : Théâtre Jean Vilar
155, rue de Bologne
34080 MONTPELLIER
N° siret : 213 401 72 20 00 11
N° Licence et catégorie: 1- 1030066 / 3- 1027742
N° TVA Intracommunautaire :
Représenté par Hélène MANDROUX,
en sa qualité de Maire
Tél : 04 67 40 41 39

Ci-après dénommé **l'Organisateur**, d'une part
ET

Cie Air de Lune
Adresse : 8 bis rue Martel
75010 PARIS
N° siret : 479 363 228 00020
N° Licence et catégorie : 2-1038892
N° TVA Intracommunautaire: FR94479363228
Représenté par Antoine Gautier
en sa qualité de Président
Tél : 0951905034
email : cie.airdelune@gmail.com

Ci-après dénommé le **Producteur**, d'autre part

Il est exposé ce qui suit :

A- Le PRODUCTEUR dispose du droit de représentation en France (ou dans le pays concerné par la tournée) du spectacle suivant, pour lequel il s'est assuré le concours des artistes nécessaires sa présentation :

PAROLES GELEES par Jean Bellorini - Cie Air de Lune

B- L'ORGANISATEUR s'est assuré de la disposition de la salle suivante :

Lieu : Théâtre Jean Vilar - Montpellier 155, rue de Bologne 34080 MONTPELLIER

En aucun cas, l'ORGANISATEUR ne pourra changer, ni le lieu, ni le dispositif scénique du spectacle, sans l'accord écrit du PRODUCTEUR.

Ceci exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

AG

PREMIERE PARTIE : CONDITIONS D'ENGAGEMENT

Article 1 : OBJET DU CONTRAT

Le PRODUCTEUR s'engage à donner, dans les conditions définies ci-après et dans le cadre du présent contrat de cession d'exploitation du spectacle :

PLUSIEURS REPRÉSENTATIONS, sur le lieu précité :

Représentation 1 :

Date : mardi 27 novembre 2012

Représentation 2 :

Date : mercredi 28 novembre 2012

Représentation 3 :

Date : jeudi 29 novembre 2012

Article 2 : OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

LE PRODUCTEUR fournira le spectacle entièrement monté et assumera la responsabilité artistique des représentations. La fiche technique du spectacle sera remise à l'ORGANISATEUR. Celle-ci, annexée au présent contrat, fait partie intégrante du contrat.

En qualité d'employeur, il assurera les rémunérations, charges sociales et fiscales comprises, de son personnel attaché au spectacle. Le PRODUCTEUR est responsable, en ce qui concerne son personnel, de l'application de la législation du travail. Il lui appartiendra notamment de solliciter, en temps utile, auprès des autorités compétentes, les autorisations pour l'emploi, le cas échéant, de mineurs ou d'artistes étrangers dans le spectacle.

Le spectacle comprendra les décors, costumes, meubles et accessoires et d'une manière générale tous les éléments nécessaires à sa représentation.

Le PRODUCTEUR prendra en charge :

- l'organisation du transport du décor, costumes et accessoires,
- l'organisation des voyages pour l'ensemble de son personnel nécessaire,
- l'organisation des défrailements pendant toute la durée du séjour pour l'ensemble du personnel artistique, technique et administratif.
- les éventuels droits voisins.

La fiche technique du lieu de représentation cité en préambule (paragraphe B) fait partie intégrante du contrat liant le PRODUCTEUR et la Ville de Montpellier.

Sur la base de cette fiche technique, le PRODUCTEUR déclare que son spectacle peut être installé dans de bonnes conditions de représentation à dans le lieu précédemment cité.

Si le PRODUCTEUR estime nécessaire d'utiliser des matériels et équipements autres que ceux dont dispose l'ORGANISATEUR dans son parc de matériels (par référence au paragraphe B du préambule), il doit, lui-même et à ses frais, en effectuer la location ou l'achat, le transport, l'assurance, la mise en place et l'enlèvement. De plus, tous les frais de consommables (piles, artifices, gélatines, etc.), d'accessoires spécifiques au spectacle ainsi que les frais de pressing ou d'entretien divers, seront à la charge unique du PRODUCTEUR. L'ORGANISATEUR pourra au titre du PRODUCTEUR en assurer la commande et la livraison et refacturera en suivant l'ensemble des frais engagés sur présentation de facture.

Les éventuels surcoûts occasionnés par des prestations ou des personnels supplémentaires, et en particulier les indemnités qui pourraient être déclenchées par l'apparition à vue du public de techniciens de l'ORGANISATEUR, restent à la charge unique du PRODUCTEUR.

Le PRODUCTEUR déclare bénéficier d'un subventionnement public, à ce titre l'ORGANISATEUR est exonéré de la taxe parafiscale sur les spectacles. Il fournira en annexe de ce contrat une attestation pour faire valoir ce que de droit.

Ab

Le PRODUCTEUR, atteste que le spectacle précité a été représenté moins de 141 fois au sens défini par l'Article 76 ter, annexe 3, du CGI.

L'ORGANISATEUR prend en charge les frais liés au montage, aux représentations et démontage.

Si le PRODUCTEUR désire effectuer des services supplémentaires que ceux prévus dans la fiche technique validée par les services techniques réciproques de l'ORGANISATEUR et du PRODUCTEUR, il en assumera seul l'ensemble des coûts : frais de personnel et d'ordre de marche du théâtre, défrailements des équipes immobilisées.

Article 3: OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

L'ORGANISATEUR fournira le lieu de représentation en ordre de marche, à compter du dimanche 25 novembre 2012, y compris le personnel nécessaire aux déchargement et rechargement, montage et démontage, et au service de raccords et des représentations. Il assurera en outre le service général du lieu : location, accueil, billetterie, encaissement et comptabilité des recettes et service de sécurité.

En qualité d'employeur, il assurera les rémunérations, charges sociales et fiscales, de son personnel.

L'ORGANISATEUR aura à sa charge les droits d'auteurs et des compositeurs, et en assurera le paiement.

Article 4 : ASSURANCES

Le PRODUCTEUR est tenu d'assurer contre tous les risques tous les matériels et objets lui appartenant ou appartenant à son personnel.

L'ORGANISATEUR assure sous sa responsabilité, la sécurité du spectacle. Il déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés aux représentations du spectacle dans son lieu, dont il atteste la conformité vis-à-vis des prescriptions légales ou réglementaires en matière de sécurité.

Article 5 : MONTAGE-DEMONTAGE-REPETITIONS

Le lieu de représentation sera exclusivement à la disposition du PRODUCTEUR, à partir du dimanche 25 novembre 2012, pour permettre d'effectuer le montage, les réglages, répétitions, raccords et les représentations.

Le démontage et le rechargement seront effectués le jeudi 29 novembre 2012, à l'issue de la dernière représentation.

Les fiches techniques font partie intégrante du présent engagement. La fiche technique du spectacle sera annexée au présent contrat du droit d'exploitation du spectacle et signée par les parties.

DEUXIEME PARTIE : COMMUNICATION

Article 6 : COMMUNICATION ARTISTIQUE

Le PRODUCTEUR fournira à la demande de l'ORGANISATEUR, et minimum trois mois avant les représentations, tous les éléments nécessaires pour la publicité du spectacle et plus précisément :

- Texte de présentation du spectacle et distribution complète
- Note d'intention
- Biographies des artistes
- Revue de presse
- Photos en paysage et portrait libres de droits avec mentions obligatoires
- Photos numérisées pour diffusion via internet format JPEG haute définition

Article 7 : PUBLICITE

En matière de publicité et d'information dont il prendra l'entière charge, l'ORGANISATEUR respectera l'esprit général de la documentation fournie par le PRODUCTEUR.

Il veillera à respecter les mentions obligatoires :

Coproduction Compagnie Air de Lune, Théâtre National de Toulouse Midi-Pyrénées (production déléguée à la création), TGP-CDN de Saint-Denis, Arc en Scènes/TPR (La Chaux de Fonds). En partenariat avec le 104 - Établissement artistique de la Ville de Paris et le Bureau formART. Avec le soutien du Ministère de la Culture et de la Communication-DRAC Île-de-France, d'Arcadi et du Conseil Général de Seine-Saint-Denis. Jean Bellorini est artiste invité du Théâtre national de Toulouse Midi-Pyrénées de 2011 à 2013. La Cie Air de Lune est accueillie en résidence au TGP-CDN de Saint-Denis de 2011 à 2013.

AG

Article 8 : ENREGISTREMENTS - PHOTOGRAPHIES

En dehors d'un usage dans des émissions d'information locales et/ou nationales radiophoniques ou/et télévisées d'une durée de 3 minutes au plus, qui devront être convenues à l'avance d'un commun accord, tout enregistrement, sonore ou visuel, même partiel ou/et à usage privé, du spectacle, objet du présent contrat, est interdit. Les prises de vues photographiques (avec ou sans flash) sont interdites sans accord préalable du PRODUCTEUR.

Article 9 - INVITATIONS

L'ORGANISATEUR mettra à la disposition du PRODUCTEUR 10 places gratuites pour chaque représentation. Par ailleurs, l'ORGANISATEUR s'engage à fournir des places détaxées à tous les membres de l'équipe du PRODUCTEUR qui en feraient la demande.

TROISIEME PARTIE : CONDITIONS FINANCIERES

Article 10 - PRIX DES PLACES

Le prix des places sera fixé par l'ORGANISATEUR.

La capacité de la salle est de 400 places.

Le montant de la recette issue de la vente des billets d'entrée aux représentations du spectacle susnommé, sera entièrement acquis à l'ORGANISATEUR.

Article 11 : CONDITIONS FINANCIERES

L'ORGANISATEUR s'engage à verser au PRODUCTEUR, en contrepartie de ce qui précède, sur présentation de facture, la somme de :

Cession	23500.00 EUR
Frais annexes	6422.60 EUR
Total HT	29922.60 EUR
Total TVA	2094.58 EUR
Total TTC	32017.18 EUR

Les frais annexes correspondent aux transports du décor, voyages et défrailements complets des personnes attachées à la production (**détails en annexe**).

L'ORGANISATEUR prendra en charge l'hébergement des personnes attachées à la production dans un hôtel (deux étoiles minimum), si possible proche du lieu de représentation (**détails en annexe**).

Article 12 : MODALITES DE REGLEMENT

Le règlement des sommes dues au PRODUCTEUR (cf. Article 11) soit **32 017.18 EUR** (TRENTE-DEUX MILLE DIX-SEPT EUROS DIX-HUIT CENTIMES) sera effectué à l'issue de la représentation par chèque établis à l'ordre de Cie Air de Lune ou par virement bancaire. Un récépissé de l'ordre de virement sera remis le jour même au représentant du PRODUCTEUR. Dans le cas de règlement par virement bancaire, l'ordre de virement du solde sera impérativement effectué le jour même de la représentation, sur le compte suivant:

Banque 30066 Guichet 10751 N°compte 00010771801 Clé 64 Domiciliation: CIC Paris La Villette IBAN FR76 3006 6107 5100 0107 7180 164

QUATRIEME PARTIE : DIVERS

Article 13 : DISPOSITIONS PARTICULIERES

- Les avenants font partie intégrante du contrat et doivent être scrupuleusement respectés.
- Pour être valable, ce contrat devra être renvoyé signé dans le mois qui suit la date de rédaction au PRODUCTEUR.

Article 14 : ANNULATION DU CONTRAT

Le présent contrat se trouverait suspendu ou annulé de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure par la loi et la jurisprudence.

Le défaut ou le retrait des droits de représentation à la date d'exécution du présent contrat entraînerait sa résiliation

AG

de plein droit pour inexécution de la clause essentielle du paragraphe A de son exposé.

Toute annulation du fait de l'une des parties entraînerait pour la partie défaillante l'obligation de verser à l'autre une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière.

Le non respect de la fiche technique entraînerait l'annulation du contrat à la charge de l'Organisateur.

Article 15 : COMPETENCE JURIDIQUE

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Paris, mais seulement après épuisement des voies amiables (conciliation, arbitrage, etc).

Fait en deux exemplaires originaux à PARIS,
le 28/06/12

Nombre de mots rayés :

Nombre de mots rajoutés :

Lu et approuvé, bon pour accord

L'Organisateur (signature et cachet)

Le Producteur

*Lu et approuvé
bon pour accord*
Compagnie Air de Lune

8 bis rue Martel

75010 PARIS - FRANCE

Tél. 09 51 90 50 34 - Fax 01 79 75 70 23

SIREN 479 383 228 - Association Loi 1901

AG

490

AVENANT AU CONTRAT DE CESSION DU DROIT D'EXPLOITATION DU SPECTACLE TEMPETE SOUS UN CRANE

ENTRE LES SOUSSIGNES

Raison sociale : **la Ville de Montpellier**
Adresse : Théâtre Jean Vilar
155, rue de Bologne
34080 MONTPELLIER
N° siret : 213 401 72 20 00 11
N° Licence et catégorie: 1- 1030066 / 3- 1027742
N° TVA Intracommunautaire :
Représenté par Hélène MANDROUX,
en sa qualité de Maire
Tél : 04 67 40 41 39

Ci-après dénommé **l'Organisateur**, d'une part
ET

Cie Air de Lune
Adresse : 8 bis rue Martel
75010 PARIS
Île-de-France, Paris - France
N° siret : 479 363 228 00020
N° Licence et catégorie : 2-1038892
N° TVA Intracommunautaire: FR94479363228
Représenté par Antoine Gautier
en sa qualité de Président
Tél : 0951905034
email : cie.airdelune@gmail.com

Ci-après dénommé le **Producteur**, d'autre part

Il est exposé ce qui suit :

Selon l'article 11 du contrat de cession, l'ORGANISATEUR prendra en charge, sur présentation de facture du PRODUCTEUR, le remboursement des frais afférents suivants :

Transport décor -max 50 m3: 1 670,00 €
(selon devis effectué par la SOVIETE TAS)

Voyages équipes artistique : 2 512,50 €

		Prix	
15	A/R Paris-Montpellier	150,60 €	2 259,00 €
3	ALLER Alès-Montpellier (moitié du prix)	9,20 €	27,60 €

AG

3 RETOUR 75,30 € 225,90 €
 Montpellier-Paris

Hébergement : Pris en charge directe par le théâtre

3 chambres le 24 novembre 2012
3 chambres le 25 novembre 2012
7 chambre le 26 novembre 2012
17 chambres le 27 novembre 2012
16 chambres le 28 novembre 2012
16 chambres le 29 novembre 2012

Défraiements repas : 2 240,10 €

131 x 17, 10 € (minimum syndical)

Total frais annexes à la cession : 6 422,60 €

Fait en deux exemplaires originaux à PARIS,
le 28/06/12

L'Organisateur (signature et cachet)


Compagnie de Lune
8 bis rue Martel
75010 PARIS - FRANCE
Tél. 09 51 90 50 34 - Fax 01 79 75 70 23
SIREN 479 303 220 - Association loi 1901

Théâtre Jean Vilar, saison 2012-2013
Contrat de cession du droit d'exploitation de spectacle

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville a défini le programme de la saison 2012-2013 du théâtre Jean Vilar du 1^{er} septembre au 31 décembre 2012 ;
- Que ce programme comporte le spectacle *Les Témoins*, produit par la Compagnie Adesso e Sempre et présenté du 4 au 11 octobre 2012 ;
- Que, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, compte tenu des circonstances, ce marché (mapa 2M1234) peut être passé sans publicité ni mise en concurrence préalables, pour un montant global de 21 668.90 € HT ;

Décide en conséquence :

- D'approuver la signature du contrat de cession du droit d'exploitation du spectacle *Les Témoins* pour un montant de 20 000 € HT ;
- De dire que seront également pris en charge les défraiements, déplacements et frais de transports des artistes et techniciens, pour un montant de 1 668.90 € HT ;
- D'imputer la dépense correspondante sur le budget 2012 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 28/08/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le :
Notifiée le :

CONTRAT DE CESSIION DU DROIT D'EXPLOITATION D'UN SPECTACLE

(Article 279 b bis du CGI)

Entre les soussignés :

Raison Sociale : **La Ville de Montpellier** Direction de la Culture et du Patrimoine – **Théâtre Jean Vilar**

Téléphone : 04 67 40 28 65

Fax : 04 67 40 41 39

Email : administration-theatre.jvilar@ville-montpellier.fr

SIRET : 213 401 72 2017 87/APE : 751 A

Licences : 1- 10486.94

Représentée par Madame Hélène MANDROUX, Maire, agissant ès-qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2009 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Madame le Maire ci-après désignée par le terme « L'Organisateur ».

Ci-après dénommé l' ORGANISATEUR,

d'une part,

Et

Raison Sociale : **ADESSO E SEMPRE Association loi 1901**
Adresse : 42 Rue Adam de Craponne 34000 MONTPELLIER
Courriel : nc@adessoesempre.com
code APE : 9001Z
n° TVA intra. : FR 71388953077
N° Siret : 388 953 077 00053
N° licence : 2-1038343 et 3-1038344 délivrée à Josette Papini 15/09/2010

N°URSSAF: 340000001621107046 -N° AUDIENS: 960110/01

N° pôle emploi : 80002900297 - N°C.S : 79857001N - N°FNAS : 388953077/960110

Représentée par Madame Josette Papini, en sa qualité de Présidente

Ci-après dénommé le **PRODUCTEUR**,

d'autre part,

Il est exposé ce qui suit :

A- Le **PRODUCTEUR** s'est assuré le concours des artistes nécessaires à la représentation du spectacle suivant :

LES TEMOINS

de Julien BOUFFIER

Mise en scène : Julien BOUFFIER

durée : 1h20 environ

Le **PRODUCTEUR** dispose des droits de représentation de ce spectacle en France.

B - L'ORGANISATEUR s'est assuré de la disponibilité de :

La Cour de la Maison pour tous Léo Lagrange située au 155 Rue de Bologne à Montpellier.

Dont le PRODUCTEUR déclare connaître et accepter les caractéristiques techniques après avoir eu connaissance de la fiche technique du lieu précité.

En aucun cas, l'ORGANISATEUR ne pourra changer le lieu du spectacle sans l'accord écrit du PRODUCTEUR.

C – Les deux parties disposent des autorisations nécessaires pour employer du personnel et s'acquittent de leurs obligations fiscales et sociales en la matière.

Ceci exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET

Le PRODUCTEUR s'engage à donner, dans les conditions définies ci-après, et dans le cadre du présent contrat de cession d'exploitation du spectacle, 5 représentations,

jeudi 4 octobre 2012 à 20h

vendredi 5 octobre à 20h

Mardi 9 octobre à 20h

Mercredi 10 octobre

Jeudi 11 octobre

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR

Le PRODUCTEUR fournira le spectacle entièrement monté et assumera la responsabilité artistique des représentations.

En qualité d'employeur, il s'engage irrévocablement à régler les rémunérations, charges sociales et fiscales comprises de son personnel attaché au spectacle (AUDIENS, URSSAF, Congés spectacles, FNAS, AFDAS...), ainsi que les éventuelles retenues à la source dues par les personnes qui ne sont pas fiscalement domiciliées en France. Le PRODUCTEUR est responsable, en ce qui concerne son personnel, de l'application de la législation du travail. Il lui appartiendra notamment de solliciter en temps utile, auprès des autorités compétentes, les autorisations pour l'emploi de mineurs ou d'artistes étrangers dans le spectacle, le cas échéant.

Le spectacle comprendra les décors, costumes, meubles et accessoires et d'une manière générale tous les éléments nécessaires à sa représentation.

Le PRODUCTEUR s'engage à ce que les acteurs (comédiens, metteur en scène, décorateur....) du projet, objet du présent contrat, prêtent leur concours aux interviews, rencontres et photos qui seraient nécessaires à l'information, à la promotion et à la publicité du spectacle.

Le Producteur fournira:

- la fiche technique et son planning
- les éléments nécessaires à la publicité du spectacle
- dans les meilleurs délais et autant que faire se peut préalablement à la signature du présent contrat, une copie des traités particuliers ou généraux conclus dans le cadre de la loi française du 3 juillet 1985 avec les Sociétés d'auteurs, les organismes de perception de droits voisins, les éditeurs... concernant ce spectacle.

Le PRODUCTEUR certifie :

- qu'à la fin de l'exploitation chez l'ORGANISATEUR, le spectacle, objet du présent contrat, aura été représenté moins de 141 fois au sens défini par l'article 89 ter, annexe 3, du GGI.

- que les décors, ou éléments de décors de son spectacle sont dûment ignifugés et réalisés dans les règles de l'art.

- que tous documents (photos, dossier de presse ...) remis à l'ORGANISATEUR sont exempts de droits et servitudes pour toute reproduction dans la presse, le programme, le site Internet

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

L'ORGANISATEUR prend à sa charge :

- le lieu de représentation en ordre de marche.
- le service général du lieu : location, accueil, billetterie, encaissement et comptabilité des recettes et service de sécurité,
- la publicité, en tenant compte des indications fournies par le PRODUCTEUR. L'ORGANISATEUR s'efforcera de respecter l'esprit général de la documentation fournie par le PRODUCTEUR. Il observera scrupuleusement les mentions obligatoires suivantes :

production : Compagnie Adesso e Sempre

coproduction : Théâtre Jean Vilar de Montpellier Ville de Montpellier DCP,

Théâtre Jean Vilar de Vitry-Sur-Seine

La Compagnie Adesso e sempre est subventionnée par :

Ministère de La Culture / DRAC L-R, Région L-R au titre des compagnies conventionnées

Département de L'Hérault, Ville de Montpellier.

La Compagnie Adesso e sempre est en résidence au Théâtre Jean Vilar de Montpellier et est en compagnonnage avec le Théâtre Jean Vilar de Vitry-Sur-Seine.

La création reçoit le soutien du Conseil Général du Val de Marne

- en qualité d'employeur, les rémunérations, charges sociales et fiscales, de son personnel,
- les droits des auteurs et des compositeurs et le cas échéant les droits voisins.

S'étant engagé à respecter la fiche technique, établie en accord avec les directions techniques des deux parties, il fournira le personnel nécessaire au fonctionnement du matériel ainsi qu'aux déchargement et rechargement, aux pré-montage, montage et démontage, et au service des répétitions et des représentations.

ARTICLE 4- PLACES

Le prix des places est fixé par l'Organisateur conformément au tarif qu'il pratique habituellement pour des spectacles du même type.

La capacité de l'ensemble du dispositif scénique est de 180 places maximum.

La capacité peut-être revue entre les deux parties et avec leur accord en fonction de l'avancée de la création de la pièce.

ARTICLE 5 – HEBERGEMENT – RESTAURATION – TRANSPORTS

Les frais d'hébergement, de restauration et de transports seront à la charge de l'ORGANISATEUR, suivant les modalités suivantes :

Repas au tarif SYNDEAC en vigueur

67 repas x 17,40 € H.T : 1 165,80 € H.T

et 9 petits déjeuners x 5,90 € H.T : 53,10 € H.T

pour un total de 1 218,90 € H.T, soit 1 304,22 T.T.C (T.V.A 7% : 85,32 €)

Déplacements :

1 billet SNCF Paris-Montpellier aller retour : 200 € H.T soit 214 € T.T.C (T.V.A 7 % 14 €)

Transport décor :

Location d'un camion 20m3 avec Gaz oil : 250 € H.T soit 267,50 € T.T.C (T.V.A 7% 17,50 €)

ARTICLE 6 – PRIX DE LA CESSION

L'ORGANISATEUR s'engage à verser au PRODUCTEUR, en contrepartie de la présente cession, sur présentation de facture, la somme de **23 185,72 € T.T.C** (Vingt Trois Mille Cent Quatre Vingt Cinq Euros et soixante et douze centimes).

Détails :

Prix de cession H.T : 20 000 €
Repas : 1 218,90 €
Déplacements et Transport : 450 €
T.V.A 7 % : 1 516,82 €
Total T.TC : 23 185,72 €

ARTICLE 7 – REGLEMENT

Le paiement s'effectuera en un règlement, la somme de **23 185,72 €** sera versée sur le compte bancaire ci-dessous au plus tard le 9 novembre 2011.

TITULAIRE DU COMPTE

ADESSO E SEMPRE

Domiciliation : CREDITCOOP MONTPELLIER

code banque 42559 Guichet 00034 N° Compte 21029224502 Clé 10

IBAN FR76 4255 9000 3421 0292 2450 210

ARTICLE 8 - INVITATIONS

L'ORGANISATEUR mettra à disposition du PRODUCTEUR 5 places exonérées par représentation.

L'ORGANISATEUR et le PRODUCTEUR conviennent que les professionnels de la programmation auront un accès gratuit aux représentations. Le PRODUCTEUR fournira les listes la veille de chaque représentation.

ARTICLE 9 - MONTAGE / REPETITIONS / EXPLOITATION / DÉMONTAGE

Le lieu de représentation sera à la disposition du PRODUCTEUR à partir du lundi **3 septembre** à 9 heures pour permettre d'effectuer le montage, des réglages et d'éventuels raccords.

Le démontage et le rechargement seront effectués à l'issue de la représentation.

ARTICLE 10 – ASSURANCES

L'ORGANISATEUR déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à l'exploitation du spectacle dans son lieu. Il déclare avoir notamment garanti contre les risques d'incendie tous les objets lui appartenant ou appartenant à son personnel. Il renonce à tout recours qu'il serait en droit d'exercer contre le PRODUCTEUR pour les dommages qu'il pourrait subir sur tous ces objets.

Dans le même temps le PRODUCTEUR est tenu d'assurer contre tous les risques, y compris lors du transport, le personnel, et tous les objets lui appartenant ou appartenant à son personnel. Le matériel qu'il utilisera – qu'il lui appartienne, soit loué ou prêté -sera assuré par ses soins contre l'incendie et le vol avec effraction, ou tout autre dégât dont les éventuelles dégradations subies par le lieu.

En cas d'accident du travail impliquant les employés du PRODUCTEUR, celui-ci est tenu d'effectuer les formalités légales.

ARTICLE 11 – ENREGISTREMENT - DIFFUSION

En dehors des émissions d'information radiophoniques et télévisées d'une durée de trois minutes au plus et de l'enregistrement éventuellement pratiqué par l'ORGANISATEUR à fin d'archive et utilisé exclusivement comme tel, tout enregistrement ou diffusion, même partielle du spectacle devra faire l'objet d'un accord particulier.

ARTICLE 12- REPORT, ANNULATION ET MANQUEMENT

Le PRODUCTEUR et L'ORGANISATEUR s'entendront sur un report de ou des représentations en cas d'intempéries empêchant le spectacle de se jouer.

Le présent contrat se trouverait suspendu ou annulé de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure. On entend, par cas de force majeure, des circonstances qui se sont produites après la signature du contrat, en raison de faits d'un caractère imprévisible et insurmontable et qui ne peuvent pas être empêchés par les cocontractants, notamment : catastrophes naturelles, guerre, insurrection, incendie. En cas de désir de reconduction du contrat après cessation des circonstances qui empêchent son exécution, les deux parties se réservent une nouvelle négociation. Le défaut ou le retrait des droits de représentation à la date d'exécution du présent contrat entraînerait sa résiliation de plein droit pour inexécution de la clause essentielle du paragraphe A de son exposé.

Toute annulation du fait de l'une des parties entraînerait pour la partie défaillante l'obligation de verser à l'autre une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière.

ARTICLE 13- COMPETENCE JURIDIQUE

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Montpellier, mais seulement après épuisement des voies amiables (conciliation, arbitrage, etc...)

Fait à Montpellier en deux exemplaires originaux, le 12 juin 2012

Pour l'ORGANISATEUR
La Ville de Montpellier
Pour Madame le Maire
L'Adjoint délégué

Pour le PRODUCTEUR

Josette Papini en qualité de Présidente



Lu et approuvé pour les 5 pages du contrat et les annexes.
Chaque page du présent contrat doit être paraphée par les deux parties.



Contentieux
Ville c/ M. JOHANN LECARPENTIER
Recours en annulation de l'arrêté n° PC 34172
11V0401 du 19/03/2012

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 19 mars 2012, Madame le Maire de MONTPELLIER a accordé à la SAS SOGEPROM SUD REALISATIONS un permis de construire afin d'entreprendre la construction d'un ensemble de 79 logements;
- Que M. JOHANN LECARPENTIER a déposé une requête en annulation (n°1202325-1) de l'arrêté, auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 18 mai 2012.
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 24/07/2012

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA**

Publiée le : 25/07/2012
Notifiée le :

**Ville de MONTPELLIER c/ M. ou Madame Lionel et
Catherine VAGNON
Recours en annulation de l'arrêté
n° PC 34172 11V0249**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 26 décembre 2011, Madame le Maire de MONTPELLIER a accordé à la SCI LE CLOS BANANAS un permis de construire afin d'entreprendre la construction d'un ensemble de 11 logements, 17 rue de la Figairasse ;
- Que M. et Madame Lionel et Catherine VAGNON ont déposé une requête en annulation (n°1202282-1) de l'arrêté, auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 21 mai 2012 ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le *24/7/2012*

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA**

**Publiée le : *25/7/2012*
Notifiée le :**

Contentieux
**Ville c/ Association La Ville où le soleil ne se couche
jamais et autres contre l'arrêté municipal du 27 avril
2012 fermant temporairement les établissements de
nuit de 2h à 6h**



Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que l'Association « *La Ville où le soleil ne se couche jamais* » et autres ont déposé un référé suspension (n°1202757-5) et un recours au fond contre l'arrêté du 27 avril 2012 imposant la fermeture des établissements de nuit de 2h à 6h du 04 mai au 30 septembre 2012 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 24/7/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 25/7/2012
Notifiée le :

MONTPELLIER / JEAN-MICHEL PIERRE
APPEL
Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que, par jugement du 7 mars 2012, le Tribunal administratif a rejeté les demandes de Monsieur Jean-Michel Pierre tendant à l'annulation de la décision du 28 mai 2010 et de l'arrêté du 20 juillet 2010 par lesquels le maire a prononcé son licenciement pour suppression de poste ainsi que ses demandes d'indemnisation ;
- Que, par requête n° 12MA01853, Monsieur Jean-Michel Pierre demande à la Cour Administrative d'Appel de Marseille d'annuler ledit jugement ;
- Que, dans ces conditions, il convient d'assurer la défense des intérêts de la Ville ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 24/7/2012

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA**

Publiée le : 25/7/2012

Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour la réalisation des travaux du lot 29 :
Courants Faibles du Futur Hôtel de Ville.
Autorisation de signer le marché.**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2181 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric Tsitsonis, Adjoint Délégué à l'économie et ressources du patrimoine.
- Vu la délibération en date du 8 janvier 2003, donnant mandat à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine pour les études et la réalisation du Nouvel Hôtel de Ville de Montpellier.

Considérant :

- Que par délibération du Conseil Municipal du 21 décembre 2006, la Ville de Montpellier a désigné le groupement d'entreprises FONTANIE - SOMITEG - JP ELEC pour la réalisation des travaux du lot 29 : Courants faibles ;
- Que pour l'achèvement des travaux d'anti-intrusion, doivent être réalisées des prestations complémentaires, qui compte tenu de la nécessaire compatibilité technique, ne peuvent être réalisées que par l'opérateur économique du marché initial ;
- Que dans le cadre du mandat confié par la Ville de Montpellier, la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine a passé, conformément à l'article 28 II du code des Marchés Publics, un marché public complémentaire sans publicité ni mise en concurrence pour réaliser ces travaux ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché complémentaire de travaux au groupement d'entreprises FONTANIE - SOMITEG - JP ELEC pour un montant de 15 770, 89 euros Hors Taxes sur une durée de 2 mois ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur le Directeur Général de la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine, à signer le marché avec le groupement d'entreprises et, plus généralement tout document relatif à cette affaire ;
- De dire que les sommes nécessaires à la réalisation des travaux seront imputées sur le budget 2012 de la Ville de Montpellier, Service Conduite d'Opérations : Nature 23 13 – Fonction 900 201 – Programme : 100

Montpellier, le 18/9/2012

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Frédéric TSITSONIS**



Publiée le : 19/9/2012
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/327

**ASSURANCE
RESPONSABILITE CIVILE DE LA COMMUNE
AFFAIRE CERVELLO**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que Monsieur CERVELLO a été victime d'un sinistre le 25 avril 2009 Boulevard Louis Blanc ;
- Que Monsieur CERVELLO impute à la Ville la responsabilité de ce sinistre et l'assigne devant le Tribunal Administratif par requête introductive d'instance ;

Décide en conséquence :

- De défendre dans cette affaire par l'intermédiaire d'AREAS Cabinet PNAS – 159 rue du Faubourg Poissonnière 75009 Paris – et de ses avocats en première instance, en appel et devant toutes juridictions qui auront à en connaître.

Montpellier, le 26/7/2012

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA**

Publiée le : 25/7/2012
Notifiée le :

**Centre Equestre de Grammont
Convention d'Occupation du domaine public
Ville-association Centre Equestre Montpellier
Grammont**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2011/2208 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Patrick VIGNAL, Adjoint au Maire ;
- Vu l'absence de Monsieur Patrick VIGNAL ;
- Vu l'arrêté n° 2009/20 du 31 mars 2009 en vertu duquel Monsieur FLEURENCE assure la suppléance de Mme le Maire ;

Considérant :

- que l'association Centre Equestre Montpellier Grammont utilise le Centre Equestre de Grammont composé d'un club house, une écurie, un manège couvert, une paillère couverte, une carrière découverte et une carrière poney;
- que la Ville souhaite continuer à promouvoir et développer les sports équestres ;
- que des actions privilégiées seront menées en direction des enfants scolarisés dans les écoles de la Ville de Montpellier afin de développer l'initiation et la pratique de l'équitation pour le plus grand nombre ;
- qu'une quarantaine de places seront proposées à titre gratuit aux enfants inscrits sur les stages Montpellier Sports pendant les vacances scolaires.

Décide en conséquence :

- de passer une convention d'occupation du domaine public concernant le centre équestre de Grammont avec l'association Centre Equestre de Montpellier Grammont pour une durée d'un an renouvelable par reconduction expresse au 1^{er} janvier de chaque année, et pour un montant de 3 000 € TTC annuel ;
- de dire que la convention annexée prendra effet au 1^{er} juillet 2012, et que la redevance pour l'année 2012 calculée au prorata temporis, s'élèvera à 1 500 € TTC ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 09/08/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur le Premier
Adjoint suppléant

Serge FLEURENCE

Publiée le : 10/08/2012
Notifiée le :

**INSTALLATIONS CENTRE EQUESTRE DE GRAMMONT
CONVENTION D'UTILISATION
VILLE de MONTPELLIER / « CENTRE EQUESTRE DE
GRAMMONT »**

Entre les soussignés :

La Ville de MONTPELLIER représentée par Madame Hélène MANDROUX, maire habilité à cet effet par décision en date du

Et

L'association « Centre Equestre de Montpellier Grammont », association loi 1901, déclarée en préfecture de Montpellier, dont le président en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes

Il a tout d'abord été exposé ce qui suit :

La commune possède un ensemble immobilier inscrit dans le domaine public de la Ville destiné à la pratique de l'équitation situé avenue Albert Einstein.

La commune a souhaité mettre cet équipement à la disposition de l'association « Centre Equestre de Montpellier Grammont ». L'installation sera largement ouverte aux Montpelliérains, et des stages de découverte de l'équitation seront réservés à la Ville de Montpellier selon les modalités fixées ci-après.

Ceci exposé, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1er : Dispositions générales

La Ville de Montpellier met à disposition de l'association « Centre Equestre de Montpellier Grammont », les équipements pour la pratique de l'équitation situés Albert Einstein, et des créneaux seront réservés à la Ville de Montpellier pour les écoles de la Ville et les stages proposés pendant les vacances scolaires.

Article 2 : Objet

La présente convention a pour objet l'occupation de :

- Un club house de 177 m²
- Une écurie avec 55 boxes aménagés
- Un manège couvert (300 m²)
- Une paillère couverte (300 m²)
- Une carrière découverte (60m x 80m)
- Une carrière poney (20x10)

Article 3 : Durée

La convention est établie pour une durée de un an à compter du jour où les installations seront mises à la disposition de l'occupant et renouvelable par reconduction expresse au 1^{er} janvier de chaque année.

Cette mise à disposition s'effectuera à la date d'établissement de l'état des lieux prévu à l'article 4 ci-après.

Article 4 : Entretien et maintenance des installations

L'occupant devra entretenir les installations et les maintenir en parfait état de fonctionnement afin qu'à l'expiration de la convention les lieux soient en l'état où il les aura trouvés, à l'exception toutefois du gros œuvre pour lequel il sera tenu compte des effets d'un usage normal excluant les détériorations accidentelles que l'occupant sera tenu de réparer.

Pour prévenir toute contestation à ce sujet, il sera établi par le Service des Sports de la Ville et contradictoirement avec l'occupant un état des lieux détaillé.

L'occupant ne pourra modifier les installations existantes ou procéder sous aucun prétexte à des aménagements supplémentaires sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite de la Ville.

Article 5 : Transformation et embellissement des locaux

Si des travaux devaient être réalisés par l'Association, ils le seraient suivant les règles de l'art et conformément aux réglementations relatives à la sécurité, l'urbanisme et l'hygiène. Ils devront en outre, dès le stade de leur projet, être soumis pour accord préalable à la Ville de Montpellier, sans préjudice des autorisations formelles à obtenir par ailleurs (permis de construire, autorisation d'ouverture de la commission de sécurité, etc...).

Tous les aménagements et installations faits par l'Association deviendront, sans indemnité, propriété de la Ville à la fin de l'occupation, à moins que la Ville ne préfère que les lieux soient rétablis dans leur état primitif.

Par ailleurs, l'association souffrira, sans indemnité, les travaux qui pourraient être entrepris par la Ville dans les locaux, pour quelque raison que ce soit et quelle qu'en soit la durée.

Article 6 : Charges

L'occupant aura à sa charge tous les frais nécessaires au bon fonctionnement des installations en matériel et personnel. Pour ce qui concerne les consommations d'eau, le montant de la redevance forfaitaire annuelle est fixé à l'article 9 de la présente convention.

Dans le cas où l'occupant n'assurerait pas la bonne tenue et le nettoyage des terrains, il serait procédé par le service des Sports de la Ville aux travaux de nettoyage et d'entretien qui s'imposent et ce, aux frais de l'occupant.

En cas de manquement renouvelé de l'occupant à ses obligations la résiliation de la présente pourra être prononcée par la Ville dans les conditions fixées à l'article 14 ci-après.

Article 7 : Modalités d'exploitation

Pour assurer l'exploitation, l'occupant pourra s'entourer du concours des personnes nécessaires à sa bonne marche, qu'il aura la charge de recruter et rémunérer sous sa seule responsabilité.

Il devra notamment satisfaire comme tout employeur aux obligations de toute nature prévues par la législation en vigueur et faire son affaire personnelle de tout conflit ou toute rupture de contrat de travail pour quelque cause que ce soit.

Article 8 : Transmission ou cession

La convention ne peut être ni transmise ni cédée à un tiers.

Article 9 : Règlement intérieur

Les modalités d'utilisation des installations seront définies par un règlement intérieur soumis à l'agrément préalable de la Ville. Un exemplaire de ce règlement intérieur devra être affiché dans le bureau d'accueil à la vue des utilisateurs des installations concédées.

Le cahier des réclamations prévu par le règlement intérieur devra être tenu à la disposition des usagers et présenté aux représentants de la Ville sur simple réquisition de cette dernière.

Article 10 : Redevance forfaitaire

L'occupant versera une redevance forfaitaire annuelle de fonctionnement d'un montant de : **3 000 €** couvrant les frais à la charge de l'occupant ainsi qu'il est dit à l'article 6.

Article 11 : Tarifs

Les tarifs pourront être révisés annuellement, à la demande des parties, dans le cadre des limites permises par la réglementation en vigueur ou à défaut, en fonction de la fluctuation des conditions économiques mesurée par l'indice « consommation des ménages urbains » publié par l'INSEE.

Article 12 : Utilisation

L'association propose d'animer le centre Equestre lors d'activités s'adressant à tous les Montpelliérains, notamment en direction des enfants scolarisés dans les écoles de la Ville de Montpellier.

De plus la Ville se réserve expressément le droit d'utiliser ces installations s'agissant de biens appartenant à son domaine public, pour des manifestations qu'elle aurait à organiser. L'association ne pourra pas réclamer une compensation pour les incidences découlant de ces manifestations, tant sur le plan financier que sur le fonctionnement du club.

Article 13 : Renonciation à recours – Assurances

L'occupant s'interdit tout recours contre la Ville à l'occasion d'accidents ou de sinistres quelconques, d'ordre matériel ou corporel, susceptibles de survenir à l'intérieur du terrain et des bâtiments faisant l'objet de la présente convention. Il devra en conséquence, souscrire auprès de compagnies solvables les assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité en tous domaines, les risques locatifs, ses propres biens et ses propres risques financiers, sans aucune limitation et fournir à la Ville les justificatifs nécessaires. Il s'oblige à garantir et relever la Ville de tout recours dont cette dernière pourrait faire l'objet au titre de l'exploitation telle que définie par la présente convention.

Article 14 : Contrôle de la Ville

La Ville pourra effectuer à tout moment, par l'intermédiaire de ses agents habilités, un contrôle de la bonne application du règlement intérieur et des dispositions de la présente convention.

Article 15 : Résiliation pour faute

En cas de retard dans le paiement de la redevance due à la Ville et en cas d'inobservation par l'occupant des obligations mises à sa charge ou en cas de faute, la présente convention pourra être résiliée de plein droit par la Ville sans indemnité, après une simple mise en demeure par lettre recommandée demeurée sans effet à l'expiration d'un délai de 30 jours et ce, sans préjudice des dommages auxquels la Ville pourrait prétendre du fait de cette résiliation.

Article 16 : Résiliation sans faute

La convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou de toute autre situation de droit qui l'imposerait.

En cas de force majeure, la présente convention sera résiliée d'office et de plein droit sans indemnité de part ni d'autre.

Chacune des parties pourra, en outre, mettre fin à la présente convention avant son terme à charge pour elle d'en demander la résiliation moyennant un préavis de deux mois donné par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le délai de préavis sera allongé de telle sorte que la présente convention ne soit pas résiliée en cours de saison sportive.

Article 17 : Publicité

Il ne pourra être fait de la publicité sur les terrains et installations qu'avec l'accord exprès de la Ville.

Le logo de la Ville de Montpellier qui sera utilisé en vertu de l'article se conformera strictement à la charte graphique en cours à la Ville de Montpellier

L'occupant s'engage à mentionner le logo de la Ville de Montpellier sur tous les supports et moyens d'information qu'il utilise, quelque soit le support.

Article 18 : juridiction compétente

Toutes les constatations qui pourraient naître de l'exécution de la présente convention seront du ressort exclusif du Tribunal Administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, le

Le Président de
l'association Centre Equestre de
Montpellier Grammont

Le Maire de la Ville de Montpellier

Hélène MANDROUX

(Cachet et signature)

ASSURANCE
Contrat Flotte Automobiles OR.201.590
Avenant de Régularisation Prime exercice 2011

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- Que le contrat garantissant les véhicules de la Ville prévoit une prime annuelle dont le montant est ajustable à l'échéance annuelle en fonction de l'évolution du parc automobiles ;
- Qu'au vu de l'évolution dudit parc au cours de l'année 2011, la prime définitive pour cet exercice est fixée à 153 131,40€ TTC et la prime de régularisation pour la période du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2011 à 422,34€ TTC;
- Que notre assureur nous fait parvenir l'avenant entérinant les modifications intervenues ;

Décide en conséquence :

- d'adopter l'avenant de régularisation pour l'exercice 2011 prévoyant le paiement d'une prime de 422,34€ TTC

Montpellier, le 22/08/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Philippe SAUREL
Adjoint au Maire

Publiée le :
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée**
**Anticipation et suivi en temps réel des événements
météorologiques**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2178 du 2 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe THINES, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville a besoin d'un outil de vigilance météorologique dans le cadre de la gestion des risques
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 et 72 du code des marchés publics, en date du 22 juin 2012,
- L'entreprise METEO FRANCE a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'entreprise **METEOFRANCE** pour un montant de 10 072,84 € HT pour une durée de un an.
- D'autoriser Madame le maire ou l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire,
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget plan 1 de la Ville.

Nature 2031

Fonction 816

Programme 11235

Montpellier, le 10/08/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe THINES

Publiée le :

Notifiée le :

Contentieux
Ville C/ Société Auxiliaire de Parcs Méditerranée
(SAPM)
Recours indemnitaire
Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2012/2014/T/TR du 23/07/2012 donnant délégation de signature à M. Serge FLEURENCE en l'absence de M. Max LEVITA, adjoint délégué,

Considérant :

- Que la Société Auxiliaire de Parcs Méditerranée a déposé auprès du Tribunal Administratif de Montpellier une requête visant à la condamnation de la Ville à lui verser une indemnité de 433 494,19 € HT au titre des préjudices subis dans le cadre de la gestion du Parking Pitot, notamment dans le cadre des expertises liées à la structure du bâtiment ;
- qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire ;

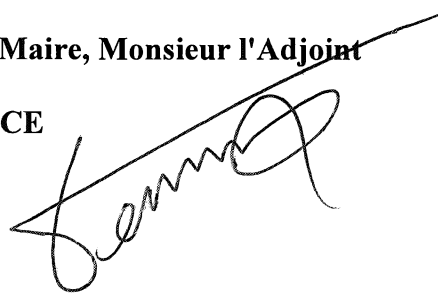
Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget 2010 de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le *13/8/2012*

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Serge FLEURENCE

Publiée le : *14/8/2012*
Notifiée le :





Référé provision
Ville c/ Société Auxiliaire de Parcs Méditerranée
(SAPM)
Appel
Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2012/2014/T/R du 23/07/2012 donnant délégation de signature à M. Serge FLEURENCE en l'absence de M. Max LEVITA, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Société Auxiliaire de Parcs Méditerranée (SAPM) a saisi le Tribunal Administratif d'un référé provision aux fins d'obtenir, à titre de provision, le versement de la somme de 433 494,19 € HT, au titre des préjudices subis par elle dans le cadre de la gestion du Parking Pitot qu'elle assure pour le compte de la Ville, notamment dans le cadre des expertises liées à la structure du bâtiment ;
- Que, par une ordonnance rendue le 24 juillet 2012, le juge des référés a condamné la Ville à verser à la SAPM une provision de 81 168,47 € ;
- Qu'il convient dans ces conditions d'interjeter appel de cette ordonnance ;
- Qu'il est nécessaire d'assurer la défense des intérêts de la Ville dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Paliès-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget 2010 de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 13/8/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Serge FLEURENCE

Publiée le : 14/8/2012
Notifiée le :

Contentieux
Ville c/ CAMPUS France
Fixation du prix du bien préemption cadastré DV
n°472 devant le juge de l'expropriation
Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2012/2014/T/R du 23/07/2012 donnant délégation de signature à M. Serge FLEURENCE en l'absence de Monsieur Max LEVITA, adjoint délégué

Considérant :

- Que la Ville a décidé de préempter le bien de CAMPUS France cadastré DV n°472 situé 130 avenue de Palavas à Montpellier ;
- Qu'aucun accord amiable n'ayant été obtenu, le juge de l'expropriation a été saisi pour fixer le prix ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire

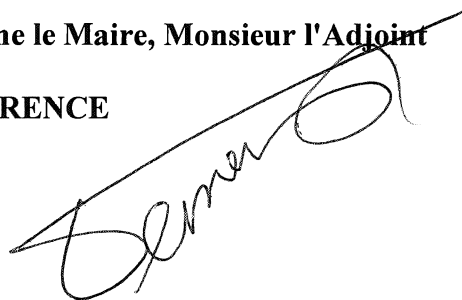
Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 13/8/2012

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué**
Serge FLEURENCE

Publiée le : 14/8/2012
Notifiée le :



**ASSURANCE
RESPONSABILITE CIVILE DE LA COMMUNE
AFFAIRE SARL MALAVAL**



Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- Que le 15 novembre 2011, la SARL MALAVAL a été victime d'un sinistre Place de la Comédie ;
- Que la SARL MALAVAL impute à la Ville la responsabilité de ce sinistre et l'assigne devant le Tribunal Administratif par requête introductive d'instance ;

Décide en conséquence :

- De défendre dans cette affaire par l'intermédiaire d'AREAS Cabinet PNAS – 159 rue du Faubourg Poissonnière 75009 Paris – et de ses avocats en première instance, en appel et devant toutes juridictions qui auront à en connaître.

Montpellier, le 13/8/2012

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué**

Publiée le : 14/8/2012

Notifiée le :


Serge FLEURENCE

ASSURANCE
Ville c/ Mme Marie-Louise BORG
Mise en cause de la responsabilité de la Ville
Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- Que Mme BORG a chuté le 15/07/2010 sur un plot métallique sur un trottoir et s'est blessée ;
- Que Mme BORG impute à la Ville la responsabilité de ce sinistre et l'assigne devant le tribunal administratif de Montpellier par requête introductive d'instance n°1203166-4 ;

Décide en conséquence :

- De défendre cette affaire par l'intermédiaire d'AREAS cabinet PNAS (159 rue du Faubourg poissonnière – 75009 PARIS) en première instance, appel et devant toutes juridictions qui auront à en connaître

Montpellier, le 22/08/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Philippe SAUKEL
Adjoint au Maire

Publiée le :

Notifiée le :



Plan Stratégique Immobilier

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier l'article 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2011/2181/T/R en date du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric TSITSONIS, Adjoint au Maire délégué au quartier Port Marianne, à la gestion active et durable du patrimoine, à l'économie des ressources et des énergies ;
- Vu le dossier de consultation des entreprises relatif au marché public à procédure adaptée « Plan Stratégique Immobilier – 2M1023 » ;
- Vu le rapport d'analyse des offres ;

Considérant :

- Que la Ville souhaite confier à un assistant à maîtrise d'ouvrage la définition d'un Plan Stratégique Immobilier ;
- Qu'en conséquence, un marché public à procédure adaptée a été lancé sous la référence 2M1023 « Plan Stratégique Immobilier » ;
- Qu'il ressort du rapport d'analyse des offres que la société Stratégies Locales a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- L'offre de la société Stratégies Locales - 166 Boulevard Montparnasse, 75014 PARIS - est retenue, pour un montant de 69 100 € HT.
- La dépense sera imputée sur le budget 2012 de la ville de Montpellier – Direction Architecture & Immobilier ; Ligne : 13390 - Nature : 617 - Fonction : 920020.
- Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, est autorisée à signer le marché avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.
- Monsieur le Directeur général des services de la ville et Monsieur le Percepteur de la ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.
- La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 3 rue Pitot, 34000 MONTPELLIER.

Montpellier, le 23/08/2012

Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe
déléguee
Régine SOUCHE

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'RS' followed by a stylized flourish, positioned over the printed name 'Régine SOUCHE'.

Publiée le :
Notifiée le :



Direction Energie Moyens
Techniques
Service Achats et
Production graphique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/337

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour l'achat, la livraison, l'installation et la
récupération de sapins de Noël**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/TR du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat, la livraison, l'installation et la récupération de sapins de Noël pour la ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA 2M1077), conformément aux articles 28 et 77 du Code des Marchés Publics, en date du 06/07/2012, la société ROSERAIE DES COSTIERES SANDIFLOR, 30800 SAINT GILLES a présenté une offre économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à société ROSERAIE DES COSTIERES SANDIFLOR, pour un montant total de commandes minimum de 5 000 € HT et maximum de 20 000 € HT, pour une durée allant de la date de sa notification au 31 mars 2013.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 60628 tous chapitres.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 21/08/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Publiée le :
Notifiée le :

Ville de
Montpellier



Direction Energie Moyens
Techniques

Service Achats et
Production graphique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/338

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour l'acquisition de procès verbaux de
contravention (avis - carte de paiement)**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/TR du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'acquisition de procès verbaux de contravention (avis – carte de paiement) pour la direction de la réglementation et de la tranquillité publique de la ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n°2M934), conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 13/07/2012, la société PARAGON, 69300 CALUIRE ET CUIRE, a présenté une offre économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société PARAGON, pour un montant total de commandes sans minimum et maximum de 80 000 € HT, pour une durée d'un an à compter du 01 septembre 2012, renouvelable trois fois par tacite reconduction.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville nature 6236 tous chapitres.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 21/08/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Publiée le :
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/339

MISSION GRAND COEUR
**Droit de préemption à l'intérieur du périmètre de
sauvegarde du commerce et l'artisanat de proximité**
Cession de bail commercial
Propriété de la SARL DISTRIMMO
7, boulevard du Jeu de Paume
Exercice du droit de préemption

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Madame le Maire le 12 juillet 2010 (n° 2010-390);
- Vu les articles L 214-1 à L 214-3 et R 214-1 à R 214-16 du code de l'urbanisme;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2010 instaurant le droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerce et baux commerciaux à l'intérieur du périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la SERM par délibération du Conseil municipal du 26 juin 2003;
- Vu l'avenant n° 3 à la concession d'aménagement confiée à la SERM (actions à mener dans le cadre du protocole transactionnel VILLE/CCI/CAM/SERM/SCI Odysseum 2) approuvé par délibération du Conseil municipal du 10 mai 2006;
- Vu l'estimation des services fiscaux.

Considérant :

- que le 28 juin 2012, la SARL DISTRIMMO, représentée par Monsieur Cyril FERAUD, a souscrit une déclaration de cession d'un bail commercial concernant un local, jusqu'alors occupé par une agence immobilière, situé 7 Boulevard du Jeu de Paume (cadastre section HV 326), au prix de 70.000 €;
- qu'il paraît opportun pour la Ville de MONTPELLIER d'exercer le droit de préemption sur cette cession.

Dès 2006, la Ville s'est préoccupée d'améliorer les espaces publics du boulevard du Jeu de Paume, avec l'ambition d'accompagner et d'inciter la dynamisation commerciale. Cet aspect prend aujourd'hui une nouvelle dimension avec l'arrivée du tramway sur ce boulevard (la ligne 3 en 2012 et surtout la ligne 5 en 2016/2018). La Ville souhaite que le boulevard du Jeu de Paume fasse l'objet d'une réalisation rapide et

s'est entendue avec la Communauté d'Agglomération pour anticiper certains aménagements (larges trottoirs, matériaux de qualité, plantations...).

Afin de mener à bien ce projet le boulevard du Jeu de Paume a été inclus dans le périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité.

Le rapport préalable à l'instauration de ce périmètre de sauvegarde, avait constaté l'évolution négative de l'offre de proximité et la disparition progressive de nombreux commerces traditionnels dans de nombreuses rues de la Ville.

Ce phénomène était constaté, notamment, sur l'axe constitué par les boulevards Ledru Rollin et Jeu de Paume où une forte occupation par des activités de services nuit à son attractivité marchande et à son ambiance (23 % des commerces existants sont des banques, des agences immobilières, des centres de formation et d'enseignement ou des cabinets d'assurances).

Afin de reconstituer un circuit marchand cohérent et efficace sur ces boulevards, maillon indispensable de l'activité commerciale en centre ville, il convient de limiter le développement excessif des activités de services et d'être en mesure de pouvoir prévenir toute démarche spéculative ou surenchère résultant de la mise en œuvre du projet urbain.

Le local objet de la présente cession de droit au bail, était occupé par une agence immobilière. Sa cession à un prix excessif, sans qu'aucune information et garantie ne puissent être apportées à la Ville sur l'activité future qui y sera mise en place, conduit la Commune à intervenir.

L'acquisition par la Ville de ce droit au bail lui permettra, dans le cadre des dispositifs prévus par les articles L 214-1 et suivants du code de l'urbanisme, de retrouver un repreneur pour ce local qui y développera une activité compatible avec le projet municipal de redynamisation commerciale.

- que le prix proposé paraît excessif.

Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de préemption sur la cession du bail commercial propriété de la SARL DISTRIMMO, concernant un local située 7 Boulevard du Jeu de Paume, cadastré section HV 326;
- de saisir, conformément à l'article R 214-6 du Code de l'urbanisme, le Juge de l'expropriation afin que le prix du bien soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation;
- de prélever les sommes nécessaires à cette acquisition sur le budget de la Ville 2012, programme individualisé "Action foncière", ligne de crédit 17460 "Acquisitions constructions".

Montpellier, le 20 AOUT 2012



Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Marc DUFOUR

Publiée le :
Notifiée le :



**Direction Energie Moyens
Techniques**
Service Achats et
Production graphique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/340

**Attribution de marchés passés selon une procédure
adaptée pour l'achat de produits de lutte biologique
pour les serres du centre horticole de Grammont et la
serre Amazonienne du Parc Darwin**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/TR du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de produits de lutte biologique pour les serres du centre horticole de Grammont et la serre Amazonienne du Parc Darwin de la ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n°2M1083), conformément aux articles 28 et 77 du Code des Marchés Publics, en date du 29/06/2012, la société BIOBEST FRANCE, 84100 ORANGE, pour le lot 1 (produits lutte biologique serre de Grammont – Espaces verts), et pour le lot 2 (produits lutte biologique serre amazonienne - zoo), a présenté des offres économiquement avantageuses.

Décide en conséquence :

- D'attribuer les marchés précités à la société BIOBEST FRANCE,
 - pour le lot 1, pour un montant total de commandes compris entre 10 000 € HT minimum et 48 000 € HT maximum
 - pour le lot 2, pour un montant total de commandes compris entre 10 000 € HT minimum et 32 000 € HT maximum
 pour une durée allant de la date de leur notification au 31 juillet 2015.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville nature 60628 – 6042 - 6156, tous chapitres.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 21/08/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Publiée le :
Notifiée le :

MISSION GRAND COEUR
Droit de préemption
Propriété SCI SAINT SAUVEUR
1, impasse Saint Sauveur - Lot 1
Exercice du droit de préemption

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Madame le Maire le 6 juillet 2012 (n° 2012-1822);
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- Vu La zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) "GAMBETTA/FIGUEROLLES/CLEMENCEAU", créée par arrêté préfectoral du 28 septembre 2006;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la SERM par délibération du Conseil municipal du 26 juin 2003;
- Vu l'avenant n° 3 à la concession d'aménagement confiée à la SERM (actions à mener dans le cadre du protocole transactionnel VILLE/CCI/CAM/SERM/SCI Odysseum 2) approuvé par délibération du Conseil municipal du 10 mai 2006;
- Vu l'estimation des services fiscaux.

Considérant :

- que le 27 juin 2012, la SCI SAINT SAUVEUR a souscrit une déclaration d'intention d'aliéner un local à usage commercial constituant le lot n° 1 de l'immeuble situé 1 Impasse Saint Sauveur et cadastré section EW 359, au prix de 100.000 €, ledit local est actuellement en partie loué à la SARL ORIENTA BURGER en vertu d'un bail commercial;
- que la politique locale de l'habitat et de dynamisation du commerce mise en œuvre par la Ville de Montpellier, se traduisant en application de l'article L 300-1 du code de l'urbanisme, par des actions en faveur du renouvellement urbain, de lutte contre l'insalubrité, de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine bâti, et de revitalisation du commerce,
- qu'à cette fin, par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003, la Ville de Montpellier a décidé de réaliser l'opération d'aménagement urbain « Montpellier Grand Cœur »,

- que ledit bien immobilier est situé dans le périmètre de l'opération définie ci-dessus,
- que pour la mise en œuvre de l'opération « Montpellier Grand Cœur » susvisée, la Ville de Montpellier a conclu avec la SERM une convention publique d'aménagement, selon le régime défini par l'article L 300-4 du code de l'urbanisme, approuvée par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003,
- que l'avenant n° 3 de la convention publique d'aménagement, approuvé par délibération du Conseil municipal du 10 mai 2006, met en place un programme d'actions complémentaires liées à l'accompagnement commercial suite à la signature d'un protocole transactionnel signé par la Ville, la Communauté d'agglomération de Montpellier, la Chambre de Commerce d'Industrie de Montpellier, la SERM et la SC Odysseum II,
- que la présente acquisition entre, d'une part, dans le cadre des différentes études réalisées par la Ville de Montpellier et la SERM afin de mettre en œuvre la politique de dynamisation du commerce en Centre Ville et, d'autre part, dans la mise en œuvre des différents accords signés entre la Ville de Montpellier, la Chambre de Commerce et d'Industrie et les principaux acteurs en charge du commerce afin de pérenniser le commerce en Centre Ville,
- que dans ces conditions, il paraît opportun pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ledit bien immobilier, au vu des objectifs ci-dessus, en vue de faire respecter les conditions des baux commerciaux, d'exercer un contrôle de la qualité des activités commerciales et de pouvoir agir sur les activités futures en cas de cession de bail.

- que le prix proposé paraît excessif.

Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété de la SCI SAINT SAUVEUR, située 1 Impasse Saint Sauveur, et cadastrée section EW 359, au prix de 64.000 €;
- dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du code de l'urbanisme.
- que la SERM intervienne à l'acte d'acquisition en tant que tiers payeurs et que le bien lui sera ensuite rétrocédé gratuitement afin de poursuivre sa mission dans le cadre de la concession d'aménagement.

Montpellier, le 21 AOÛT 2012



Pour Madame le Maire, Monsieur le Premier
Adjoint suppléant

Serge FLEURENCE

Publiée le :
Notifiée le :



Direction des Affaires
Juridiques et de la
Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 212/342

Montpellier c/ Mme Sarah NOUIOUA
Recours contre le refus implicite de sa demande
d'indemnisation suite à une prétendue abstention
fautive de la Ville
Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué

Considérant :

- Que Madame Sarah NOUIOUA a introduit un recours (n°1202425-3) visant à faire réparer le préjudice qu'elle estime avoir subi du fait d'une inertie de l'administration sur sa situation ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 27/08/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL
Adjoint au Maire

Publiée le :

Notifiée le :

**Etude de requalification urbaine
du quartier Saint-Martin**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2209/T/R du 2 septembre 2011 donnant délégation de fonctions à Monsieur Michaël DELAFOSSE

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder au lancement d'une étude de requalification urbaine du quartier Saint-Martin ;
- Qu'à la suite d'une consultation de bureaux d'études, du 12 juin 2012 jusqu'au 2 juillet 2012 inclus, organisée conformément à l'article 28 du code des marchés publics, marché 2M155

Décide en conséquence :

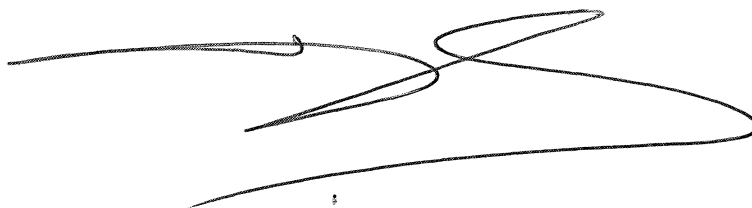
- d'attribuer le marché n°2M155 à l'équipe BARRIQUAND/Réussir l'espace public, pour un montant de 82 200 € HT.
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs, notamment à la préparation, l'exécution et le règlement dudit marché ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 investissement de la Ville.

Nature : 2031 Fonction : 908241 Programme : 50031 Ligne : 14658

Montpellier, le 05/09/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le :
Notifiée le :



Montpellier c/ SNC Le Petit Merle et M. GIRAL
Recours indemnitaire suite au refus de transfert d'un
débit de tabac
Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué

Considérant :

- Que la SNC Le Petit Merle et son gérant M. GIRAL ont introduit un recours (n°1203616-5) visant à faire réparer le préjudice ils estiment avoir subi du fait du refus opposé par la Ville au transfert du débit de tabac exploité par la société et son gérant ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 31/08/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Philippe SAUREL
Adjoint au Maire

Publiée le :
Notifiée le :



**Attribution d'un marché selon la procédure adaptée
pour les travaux de réfection de résine de sols et de
murs dans les locaux de production de la cuisine
centrale**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/42 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Louis GELY Adjoint Délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu d'effectuer régulièrement des travaux de réfection de résine de sols et de murs dans les locaux de production de la cuisine centrale des Restaurants Scolaires de la Ville pour en maintenir la conformité réglementaire ;
- Qu'à la suite d'un avis public à la concurrence n° 2M929 en date du 20 juin 2012 et conforme à l'article 28 du Code des Marchés Publics, la société V.B.RESINE, Z.A. la Prairie, rue de Gutenberg, 42340 VEAUCHE, a présenté une offre qui a été jugée économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- De confier les travaux de réfection de résine de sols et de murs dans les locaux de production de la cuisine centrale des Restaurants Scolaires de la Ville à la société V.B.RESINE, Z.A. la Prairie, rue de Gutenberg, 42340 VEAUCHE, pour un montant annuel maximum de 20 000,00 € HT et pour une durée de un an renouvelable trois fois ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de fonctionnement du service des Restaurants Scolaires de la Ville : Nature : 61522 Fonctionnement : 922511 ligne de crédit : 1508
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 18/09/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Jean-Louis GELY

Publiée le : 19/09/2012
Notifiée le :

Observatoire du marché immobilier

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'Arrêté n°2011/2209/T/R donnant délégation à Michaël DELAFOSSE, Adjoint au Maire Délégué à l'urbanisme, l'aménagement durable et à Montpellier territoire numérique, pour la signature des arrêtés concernant l'observatoire urbain.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder au lancement d'une étude « Observatoire du marché immobilier » ;
- Que la consultation de bureaux d'études, qui s'est déroulée du 27 juin 2012 au 18 juillet 2012, pour le marché n°2M872 a été organisée conformément à l'article 28 du code des marchés publics ;
- Que le bureau d'études ADEQUATION a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n°2M872 au bureau d'études ADEQUATION pour un montant H.T. de 47000 euros ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, l'exécution et le règlement dudit marché ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 investissement de la Ville.

Nature 2031

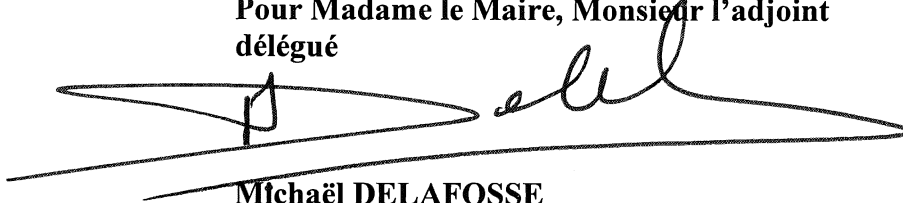
Fonction 908241

Programme 10363

Ligne 20233

Montpellier, le 06/09/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'adjoint
délégué



Michaël DELAFOSSE

Publiée le :

Notifiée le :



**Direction du Génie
Urbain**
Service Régulation Trafic
Déplacement opérationnel

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/349

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour une plateforme d'échange de DT-DICT
(n°2M1209)**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2178/T/R du 1^{er} Septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur THINES Adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier à un prestataire extérieur l'accès à une plateforme d'échange de DT-DICT ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 16 janvier 2012, la société SOGELINK – 131 chemin du Bac à Traille 69300 CALUIRE ET CUIRE, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société SOGELINK, pour un montant de 20 400 € H.T ;
- D'autoriser Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur les budgets 2012 et suivants des Directions concernées, Chapitres 920 et 928.

Montpellier, le 10/09/12

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe THINES

Publiée le :
Notifiée le :

**Avenant de prolongation du marché passé selon une
procédure adaptée n° 9M511 d'AMO sur le Plan de
Déplacement d'Entreprise**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- vu l'arrêté n° 2011/2181/T/R du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric TSITSONIS,

Considérant :

- que le marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage sur le PDE a été attribué à la société Auxilia, sise 102 C rue Amelot, 75011 Paris, par la Décision n° 167 notifiée le 28 avril 2010,
- que le marché initial prenait fin le 14 mai 2012,
- que l'assistance à maîtrise d'ouvrage sur le PDE n'est pas terminée,

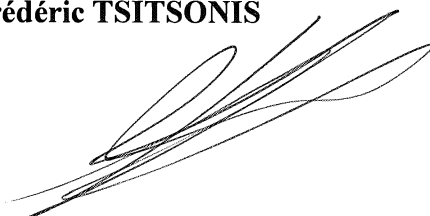
Décide en conséquence :

- de prolonger la durée du marché jusqu'au 14 mai 2013 au plus tard, dans des conditions financières inchangées,
- d'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 18/9/2012

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Frédéric TSITSONIS**

Publiée le : 19/9/2012
Notifiée le :





DIRECTION ENERGIE
MOYENS TECHNIQUES

AVENANT DE PROLONGATION

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges Frêche
34267 Montpellier Cedex 2

Représenté par
Madame Le Maire

Titulaire du marché :

AUXILIA
41, rue du Chemin Vert
75011 Paris

Représenté par
Bertil de FOS

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché :

Assistance à maîtrise d'ouvrage sur le Plan de Déplacement d'Entreprise

N° du marché :

9M511

Notifié le :

28 avril 2010

Montant initial du marché :

Montant HT : 43212.50 Euros

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet la prolongation du marché, dont la date initiale de fin était fixée au 14 mai 2012 (6 mois après le déménagement de l'Hôtel de Ville).

ARTICLE 2

Compte tenu des nécessités du projet, les deux parties conviennent que le marché est prolongé d'un an maximum, soit jusqu'au 14 mai 2013.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

D. Signatures des parties

A Paris....., le 22/08/2012

L'entrepreneur,

AUXILIA

41 rue du Chemin Vert
75011 Paris

Tél. : 01.55.28.00.75 - Fax : 01.55.28.85.91
SIRET : 440 817 203 0001 (signature)

Pour Madame Le Maire
l'Adjoint Délégué

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ront) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A, le



Direction des Affaires
Juridiques et de la
Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/351

Ville de MONTPELLIER c/ Société l'Immobilière
Groupe CASINO

Recours c/ permis de construire du 24 avril 2012
délivré à la S.A.S. CHRONODRIVE

Référé suspension



Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- que par un arrêté du 24 avril 2012, Madame le Maire de MONTPELLIER a accordé à la SAS CHRONODRIVE un permis de construire n° 34172 11 V0233 afin d'édifier un site d'enlèvement de marchandises après démolition partielle ;
- que la SOCIETE L'IMMOBILIERE GROUPE CASINO a déposé une requête en référé (n°1203711-1) auprès du Tribunal Administratif de MONTPELLIER, le 24 avril 2012 visant à suspendre cet arrêté ;

Décide en conséquence :

- de défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés ;
- de verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la ville ;
- de prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la ville nature-fonction : 6227 – 920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 17/9/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 18/9/2012
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée: direction artistique de la manifestation
culturelle dans l'espace public ZAT! 2012-2014**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville organise la manifestation ZAT, zone artistique temporaire, depuis novembre 2010 ;
- Que l'ampleur de cette manifestation exige la présence d'un directeur artistique, chargé notamment de l'élaboration et du suivi de la programmation artistique ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, en date du 21 juin 2012, Monsieur Pascal Le Brun Cordier a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité (2M25716000) à Monsieur Pascal Le Brun Cordier, 53 rue Piat, 75020 Paris, pour un montant de 129 987.40 € HT pour la durée totale du marché, soit de la notification au 31 mai 2014 ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 19/9/2012

Notifiée le :

**Avenant à l'attribution du marché négocié de
prestations de service avec le club de haut niveau SASP
Montpellier Hérault Sport Club**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2208/T/R donnant délégation de signature à Monsieur Patrick VIGNAL, Adjoint au Maire délégué aux Sports

Considérant :

-Qu'il a lieu de procéder à l'attribution d'un avenant au marché 2M9042201, d'un montant initial de 110 510 € HT, relatif à un contrat de prestations de service avec le club de haut niveau SASP Montpellier Hérault Sport Club.

-Qu'à la suite de la qualification pour la Champions League du club de football de Montpellier, champion de France de ligue 1 lors de la saison 2011-2012, il a été décidé de prendre en charge la prestation du club, lors des trois matchs européens de poule joués à domicile sur la saison 2012-2013, l'entreprise attributaire du marché (SASP MHSC) a présenté un devis économiquement avantageux d'un montant de 20 000 € HT, ce qui porterait donc le montant global du marché à 130 510 € HT ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer l'avenant précité à l'entreprise SASP MHSC située au Domaine de Grammont Avenue Albert Einstein 34967 Montpellier, pour un montant de 20 000 € HT
- De dire que cette dépense sera imputée sur le budget de la Ville nature 6042 fonction 9240
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué à signer l'avenant au marché 2M9042201 et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.

Montpellier, le 18/9/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Patrick VIGNAL

Publiée le : 19/9/2012
Notifiée le :

Département Action Solidaire

Direction Jeunesse Sports Emploi Logement

AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges Frêche
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Représenté par
Madame Le Maire

Titulaire du marché :

SASP Montpellier Hérault Sport Club
Représenté par Monsieur NICOLLIN, Président

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché : Marché négocié de prestations de service avec le club de haut niveau SASP Montpellier Hérault Sport Club

N° du marché :
2M9042201

Notifié le :
01 AOÛT 2012

Montant initial du marché :
Montant HT : 110 510 Euros

Date d'examen du projet d'avenant par la Commission d'appels d'offres (le cas échéant) : Sans objet

Date de la décision autorisant la signature de l'avenant :

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet d'augmenter le montant du contrat pour le(s) motif(s) suivant(s) :

Suite à la qualification en Champions League du club de football de Montpellier, champion de France de ligue 1 lors de la saison 2011-2012, il est prévu de prendre en charge la prestation du club, lors des trois matchs européens de poule joués à domicile sur la saison 2012-2013 (non prévus lors de la constitution initiale du marché).

ARTICLE 2

Les prestations supplémentaires à exécuter par le titulaire du contrat seront payées en fonction des prix inscrits dans le devis fourni par le titulaire.

Cette pièce fait partie intégrante de l'avenant au contrat.

Le montant total de l'avenant au contrat est fixé à 20 000 €H.T. (23 920 T.T.C.), soit en toutes lettres : vingt mille euros Hors taxes (vingt-trois mille neuf cent vingt euros Toutes Taxes Comprises)

La plus-value s'élève donc à 18 % du contrat initial.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4 : Durée du marché

Inchangée

ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

D. Signatures des parties

A , le

L'entrepreneur,

Pour Madame Le Maire,
Le Directeur Général Adjoint
des Services

Jean Paul DAYRE

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2012/357

**Ville de MONTPELLIER c/ Monsieur Alec LISIAK
Recours c/ permis de construire du 19 mars 2012
délivré à la S.A.S. SOGEPROM SUD
REALISATIONS
Référé suspension
Décision de défendre**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- que par un arrêté du 19 mars 2012, Madame le Maire de MONTPELLIER a accordé à la SAS SOGEPROM SUD REALISATIONS un permis de construire n° 34172 11 V0401 afin d'édifier un ensemble de 79 logements ;
- que Monsieur Alec LISIAK a déposé une requête en référé (n°1203640-1) auprès du Tribunal Administratif de - Montpellier, le 18 mai 2012 visant à suspendre cet arrêté ;

Décide en conséquence :

- de défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- de verser le cas échéant les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- de prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville Nature – Fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 17/9/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA



Publiée le : 18/9/2012
Notifiée le :



**Direction des Affaires
Juridiques et de la
Commande Publique**
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° *2012/358*

Contentieux
Ville de MONTPELLIER
c/ Madame Danielle BENZIMRA
**Recours pour excès de pouvoir contre le permis de
construire PC 34172 11 V0388**



Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- que par un arrêté du 18 Avril 2012, Madame le Maire de MONTPELLIER a accordé à la S.C.I. - 1 avenue de l'Agriculture un permis de construire visant à diviser une maison en deux logements et à édifier un immeuble de 6 logements au n°1 avenue Ecole Agriculture-Gabriel BUCHET ;
- que Madame BENZIMRA DANIELLE a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de MONTPELLIER, le 11 juillet 2012 sous le n°1203082-1 ;

Décide en conséquence :

- de défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- de verser le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la ville ;
- de prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la ville nature-fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;

Montpellier, le *17/9/2012*

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA**

Publiée le : *18/9/2012*
Notifiée le :

Ville de

Montpellier



Direction des Affaires
Juridiques et de la
Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 812 / 359

**Ville de MONTPELLIER c/
Madame Claudine SALAGER
Fixation du prix du bien préempté, cadastré AO
n°0068, devant le juge de l'expropriation**



Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- que la Ville a décidé de préempter le bien de Madame Claudine SALAGER, cadastré AO n°0068 situé 250 avenue Vincent AURIOL à MONTPELLIER ;
- qu'aucun accord amiable n'ayant été obtenu, le juge de l'expropriation a été saisi pour fixer le prix ;
- qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la ville dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- de défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés ;
- de verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la ville ;
- de prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la ville nature-fonction : 6227 – 920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le

17/9/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 18/9/2012
Notifiée le :

Contentieux
Ville c/ SARL CRYSTAL
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté du
04/05/2012 conduisant au refus d'installation d'une
terrasse sur la place Jean Jaurès



Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la SARL CRYSTAL a sollicité l'installation d'une terrasse en partie rue de la Loge et en partie place Jean Jaurès devant son établissement le Roma ;
- Que la SARL n'a obtenu une autorisation que pour la partie sise rue de la Loge par arrêté du 04/05/2012 ;
- Qu'elle entend contester le refus ainsi opposé au reste de sa demande dans une requête en annulation (instance n°1203625-4) ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 19/9/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 20/9/2012
Notifiée le :



**Ville de MONTPELLIER c/ Société DISTRIMMO
Préemption - Fixation du prix du bien cadastré HV
n°326 devant le juge de l'expropriation**



Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- que la Ville a décidé de préempter le bien de la Société DISTRIMMO, cadastré HV n°326, situé 7 boulevard du JEU de PAUME à MONTPELLIER ;
- qu'aucun accord amiable n'ayant été obtenu, le juge de l'expropriation a été saisi pour fixer le prix ;
- qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la ville dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- de défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- de verser le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la ville ;
- de prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la ville nature-fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;

Montpellier, le 17/09/2012

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué**

Max LEVITA

Publiée le : 18/09/2012

Notifiée le :

Contentieux
Ville de MONTPELLIER c/ le garde des sceaux,
ministre de la justice et des libertés
Recours pour excès de pouvoir contre le permis de
construire PC 34172 11 V0388



Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- que par un arrêté du 18 Avril 2012, Madame le Maire de MONTPELLIER a accordé à la S.C.I. - 1 avenue de l'Agriculture un permis de construire visant à diviser une maison en deux logements et à édifier un immeuble de 6 logements au n°1 avenue Ecole Agriculture-Gabriel BUCHET ;
- que LE GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTES a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de MONTPELLIER, le 13 juillet 2012 sous le n°1203188-1 ;

Décide en conséquence :

- de défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- de verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- de prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature-fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 17/09/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 18/09/2012
Notifiée le :

Contentieux
Ville c/ Madame Jacqueline GONTIER

□
**Recours pour excès de pouvoir c/ décision implicite de
rejet de retirer l'autorisation pour la terrasse du Bar le
Caprice**

□
Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que Madame Jacqueline GONTIER a introduit un recours (instance n°1203526-4) visant à faire annuler la décision implicite rejetant sa demande de retrait de l'autorisation accordant une terrasse au bar « *Le Caprice* » ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 19/01/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 20/01/2012
Notifiée le :

SH